

L'un des chefs historiques  
de la révolution chinoise

**LE MARÉCHAL CHU TEH  
EST MORT**

(LIRE PAGE 4 L'ARTICLE  
DE ROBERT GUILLAIN)

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1.40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 12 fr. ; Canada, 3 CA\$ ; Danemark, 3 kr. ; Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce, 18 dr. ; Irlande, 45 rls. ; Italie, 300 L. ; Japon, 125 y. ; Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 f. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 d. din. ; Tarif des abonnements page 17

5, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. 4207-23 Paris  
Tél. Paris 26 59572  
Tél. : 246-72-23

## La conclusion du «sommet» de Hambourg : Nouvelles difficultés pour le gouvernement

### La dernière chance de la CECA

La formation d'un cartel de l'acier, annoncée à Düsseldorf au mois de février dernier sans tambour ni trompette, et réunissant ni plus ni moins que l'ensemble de la sidérurgie ouest-allemande, néerlandaise et luxembourgeoise, a suscité une telle émotion chez les maîtres de forges français, belges et même anglais, laissés, pour l'instant, en dehors de cette entente, que les gouvernements s'en sont mêlés. La question vient d'être évoquée au «sommet» de Hambourg, sur l'initiative de M. Schmidt. Le ministre fédéral de l'économie, M. Friederichs, et M. d'Ornano, ministre français de l'industrie et de la recherche, ont publié un communiqué commun pour rejeter le principe d'une cartellisation, réaffirmer la primauté du rôle de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), et charger la Commission de la C.E.E. de préparer des propositions avant la fin de l'année pour réorganiser le marché européen de l'acier.

Au fil des mois, ce projet de cartel, qui devait entrer en vigueur le 5 juillet 1976, s'est donc révélé comme une véritable machine de guerre, susceptible non seulement d'entraîner les fondements mêmes de la CECA, mais d'accentuer le clivage entre des partenaires diversément touchés par la récession de 1975. Il est censé pallier les «déficiences» de la Commission de la C.E.E., qui, sollicitée, au plus fort de la crise, d'imposer des «prix minima» afin d'éviter une chute dramatique des cours, s'y est toujours refusée. Pour justifier officiellement en avant la nécessité de ne pas déclencher une guerre internationale des tarifs : en réalité, le gouvernement allemand, poussé par ses industriels, avait pratiquement bloqué toute décision.

Que l'on s'entende bien : les sidérurgistes d'outre-Rhin ne sont pas opposés à la mise en place de dispositifs réglementaires destinés à éviter le retour à une crise aussi grave que celle de 1975. Ils sont même partisans d'un système de prix minima, mais à condition d'en posséder la maîtrise au mieux de leurs intérêts et en fonction de leur poids économique.

Ce n'est pas pure coïncidence si l'on retrouve dans ce cartel les moins endettées des sidérurgies européennes et les plus performantes, à l'exclusion des aciéries françaises, belges et italiennes, basées essentiellement sur la dépression la plus violente que l'on ait connue depuis quarante ans.

Comment s'étonner qu'un tel projet, rappelant fâcheusement la constitution, entre les deux guerres, d'un très puissant «kartell» allemand, que les alliés d'après-guerre ont démantelé en 1945, ait suscité une légitime inquiétude en deçà du Rhin ? D'un les efforts de dernière heure du président de Thyssen, M. Spethmann, pour englober les Français dans ce cartel, au risque de réduire à néant le rôle de la CECA, ainsi contrariée.

A Paris, on reste méfiant, et les sidérurgistes comme les pouvoirs publics entendent donner à la Commission de la C.E.E. la dernière chance. Comme l'annonce notre correspondant à Bruxelles, la Commission, sous la pression des événements, s'est résolue à formuler de nouvelles propositions et à mettre au point des remèdes anti-crise. Un tel revirement comporte le risque de voir se reformer le genre d'ententes que les traités de Paris et de Rome avaient précisément pour but de proscrire. Mais, prise entre le dynamisme des maîtres de forges allemands et la nécessité de contrôler les regroupements et les accords qu'une nouvelle crise rendrait inévitables, la Commission devrait choisir la voie de l'interventionnisme pur et simple. C'est la dernière chance pour la C.E.C.A. de conserver une existence réelle, faite de quoi un cartel se substituerait pratiquement à elle.

### Une coopération étroite entre la France la Grande-Bretagne et la R.F.A. est utile à toute la Communauté

Au «sommet» franco-allemand de Hambourg, qui s'est terminé mardi 6 juillet, le président Giscard d'Estaing et le chancelier Schmidt ont voulu à la fois affirmer que la coopération étroite entre Paris, Bonn et Londres était utile à toute la Communauté européenne, et assurer leurs partenaires que ce «triumvirat» ne dicterait pas la politique de la C.E.E.

Les conversations de Hambourg ont permis d'enregistrer des progrès sur les problèmes des élections européennes de l'organisation du marché de l'acier et de la lutte contre le terrorisme. Paris et Bonn chercheront en outre à rapprocher leurs politiques sur le tiers-monde.

De nos envoyés spéciaux

Hambourg. — Avant de se quitter après la dernière journée des entretiens de Hambourg, mardi, le président Giscard d'Estaing et le chancelier Schmidt se sont mutuellement et publiquement félicités non seulement de la bonne entente franco-allemande, mais aussi du rapprochement franco-britannique. «Depuis longtemps», a dit M. Giscard d'Estaing, «le chancelier M. Schmidt avait encouragé Paris et Londres à développer des relations sur le modèle des relations entre Paris et Bonn. Les autres pays de la Communauté ne doivent pas en être jaloux, car cette étroite coopération est de l'intérêt de tous.»

### L'accord de Londres

Évoquant, de son côté, l'accord de Londres pour des réunions annuelles des gouvernements français et britannique, M. Giscard d'Estaing a dit : «Ceci correspond à la pleine conscience que nous tirons de la participation de la Grande-Bretagne à notre Communauté». Soulignant que les consultations franco-britanniques et franco-allemandes «accroissent» la construction européenne, il a ajouté : «Chaque fois que ces consultations sur le plan bilatéral visent à approfondir les connaissances réciproques et à examiner les conditions dans lesquelles se posent les problèmes, et bien entendu, à réserver les décisions aux instances compétentes (de la Communauté) et notamment au Conseil européen (...). Après les conversations que nous avons eues, on peut commencer l'idée que le prochain Conseil européen, sur des points importants de son ordre du jour, devrait pouvoir conclure à des décisions positives.»

Quel que soit le goût du président de la République et du chancelier Schmidt de ménager leurs partenaires, on voit désormais comment fonctionne la Communauté : Bonn, Londres et Paris préparent le la. Ce n'est pas tout à fait important des Neuf.

Parmi les décisions qui paraissent mûres pour le Conseil européen des 12 et 13 juillet figure l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel. La question de la répartition nationale des sièges serait réglée par le maintien, dans un premier temps, de la proposition actuelle, le nombre des sièges étant doublé et quelques correctifs réduisant la représentation des petits pays.

Paris et Bonn se sont d'autre part mis d'accord pour demander à la Commission de Bruxelles de se prononcer avant la fin de l'année sur la comptabilité du regroupement sidérurgique envisagé par des sociétés de l'Allemagne fédérale et du Benelux avec les règles de la Communauté charbon-acier. C'est ce que voulait le gouvernement français. Pour plus de sûreté, cette décision de procéder à l'ajout d'un comité d'experts franco-allemands va être créée, que M. Giscard d'Estaing a appelé «un outil commun de réflexion».

MAURICE DELARUE  
et DANIEL VERNET.

(Lire la suite page 8.)

### Les sénateurs veulent amender sensiblement le texte sur les plus-values

### L'U.D.R. regimbe devant le projet électoral de M. Michel Poniatowski

Les députés U.D.R. se sont réunis à huis clos mercredi matin 7 juillet pour dresser le bilan politique de la session parlementaire. Une session qui n'est pas terminée puisque le Sénat examine le projet de loi sur l'imposition des plus-values et que l'Assemblée nationale discute les modifications du code électoral proposées par le gouvernement. Or, dans les deux cas, des difficultés politiques réapparaissent au sein de la majorité. Les sénateurs s'approprient à modifier sans bruit, mais plus sensiblement que ne le souhaiterait le gouvernement, le texte sur les plus-values tandis que les députés U.D.R. regimberaient devant les propositions de M. Poniatowski tendant à rendre plus sévères les conditions de la compétition électorale. M. Chirac qui a dû, mardi soir, se porter au secours du ministre de l'Intérieur, devait déjeuner mercredi avec les élus gaullistes et tenter de calmer leur humeur froissée.

ANDRÉ LAURENS.

(Lire la suite page 8.)

## Contre point

par MAURICE PAPON (\*)

S'il y a eu malentendu initial sur le caractère et la portée du projet déposé par le gouvernement sur l'imposition des plus-values, il semble que s'instaure — ou qu'on installe — un nouveau malentendu sur le caractère et la portée de la confrontation à laquelle il a donné lieu entre gouvernement et Parlement.

Le malentendu initial, tout le monde le connaît : il ne s'agissait pas en effet de frapper ceux qui vivent des plus-values sans contribuer au financement des dépenses communes, comme l'avait laissé entendre le président de la République. Mais il s'agissait d'élargir l'assiette de l'impôt sur le revenu comme l'a proclamé et démontré le ministre de l'économie et des finances.

Avant levé l'ambiguïté qui pesait sur ce texte, la commission des finances en a souligné le caractère artificiel : elle a montré qu'il n'y avait pas de rapport entre la durée de détention d'un immeuble, laquelle se mesure par générations, et la durée de détention d'une valeur mobilière.

(\*) Député U.D.R. du Cher, rapporteur général de la commission des finances de l'Assemblée nationale.

généralement beaucoup plus brève. Dès lors, il était erroné d'aligner tous les biens sur les mêmes normes : deux ans à court terme, dix ans à moyen terme, quarante à long terme, alors que la durée moyenne de rotation d'un titre mobilier, par exemple, est de trois à cinq ans. De même, alors que le niveau des transactions immobilières a plus que doublé de 1963 à 1975, l'indice des valeurs financières a connu une baisse de 1963 à 1975, il n'était pas, dès lors, raisonnable de vouloir traiter fiscalement de la même manière les transactions immobilières et les transactions mobilières.

Les conditions d'imposition des plus-values mobilières telles qu'elles étaient prévues dans le projet initial étaient, au dire des professionnels, matériellement inapplicables.

En exonérant les pièces d'or de 20 F, le conseil économique et social, on incitait à la thésaurisation, dans le temps même où on risquait de décourager l'épargne à s'investir et les capitaux à tourner.

(Lire la suite page 8.)

### Marchandages

L'IDEE de moraliser le «scrutin d'arrondissement» est aussi vieille que la République. Aujourd'hui le gouvernement veut éviter les «marchandages» en élevant la barre, c'est-à-dire le pourcentage qui empêche un candidat de se présenter au second tour. C'est ajouter l'arbitraire à l'arbitraire. Pourquoi 15 %, comme il le proposait, plutôt que les actuels 10 % ? Et pourquoi pas 11,64 %, comme l'a suggéré narquoisement un député gaulliste, plutôt que 12,5 % comme le suggère M. Poniatowski. Quel marchandage parlementaire ! Pour éviter un marchandage électoral.

En vérité, le seul moyen de moraliser le scrutin d'arrondissement est de le supprimer. Écarter par le général de Gaulle en 1945 et réinstauré par lui en 1958, il se prête non seulement au marchandage de candidats mais au «charcutage» de circonscriptions. Découpées en 1958, seront-elles les mêmes en 1978 ? Alors qu'en vingt ans les mouvements de population et l'urbanisation ont été considérables. Alors que tout nouveau découpage laisse à la discrétion du gouvernement se r'a soupçonné de «charcutage».

Nombre de centristes et de républicains indépendants réclament depuis longtemps l'introduction d'un «certain» dose de proportionnalité. Mais quelle dose ? On imagine à la suite de quels marchandages elle serait fixée.

La gauche n'est pas la seule à demander le rétablissement du scrutin proportionnel, qui, même s'il fige la représentation populaire, donne à chacun son dû.

Il n'y a pas de bons modes de scrutin. Le moins mauvais est celui qui prête le moins aux tripotages, aux truquages et aux marchandages. Ce n'est pas précisément le cas de l'actuelle loi électorale. — J. F.

## LE RISQUE ET LE CHANGEMENT

par  
PIERRE VIANSSON-PONTÉ

Degrés divers depuis irrités, inquiets. Dans l'opinion, le dérapage du président de la République et de son gouvernement est net, indiscutable, n'en déplaise aux experts et sondages. Par-delà les raisons spécifiques

et d'ailleurs contradictoires de cette évolution, la cause majeure réside sans doute dans le contraste de plus en plus affirmé entre le décalage, la lassitude de bon nombre d'élus de la majorité et même de membres du gouvernement, et l'assurance tranquille de la gauche. Tout se passe comme si une sorte de défaitisme plus ou moins résigné gagnait du terrain d'un côté tandis qu'une confiance quêtée prévalait à tort ou à raison dans le camp d'en face.

Quand on en arrive là, les arguments qui, la veille encore, semblaient porter, se retournent contre ceux qui les brandissent.

(Lire la suite page 8.)

### AU JOUR LE JOUR

#### DÉMÉNAGEMENT

Juan Carlos est en train de découvrir qu'il ne suffit pas de planter des fleurs autour d'un bunker pour le rendre attrayant. Le béton est le béton, et nulle magie au monde ne peut changer sa nature. Il n'en sortira jamais que des coups de canon pendant les guerres et des rats après la défaite. Y inviterait-on la Liberté qu'elle n'en voudrait pas pour logis.

C'est sans doute ce qu'on veut rappeler M. Fraga Iribarne, M. de Aréizola et leurs collègues en refusant d'y faire élection de domicile. Sans doute le roi ferait-il bien de songer au déménagement pendant qu'il est temps encore de sauver les meubles.

ROBERT ESCARPIT.

### DE CHAILLOT A PETER BROOK

## La politique théâtrale de M. Guy en veillesse

Le Théâtre national de Chaillot, où certains évoquent encore l'ombre de Villiers — bien que le dispositif d'accueil maintenant les spectateurs réponde aux conceptions de Jack Lang, visionnaires et éphémères, — n'aura pas en 1977 de ressources pour financer des créations : il devra se contenter d'être un lieu d'accueil : son budget couvrira simplement les frais de fonctionnement et les salaires du personnel permanent.

C'est la mort dans l'âme — que M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, a dû annoncer cette mesure d'austérité, qui s'inscrit dans la politique générale du gouvernement pour 1977. Chaillot, contre lequel des campagnes ont été menées — les critiques sur l'agencement de la salle se confondant souvent avec celles qui portaient sur la programmation d'André-Louis Perinetti. — Chaillot n'est pas la seule entreprise théâtrale que l'Etat soutiendra moins, ou plus du tout, l'an prochain : l'atelier de Peter Brook aux Bouffes du Nord, le Centre de création de Pierre Laville au Palais, l'action d'Antoine Boursseiller au Récamier, celle d'Henri Ronse au Théâtre-Oblique, les activités du Théâtre de la Tempête et d'autres compagnies, travaillant dans la décentralisation, vont, en effet, voir l'aide publique qu'ils reçoivent réduite ou supprimée.

On comprend que le secrétaire d'Etat à la culture ait «la mort dans l'âme», car ces mesures atteignent un secteur sur lequel il avait fondé l'essentiel de sa politique depuis son arrivée rue de Valois. Ces restrictions pour 1977 s'ajoutent aux difficultés connues pour l'exécution du budget 1976, et qui

concernent l'action culturelle. Elles interviennent également à un moment crucial des négociations engagées à l'Opéra : un constat des accords et des désaccords entre l'administration de la réunion des théâtres lyriques nationaux et les syndicats des professionnels du spectacle a été soumis lundi à M. Jacques Chirac. Les désaccords portent, en particulier, sur les droits des interprètes, et on imagine mal les syndicats transiger sur une garantie dont les artistes bénéficient dans la plupart des autres pays d'Europe occidentale. Dans ces conditions, si les résultats obtenus, au cours de ces négociations dont l'échéance a été en dernière repousse d'un jour et qui se poursuivent ce mercredi lui semblent insuffisants, il faudra procéder à une augmentation de la subvention de l'Opéra. Sinon, la fermeture de l'établissement serait prononcée.

Autant dire qu'après le temps des promesses ces nouvelles réalités risquent de déstabiliser un peu plus les créateurs et les professionnels du spectacle, déjà peu confiants par expérience dans leurs relations avec les pouvoirs publics. — M. E.

(Lire nos informations page 15.)

**LE MONDE**  
diplomatique  
du mois de juillet  
EST PARU

## Maurice Clavel

“Dieu est Dieu, Nom de Dieu!”



100 000 ex

la presse :  
Un cri,  
un choc,  
un événement !

Grasset

**SOI DE  
D'ETI**

**ET VENTE SPECI  
PENDANT TRAI**

**PRIX EXCEPTIONNEL  
SUR DE TRES BON  
TISSUS D'ANTEN**

**TISSUS "COUTURE"**

**RODI**

**36, CHAVIN**

**SOLDE**

**MEDECIN**

**CEPES**

# APRÈS LE RAID ISRAËLIEN

SELON DES INFORMATIONS RECUEILLIES A NAIROBI

## Les Israéliens auraient laissé croire à Kampala qu'un de leurs avions transportait les détenus

De notre correspondant

fait-on remarquer, ressemble fort à celui qu'utilise le maréchal Amin. « Mzee » — l'« Ancien » en kiswahili — est une expression que seuls les Africains de l'Est utilisent habituellement en parlant du président kenyan. La fois de l'Ouganda avait déjà publié le 25 février une lettre du maréchal ougandais au président kenyan dans laquelle il faisait état de l'arrestation de trois Palestiniens à l'aéroport de Malindi, à environ quatre semaines plus tôt. Selon certaines sources, les autorités kenyanaises auraient en effet réussi, fin janvier, à prévenir le détournement d'un avion de la compagnie El Al par un commando qui aurait tenté d'embarquer à bord de l'appareil à Nairobi. Deux autres incidents de ce type se seraient produits depuis. Se référant à un entretien qu'il avait eu début février avec le président kenyan, le maréchal Amin ajoutait dans sa lettre : « Si ces Palestiniens sont encore au Kenya, ils devraient être traduits en justice afin que votre gouvernement n'ait pas de problème. Sinon, ces gens pourraient riposter contre votre gouvernement à travers le monde entier, car leur cause est juste. »

JEAN-CLAUDE POMONTI

### LE CHEF DU COMMANDO EST BIEN CONNU DES SERVICES DE CONTRE-ESPIONNAGE FRANÇAIS

Sans être encore formellement identifié, la jeune femme qui est l'un des membres du commando d'Entebbe (Ouganda) semble être de nationalité allemande. C'est, en tout cas, avec un fort accent allemand qu'elle s'adressait à ses complices et aux otages. Il se confirme aussi qu'elle est bien l'amie de Wilfried Boese, chef du commando.

### M. BOURGES : la France est capable de mener une opération semblable.

Devant les journalistes de l'aéroport de Paris, le ministre de la Défense, M. Yvon Bourges, a déclaré : « La France est capable de mener une opération comme l'expédition d'Entebbe. La récupération des passagers de l'Airbus et des commandos n'était pas aléatoire, puisqu'il s'agissait de s'assurer le contrôle d'un aéroport international. »

Interrogé sur l'éventualité d'une opération du même genre pour récupérer Mme Françoise Claustre, détenue au Tchad, le ministre de la Défense a encore indiqué : « Il n'est pas d'opération internationale au Tchad et cette affaire n'est pas un simple détail. La récupération dans ces conditions est difficile du fait qu'on ne dispose pas d'un aéroport près du lieu de détention. L'opération de l'aéroport de Ndjamena. »

### LE TÉMOIGNAGE D'UN DES OTAGES

## « Il ne fait aucun doute que le président ougandais était d'accord »

Le commando Che Guevara du Front populaire pour la libération de la Palestine a pris le contrôle de cet appareil. Votre nouveau capitaine s'appelle Basil Al Kubaissi et le nom de l'avion est désormais « Haifa ». Vous devez obéir à nos ordres, il ne vous sera rien fait. Toute désobéissance sera punie. Ainsi a commencé, par un communiqué lu à l'interphone, le détournement de l'Airbus d'Air France Tel-Aviv-Paris. L'appareil, qui venait de décoller d'Athènes, était à la verticale de Corfou. Après une brève escale à Benghazi, il atterriait, lundi 28 juin, à 3 heures du matin, sur l'aéroport d'Entebbe, près de Kampala, en Ouganda.

L'un des otages, M. Michel Collet, attaché de direction dans une importante entreprise multinationale, devient très vite un intermédiaire entre les otages et le commando qui les détenait. Bilingue, il servait d'interprète et usa de son crédit pour obtenir des accommodements matériels au cours de la détention et même quelques libérations anticipées. Revenu lui-même à Paris, jeudi 7 juillet, avec le second groupe d'otages libérés, il nous a raconté ce que furent ces longues journées d'attente et d'angoisse.

« Dès la libération des premiers otages, des témoignages ont fait état d'une complicité active des Ougandais et même du maréchal Idi Amin Dada — avec le commando qui avait détourné l'Airbus. Qu'en est-il exactement ? »

« On nous a prévenus que l'on arrivait en Ouganda une demi-heure seulement avant d'atterrir. En mon for intérieur, je me suis dit que c'était très astucieux : d'abord, parce que personne n'y avait pensé avant ; ensuite, parce que le maréchal Idi Amin Dada était, au fond, l'un des rares chefs d'Etat dont la personnalité pouvait s'accommoder de ce genre de situation. Même en doute, les erreurs n'étaient pas d'Idi Amin. La preuve : on a tourné une heure et demie avant d'atterrir à Benghazi. Il n'était pas évident qu'un malin comme lui allait combiner d'un problème diplomatique de cette ampleur et se rendre complice de ce style d'action. Avec Amin, au contraire... »

« Le point de chute était vraisemblablement prévu et connu d'Amin Dada : on ne va pas au bout d'une longue course avec un moyen-courrier sans connaître sa destination. »

« Le président ougandais en a-t-il eu connaissance dans les dernières heures du vol ou avait-il été prévenu dès la préparation de l'opération ? »

« Je ne sais pas à quel moment précis il a pris connaissance de cette affaire, mais, dans mon esprit, il ne fait rigoureusement aucun doute qu'il était d'accord et complice. »

« Quelles preuves avez-vous ? »

« Je n'ai pas de preuves irréfutables, mais un faisceau de présomptions suffit à faire ma conviction. »

« 1) Nous sommes arrivés au-dessus d'Entebbe sans aucune surveillance : il n'y avait donc plus de négociations possibles. On peut certes imaginer qu'Amin ait, sur ce point, été mis devant le fait accompli. Mais le reste laisse penser le contraire. »

« 2) Dès l'atterrissage à Entebbe, la discipline militaire du commando, extrêmement stricte depuis le début de l'opération, s'est relâchée : les quatre terroristes, qui s'étaient répartis dans l'avion, se sont regroupés vers l'avant et ont commencé à ranger leur matériel dans leurs sacs. Ils ne conservant plus qu'un pistolet automatique dont le chien avait été abaissé et qu'ils avaient glissé dans la ceinture alors qu'ils arrivaient. Ils le gardèrent dans la main, même pour manger. Les grenades avaient été regroupées et mises dans les poches. On pouvait donc, à ce moment-là, les maîtriser, mais ce n'était pas la peine, car s'ils se comportaient ainsi, c'est qu'ils étaient probablement en territoire ami. »

« Des leçons et des slogans »

« 3) De fait, notre commando a été rejoint par trois Palestiniens armés qui circulaient librement sur l'aérodrome dans des voitures diplomatiques. Les pirates, fatigués, sous l'effet de la chaleur, ont été remplacés par leurs trois collègues et, par des militaires ougandais. L'un de ces soldats s'est d'ailleurs posté avec un fusil-mitrailleur tourné vers l'endroit où nous étions parqués. »

« 4) Les jeunes ougandais qui nettoyaient les toilettes ramassaient et déplaçaient soigneusement à l'évidence sur ordre, les papiers qui avaient pu y être jetés. »

« 5) Nous avons obtenu que le directeur de l'aéroport nous rende visite en apportant les marchandises de sa boutique « hors douane ». Comme il manquait quelque chose, je lui ai dit en bilingue : « Ce n'est pas facile de recevoir deux cent soixante-sept personnes à l'improviste. » Il m'a regardé, étonné, et m'a répondu : « Mais, je vous attendais. » De fait, dès le premier déjeuner, il y avait suffisamment pour tout le monde : je ne sais pas si l'aéroport d'Entebbe est équipé pour recevoir près de trois cents personnes d'un instant à l'autre. »

« 6) Dernier élément de présomption : les propres paroles du maréchal Amin Dada. Il est venu nous voir trois fois en trois jours. Son discours « speech » était plus politique et épuisait intégralement le point de vue de nos geoliers. Il a bien sûr, revendiqué le crédit de la libération des premiers otages avant de déclarer : « Je sais que vous êtes tous innocents, mais je souhaite que vous fassiez pression sur vos gouvernements pour que l'on arrive à une solution juste du problème de la Palestine. Le monde

ne connaîtra pas la paix tant que ce problème ne sera pas réglé. »

« Ce sont des propos que pourrait tenir les « colonnes » des deux camps, partisans d'un rapprochement. »

« Mais il a ajouté : « J'ai été reçu récemment en Syrie par le commandant Hafez el-Assad dans son « palais ». Il m'a paru parfaitement heureux. Je ne vois pas pourquoi les Juifs ont éprouvé le besoin de spolier les Palestiniens de leurs terres. » Sa connaissance du problème semblait très primaire. Il répétait des leçons et des slogans. »

« Qu'en a-t-il dit dans ses deux précédentes interventions ? »

« La première fois, il a voulu surtout se présenter à ceux qui, par hasard, ne l'auraient pas connu. Il a ensuite assuré qu'il se préoccupait de notre sort et avait ainsi obtenu que nous soyons débarqués. Des propos plutôt rassurants. On a dit qu'on nous avait forcé à l'applaudir. Ce n'est pas vrai : un certain nombre de gens l'ont applaudi à son arrivée et à son départ sans que personne ne les ait contraints de le faire. Il y avait là un petit échantillon de la manie et des réactions de certains, en de telles circonstances, sont parfois troublantes, révélatrices. »

« Le second discours avait pour but d'annoncer la libération des femmes, des enfants, des vieillards et des cas médicaux. »

« Le commando a-t-il expliqué les objectifs politiques de son action ? »

« A l'arrivée à Entebbe, l'Allemand qui commandait le groupe a lu un communiqué que j'ai traduit. Il disait en substance : « La France est au premier rang des ennemis du peuple arabe : elle a fourni ses « Mirage » à Israël et, sous prétexte de l'aider à construire une usine textile, la dotée d'une capacité nucléaire. Elle donne des renseignements au Mossad (services secrets israéliens). Une cinquantaine de combattants de la libération sont morts dans les rues de Paris, assassinés sans qu'aucun des coupables n'ait été retrouvé. »

### « Un moment de grande tension »

« Ces arguments ne m'ont pas convaincu. Plus tard, l'Allemand m'a avoué qu'il avait choisi « Air France » parce que c'est « plus facile » qu'avec « El Al ». »

« Le communiqué tentait encore d'expliquer l'attaque contre la Palestine de certains des terroristes : « Le F.P.L.P. disait-il, est partie intégrante d'un mouvement révolutionnaire mondial qui lutte contre l'impérialisme sous toutes ses formes et en tous lieux de la planète. » Il citait ensuite, pêle-mêle, les « luttes de libération en Éthiopie, à Cuba, en Algérie, en Palestine, etc. Bref, c'était une nouvelle Internationale. »

« A-t-on tenté d'en savoir davantage sur leurs motivations ? »

« Pour moi, il était important de négocier, d'obtenir des avantages pour les otages, mais de ne jamais collaborer. Une voie étroite. Je n'ai pas parlé avec la fille qui ne me semblait pas équilibrée. En revanche, j'ai pu discuter avec l'Allemand, le chef du commando qui avait demandé qu'on l'appelle « Basil » et que j'appellais, quant à moi, Klaus ou Wolfgang, une fois Oberkapitan et une fois obersturmführer. Il a souri, il portait un costume sobre, travaillé, avait l'air assez gentil. D'ailleurs, beaucoup de gens l'ont trouvé sympathique : les assaillants n'ont pas forcément la tête de l'ennemi. »

« Je lui ai demandé si — militant antifasciste, ressortissant d'un pays qui avait été, en d'autres temps, au premier rang des États fascistes et qui, à ce titre, avait fait souffrir les Juifs — il n'était pas gêné de s'en prendre à ces mêmes Juifs trentenaires plus tard. Il m'a répondu : « Les objectifs sont différents. Les Juifs sont nos ennemis. Les moyens sont différents : nous sommes très corrects. »

« Les otages ont été classés selon qu'ils étaient ou non la nationalité israélienne. Comment cela s'est-il passé ? »

« Ce fut un mouvement de grande tension. J'avais demandé qu'on nous ouvre le premier étage car nous étions entassés à l'étroit. En fait, on nous a « donné » une pièce adjacente. Mais au moment où nous allions nous répandre dans cette salle, un terroriste est arrivé et a dit : « Les gens dont les noms suivent vont passer à côté. » Au troisième

Nairobi. — Les circonstances de l'opération aéroportée menée par les Israéliens pour libérer les otages d'Entebbe sont loin d'être éclaircies. Des renseignements recueillis par nos sources donnent cependant quelques explications sur le coup de dés qui s'est joué dans la nuit du 3 au 4 juillet.

Selon ces informations, l'un des C-130 israéliens, en route vers Entebbe, aurait contacté Kampala par radio pour annoncer son approche, en précisant qu'il transportait à bord les prisonniers palestiniens dont le commando du F.P.L.P. avait exigé la libération en échange des otages de l'Airbus d'Air France. Cela explique que l'Allemand pilote de l'aéroport d'Entebbe était libre lorsque les avions israéliens s'y sont posés. Le 29 juin, le commando du F.P.L.P. avait demandé des pays autres qu'Israël de faire transporter « par leurs propres moyens » les « combattants de la liberté », qui devaient être libérés. Ceux qui étaient détenus à Entebbe devaient être transportés à Entebbe par un avion d'Air France, dont l'heure d'arrivée et le numéro de vol devaient être communiqués au gouvernement ougandais « bien à l'avance. »

Le raid a fait l'objet d'une minutieuse préparation. Des civils israéliens auraient débarqué à Nairobi dès jeudi dernier, au moment où le commando palestinien annonçait qu'il reportait jusqu'à dimanche son ultimatum. Le pilotage des C-130 aurait été confié à d'anciens instructeurs israéliens de l'armée ougandaise, particulièrement qualifiés pour connaître les lieux. Auraient également pris place à bord des employés de la firme israélienne Solel-Sonot qui a construit le nouvel aéroport d'Entebbe avant la rupture des relations entre l'Ouganda et Israël, en 1972.

Les mêmes sources indiquent que Tel-Aviv n'a jamais envisagé sérieusement un échange de prisonniers mais que l'opération avait été préparée en conséquence.

Dès le début de l'affaire, les Israéliens auraient été persuadés que Benghazi n'était, pour le commando palestinien, qu'une escale sur la route de Kampala. Ils estimaient aussi que le commando avait choisi ce vol d'Air-France car il transportait de nombreux citoyens israéliens.

### Une infiltration de commando ?

L'appel radio de l'un des avions israéliens (les autres se gardant d'annoncer leur approche) expliquait selon nos sources que c'était pour libérer les gens et faire passer le temps. Il a parlé de l'Airbus. Une fois les Israéliens séparés du reste des otages, l'équipage fut seul autorisé à communiquer avec eux. Il était essentiel que ces Israéliens ne se sentent pas oubliés et, là encore, les hommes de bord ont joué un rôle important. Globalement, on ne leion de leur comportement de l'équipage d'Air-France.

« Comment expliquer-vous la teneur du communiqué lu par l'équipage à son arrivée à Paris, où l'attitude du président ougandais ? »

« Il y a eu en Ouganda un certain nombre de citoyens français. Et un Airbus en plus. Compte tenu du passé des représailles exercées dans ce pays sur les ressortissants de différents pays, asiatiques et occidentaux, on peut comprendre que l'on ait cherché à ordonner l'opération. De ce fait, l'opération a été menée avec une certaine version des faits est exacte, mais elle ne tient pas compte d'un commando israélien ne s'était pas déjà infiltré sur les lieux »

Protégez-vous contre les cambriolages, mais attention protégez-vous bien !

Les organisations professionnelles nationales et parisiennes de MÉTALLIERS-SERRURIERS conscientes du danger que représentent pour la population la multiplication inquiétante des cambriolages et la publicité faite par des organismes NON QUALIFIÉS pour y remédier VOUS METTENT EN GARDE.

Chaque installation de protection est un cas particulier qui doit être étudié et ne peut être mise en place CORRECTEMENT que par une entreprise de serrurerie titulaire de la QUALIFICATION « 410 - MÉTALLERIE SERRURERIE » délivrée par l'O.P.Q.C.B. (\*) sous le contrôle des Pouvoirs Publics.

● PRENEZ CONNAISSANCE de la brochure « AU VOLEUR » éditée par le Ministère de l'Intérieur avec la collaboration des professionnels et des compagnies d'assurances.

● NE CONFIEZ PAS À L'IMPORTE QUI le blindage de vos portes et leur équipement en serrures de haute sécurité.

● EXIGEZ de l'entreprise que vous allez consulter qu'elle possède bien sa carte de qualification « 410 - Métallier Serrurier » et qu'elle vous la montre.

c'est votre meilleure garantie d'un travail sérieux et efficace.

(\*) Organisme Professionnel de Qualification et de Classification du Bâtiment.





# ASIE

## Chine

### L'UN DES CHEFS HISTORIQUES DE LA RÉVOLUTION Le maréchal Chu Teh est mort

Radio-Pékin a annoncé, mardi 6 juillet, la mort, le même jour, du maréchal Chu Teh, l'un des chefs historiques de la révolution, qui était président du comité permanent de l'Assemblée nationale, membre du comité permanent du bureau politique du P.C. et l'un des plus brillants stratèges de la Chine. Il était âgé de quatre-vingt-dix ans. Les cérémonies funéraires auront lieu les 9 et 10 juillet. M. Mao Tse-tung préside le comité chargé des funérailles. La sécurité a été légèrement renforcée à Pékin. Le maréchal Chu Teh pourrait être remplacé au poste de président de l'Assemblée nationale par M. Wu Teh, vice-président de cette Assemblée, membre du bureau politique et maire de Pékin. Déjà, la semaine dernière, M. Wu Teh avait reçu les lettres de créance d'un nouvel ambassadeur, rôle traditionnellement dévolu au maréchal. Le comité central a publié une notice nécrologique selon laquelle la mort de Chu Teh

est « une grande perte pour le parti, l'armée et le peuple chinois ». Le document souligne la participation du maréchal à toutes les grandes campagnes idéologiques et, en particulier, à celle qui a été lancée il y a quelques mois contre M. Teng Hsiao-ping, ancien vice-premier ministre. La mort de Chu Teh ne devrait pas avoir d'incidences politiques. Cependant, elle souligne une nouvelle fois la nécessité d'assurer la relève des générations dans les hautes sphères du parti et du gouvernement. La disparition de personnalités aussi prestigieuses, aussi respectées de la population, que Chu Teh et Lin Biao, est un événement d'importance. L'affaire Teng Hsiao-ping a amplement démontré — les querelles de personnes et de groupes, et les luttes idéologiques, demeurent aiguës, et ne sont plus arbitrées aussi efficacement que dans le passé par le président Mao, dont la santé décline.

### Le paysan devenu stratège

par ROBERT GUILLAIN

C'était le paysan devenu maréchal, le vieux gogard de la révolution chinoise, quelque chose comme le maréchal Joffre de la Chine. Rien de plus grandiose que le personnage : il était d'abord un homme de guerre mais d'une guerre d'un type nouveau, la guerre du peuple, et menée avec une armée d'un type nouveau : l'armée du peuple.

Il avait la tête et les mains d'un paysan ; sa carrure et sa démarche étaient disant en plaisantant ses amis, ceux d'un ours des montagnes. Le visage très brun, aux pommettes larges, porte au menton quelques poils raides, mais la barbe n'y poussait pas. Les yeux étaient petits et brillants, la voix était rauque. Mais quand Chu Teh riait, les dents saillaient dans le visage de vieux fermier laissant passer un bon rire presque enfantine.

Eternellement vêtu d'un uniforme de coton bleu délavé, dont le moulage, en hiver, rendait sa silhouette encore plus massive, il n'avait jamais porté d'insignes, même quand il commandait à des millions d'hommes ; et, comme ses soldats sortis des rizières et des collines, il aimait être chaussé de simples pantoufles à semelles de feutre ou de corde. Toute sa personne disait la simplicité, la patience russe, la volonté tranquille.

« Il ne donne aucune impression de puissance, mais de grande dignité et de sévérité », écrit Robert Payne dans son *Journal de Chine*, après l'avoir rencontré en 1946 à Yenan. Est-ce possible qu'aujourd'hui il ait mené grand train, avec des concubines, des pipes d'opium et une immense richesse ?

C'est un fait que Chu Teh n'est devenu communiste qu'à trente-deux ans. Né en 1896 au Szechwan, dans une famille de paysans riches, il a fait des études, est entré à l'académie militaire du Yunnan, province du sud-ouest de la Chine. Quand éclate la révolution contre la dynastie mandchoue en 1911, Chu Teh se range du côté des républicains, se rallie à Sun Yat-sen, participe au soulèvement du Yunnan, et jusqu'en 1921 guerille contre les bandes féodales des « seigneurs de la guerre », entre Yunnan et Szechwan.

Pendant toute cette période il vit comme beaucoup de notables de son milieu et de son rang : il a de nombreuses concubines, boit beaucoup, dépense de même, et fume abondamment l'opium. Mais un beau jour il décide de changer de vie et de faire sa révolution personnelle. Est-ce l'effet de ses lectures, des contacts qu'il a avec les intellectuels de gauche, des progrès en lui de l'idée révolutionnaire ?

Toujours est-il qu'il brise ses pipes et, rendu affreusement malade par la privation de la drogue, s'embourne sur un bateau anglais du Yang-Tse, parce qu'il n'y pourra pas fumer. Il y navigue plusieurs semaines, montant et descendant le cours du fleuve géant : le voilà guéri et changé.

La première guerre mondiale vient de finir. Beaucoup de jeunes Chinois partent pour l'Europe comme ouvriers. Chu Teh a trente-cinq ans, ce n'est plus l'âge d'un collégien, mais il décide de partir aussi pour voir le monde. Le séjour en Europe durera cinq ans. On sait peu de chose à son sujet, mais voici du moins l'essentiel : Chu Teh rencontre d'autres jeunes gens qui travaillent les idées d'extrême gauche, dont Chou En-lai, et en 1923 il devient membre du parti communiste. Il vit en Allemagne et fait des séjours à Paris et à Moscou.

C'est en 1926 qu'il rentre enfin en Chine, à la veille de grands événements.

L'étoile d'un homme est en train de monter : celle du général Tchang Kai-chek, Tchang, parant de Canton, se lance à la conquête de la Chine, contre les « seigneurs de la guerre » et l'anarchie semi-féodale. Il est soutenu par l'alliance de deux partis : l'extrême gauche et fait arrêter ou massacrer les « rouges ».

Chu Teh, qui depuis son retour a pris un commandement dans l'ar-

mée du Kouomintang, se trouve alors au sud-est de la Chine dans le Kiang-Si, à Nanchang. Aux nouvelles de Changhaï, les communistes tentent de soulever la ville et sa garnison. L'affaire se passe le 1<sup>er</sup> août : elle tourne vite au fiasco, mais la date du 1<sup>er</sup> août est désormais pour les communistes un anniversaire fameux, célébré comme le « jour de l'armée » : elle marque le début de leur lutte contre le Kouomintang.

Chu Teh s'est déguisé de Nanchang avec un millier d'hommes. Il traverse le Kiang-Si et les monts du poudren en livrant nombreux combats en plein hiver. Les communistes tentent un rétablissement dans la province de Canton. Mais ils n'ont pas en-

chefs forgent les méthodes nouvelles, au fond d'une Chine inaccessible, en attendant leur heure.

1927 est l'année où commence la conquête japonaise. Chu Teh crée pour la résister la fameuse « armée de route » au mois d'août, et la 4<sup>e</sup> armée au mois de décembre, celle-ci sous le général Chen Yi, dont le commissaire politique est Lin Biao. La prise de Nanchang, une brillante victoire menée par ces deux armées, mais elles se battent à l'occasion contre leurs alliés nationalistes, malgré le front commun.

Après la capitulation japonaise, il apparaît vite que Tchang Kai-chek et le Kouomintang sont impuissants à empêcher un pourrissement rapide de la Chine par l'infiltration communiste. Le général Marshall essaye vainement de réconcilier Mao et Tchang. La guerre civile éclate.

### Des tâches honorifiques

Tchang parait un moment se rétablir. Ses troupes prennent Yenan. Chu Teh, en retraite, dit tranquillement à ses journaliers : « En quatre mois nous lui avons tué quatre personnalités : M. Mao Tse-tung (quatre-vingt-deux ans), Wang Hong-wen (environ quarante ans), Tchang Kai-chek (soixante-dix ans) et Chang Chao-chiao (soixante-dix ans). M. Li Teh-sheng, qui n'est plus membre du comité permanent du bureau politique, n'a pas été, lui non plus, remplacé. D'autre part, sur les cinq vice-présidents du comité central nommé en 1973, seuls demeurent en fonction MM. Wang Hong-wen et Xue Min-tung (Chou En-lai et Kang Sheng sont morts, M. Li Teh-sheng a été écarté de son poste et M. Teng Hsiao-ping a été limogé).

Ces dirigeants étaient membres du comité permanent du bureau politique du comité central du P.C. qui ne comprend plus que quatre personnalités : M. Mao Tse-tung (quatre-vingt-deux ans), Wang Hong-wen (environ quarante ans), Tchang Kai-chek (soixante-dix ans) et Chang Chao-chiao (soixante-dix ans). M. Li Teh-sheng, qui n'est plus membre du comité permanent du bureau politique, n'a pas été, lui non plus, remplacé. D'autre part, sur les cinq vice-présidents du comité central nommé en 1973, seuls demeurent en fonction MM. Wang Hong-wen et Xue Min-tung (Chou En-lai et Kang Sheng sont morts, M. Li Teh-sheng a été écarté de son poste et M. Teng Hsiao-ping a été limogé).

core trouve le secret du succès qu'il découvrit bien : avoir l'appui des masses misérables. Leurs forces sont battues, et c'est avec les restes d'une armée en fuite que Chu Teh rejoint dans les montagnes un agitateur politique encore peu connu, qui s'appelle Mao Tse-tung.

### La VIII<sup>e</sup> armée de route

Dans la Chine entière les images de propagande montrent encore aujourd'hui, petite en couleurs par un artiste du régime, la scène de l'embrassade de Mao et de Chu Teh sur un sommet des monts Chingkan. La scène, en fait, est presque symbolique. De l'amitié de Mao et de Chu Teh naît l'armée nouvelle, où le commissaire politique et le chef militaire sont étroitement liés. De la rencontre naît aussi la nouvelle alliance des soldats avec les paysans au milieu desquels ils combattent ; et encore le nouveau mode de combat, combat dispersé de troupes insaisissables, parce que la population complice fait le coup de feu avec les soldats.

L'armée rouge tient longtemps au Kiang-Si contre les expéditions de Tchang Kai-chek, mais, pressée de toutes parts, elle s'échappe, et c'est la Longue Marche. Épisode fameux de la légende épique de la révolution chinoise. Chu Teh dirige les batailles de cette armée errante. Mao en est le chef politique et presque le prophète. Partis 70 000, ils sont 10 000 à atteindre la terre promise du Szechwan, à l'autre bout de la Chine, au nord-ouest.

Mao, Chu Teh et leurs fidèles s'établissent à Yenan, où beaucoup de maisons sont des logis troglodytiques taillés dans les collines de l'ouest. Pour dix ans, jusqu'en 1947, Yenan devient la capitale d'une république communiste chinoise, dont les

## Vietnam

### HANOÏ VEUT RESSERRER SES LIENS AVEC L'ASIE DU SUD-EST

Une délégation vietnamienne conduite par M. Pham Hien, vice-ministre des affaires étrangères, est arrivée lundi 5 juillet à Kuala Lumpur. Envoyé spécial de son premier ministre, M. Pham Hien expliquera aux Malaisiens la signification de la réunification de son pays et le programme de reconstruction du Vietnam. Il se rendra ensuite dans les divers pays de l'ASEAN (à l'exception de la Thaïlande), c'est-à-dire à Singapour, en Indonésie et aux Philippines.

Lundi aussi, M. Nguyen Duy Trinh, ministre des affaires étrangères, faisait diffuser par l'agence vietnamienne d'information une interview dans laquelle il précise les intentions de Hanoï à l'égard de l'Asie du Sud-Est. Le Vietnam est prêt à développer ses relations avec la région à condition que chacun respecte l'intégrité territoriale des autres pays, que le territoire d'un pays ne serve pas de base à une agression contre un autre pays de la région. Le Vietnam entend favoriser la coopération entre les pays de la région pour l'établissement de la paix et en couvrant pour l'indépendance, la paix et une véritable démocratie en Asie du Sud-Est. — (Reuter, A.F.P.)

# EUROPE

## Grande-Bretagne

### Le rapport sur l'« affaire Lonrho » met en cause un parent de la reine

De notre correspondant

Londres. — Un scandale dans la City de Londres vient de toucher un parent de la reine : M. Angus Ogilvy, époux de la princesse Alexandra — elle-même sœur du duc de Kent — a dû démissionner de tous ses postes d'administrateur de sociétés à la suite de la publication d'un rapport du ministère du commerce l'accusant d'avoir fait preuve de « négligences » à l'égard des actionnaires dont il devait défendre les intérêts.

L'affaire Lonrho — consortium minier et industriel ayant des intérêts très divers à travers le monde — avait éclaté en 1973, époque à laquelle M. Ogilvy démissionna de son poste de directeur de Lonrho. Une partie du conseil d'administration s'éleva alors contre les méthodes du « directeur exécutif », M. Tony Rowland, l'accusant d'agir de façon trop cavalière en engageant diverses opérations sans informer les actionnaires.

En même temps, la direction de Lonrho était mise en cause parce que certains administrateurs avaient touché des indemnités substantielles qui leur avaient été payées non dans le Royaume-Uni mais dans des « paradis fiscaux » tels que les îles Caïman. Parmi eux, lord Duncan Sandys remboursa ultérieurement ces rémunérations. C'est cette procédure qui amena M. Heath, alors premier

ministre, à dénoncer « la face déplaisante et inacceptable du capitalisme ».

Rien de tout cela n'empêcha en fin de compte les actionnaires de maintenir M. Rowland à son poste. Sous la direction dynamique, Lonrho continue, en effet, d'accroître son empire industriel et commercial. Le premier résultat de la publication du rapport d'enquête est d'ailleurs d'avoir fait monter les actions de Lonrho au Stock Exchange.

Le rapport des enquêteurs désigné par le ministère du commerce ne dénonce d'ailleurs aucune infraction très précise, si ce n'est peut-être le fait que Lonrho aurait maintenu des liens financiers avec la Rhodésie, alors que ce pays était l'objet de sanctions économiques décidées par l'ONU.

Les inspecteurs se contentent d'émettre des critiques à l'égard de certains membres du conseil d'administration, parmi lesquels M. Ogilvy. Ce dernier proteste vigoureusement contre les allégations dont il est l'objet et se plaint qu'il ne lui soit pas possible d'attaquer en justice les conclusions des enquêteurs. Soutient sans doute de ne pas jeter le moindre discrédit sur la famille royale, a donc jugé que « la seule solution honorable » consistait pour lui à mettre fin à ses activités dans la City. — V. V.

# AFRIQUE

## Gambie

### La visite à Paris de Sir Dawda Jawara

Sir Dawda Jawara, président de la République de Gambie, est arrivé, ce mercredi matin 7 juillet, à Paris, où il doit faire un bref séjour privé. Il a été accueilli à Orly par M. Jean de Lipowski, ministre de la coopération. Rappels qu'il sera, jeudi, l'hôte à déjeuner de M. Giscard d'Estaing.

## PORTRAIT

### L'HÉRITAGE BRITANNIQUE

Pour ceux qui sont disposés à croire les comptes rendus du *Gambia Outlook*, journal local d'opposition, la personnalité du régime de Sir Dawda Jawara serait sérieusement menacée. En effet, à Niumi-Berending, petit village de la périphérie de Banjul, « seul endroit du pays où les crocodiles vivent en totale harmonie avec les femmes et les enfants » (sic), les sauterelles augmentent à une vitesse effrayante, qui rapporte à l'agriculture aux adversaires politiques de Sir Dawda, que les jours de celui-ci étaient « complais ». Mais ce verdict remonte à mars 1974, ce qui explique sans doute que le président de la République de Gambie ne s'inquiète pas trop.

La sérénité constitue d'ailleurs, avec l'amabilité et la simplicité, l'un des traits les plus caractéristiques de la personnalité de Sir Dawda. Joueur de golf, il aime l'Etat gambien doté à l'exercice physique une maîtrise de soi qui n'est pas faite pour surprendre chez un homme dont la jeunesse a été marquée par la présence britannique.

Avec ses lunettes à grosse monture d'écaillé, son bonnet blanc aux pittoresques broderies jaunes d'or, et son ample bouc immodeste, ce quinquagénaire, qui paraît beaucoup plus jeune que son âge, ressemble moins à un chef d'Etat qu'à un universitaire. Flegmatique, il affecte un certain détachement à l'égard des choses et des êtres qui l'entourent.

Né le 11 mai 1924 à Saranjal, village du district de MacCarthy Island, il a fréquenté d'abord l'école coranique, puis le lycée des missionnaires protestants méthodistes. Il entre ensuite au collège universitaire d'Achimota, foyer de rayonnement intellectuel de ce que l'on appelait alors la *Gold Coast*, et qui allait devenir le Ghana. Puis il quitte l'Afrique pour les brumes écossaises, et passe son diplôme de vétérinaire à Glasgow.

D'abord musulman, il se convertit au protestantisme, change son prénom pour celui de David, et devient adepte de l'Eglise méthodiste, comme la jeune fille, d'origine akou, c'est-à-dire issue de la bourgeoisie créole de Banjul, qu'il épouse en premières noces. Puis il revient à l'islam, reprend son nom de Dawda, après avoir épousé deux musulmanes.

Directeur des services vétérinaires de la Gambie, il entre dans l'armée politique après son retour au pays natal. En 1960, il est chef du Parti progressiste du peuple (*Progressive People's Party*, ou P.P.P.). Les autorités coloniales le désignent alors comme ministre de l'éducation, poste qu'il occupe jusqu'en 1961. En 1962, il devient chef du Conseil législatif, puis parvient tout naturellement au poste de premier ministre, en 1965, après l'accession à l'indépendance. Il devient chef de l'Etat, en 1970, après la proclamation de la République.

Depuis lors, en dépit des querelles ethniques et régionales qui marquent la vie politique gambienne, et malgré les controverses qui opposent les différentes formations politiques, Sir Dawda est parvenu à faire l'économie de ces crises qui, en Afrique, ont fait souvent basculer les régimes civils sous la férule des préteurs. Il est vrai que la République de Gambie n'a pas d'armée. Voilà peut-être ce qui, plus encore que les erreurs d'appréciation des sauterelles de Niumi-Berending, justifie la sérénité de Sir Dawda. — Ph. D.

## Rhodésie

### LE GOUVERNEMENT VEUT AUGMENTER DE 40 % LE BUDGET DE LA DÉFENSE

Afin d'identifier sa lutte contre la guérilla, le gouvernement rhodésien a décidé, mardi 6 juillet, d'augmenter de 40 % le budget de la défense et de 20 % celui de la police.

Les dépenses militaires s'élèveront cette année à 34,4 millions de dollars rhodésiens (330 millions de francs) contre 24,5 millions en 1975. Le budget de la police passe de 33 millions de dollars rhodésiens à 44 millions. Un fonds spécial destiné à financer des opérations de sécurité doit être créé. Son budget sera de 15 millions de dollars rhodésiens.

Les nouveaux crédits serviront principalement à payer les hommes servant dans les unités territoriales et les appelés dont le service a été prolongé de six mois. Le Parlement sera saisi, le 30 juillet, du projet de budget. Il aura à voter les augmentations d'impôts nécessaires par ces efforts. D'autre part, le budget de l'éducation augmente de presque 15 %, des sommes plus importantes que par le passé devant être consacrées aux écoles noires. — (Reuter, Times.)

● Le Comité de lutte contre la répression au Maroc (1980) Guérilla vient de publier une brochure de soixante pages intitulée « Maroc, répression, prison, immigration », qui rassemble de nombreux documents et témoignages. Il a ouvert également une collecte destinée à soutenir les familles des prisonniers politiques au Maroc. Les fonds doivent être versés au C.C.P. de M. Guérilla, La Source, 352-11-58 L.

## DELHI et BOMBAY

| Départ  | Retour   |
|---------|----------|
| 3 Jul.  | 24 Jul.  |
| 17 Jul. | 7 Août   |
| 24 Jul. | 14 Août  |
| 31 Jul. | 22 Août  |
| 7 Août  | 28 Août  |
| 14 Août | 4 Sept.  |
| 20 Août | 12 Sept. |
| 27 Août | 19 Sept. |
| 3 Oct.  | 23 Oct.  |

2.200 F et 2.400 F

ALLIANCE EUROPÉENNE DE L'AIR

pour recevoir gratuitement notre brochure 76

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_

## galapagos

Artisanat des Andes

vous offre ses articles  
vacances pour Hommes  
et Femmes, entièrement  
brodés main.

16, rue Dauphine, Paris (6<sup>e</sup>)  
Métro Odéon ou Font-Meur.

## SOS-MATH

Etablissement d'enseignement privé

● Cours de vacances de LA 3<sup>e</sup> AUX TERMINALES

● Recyclage

MATH.

PHYSIQUE (entrée en Fac)

87, bd Saint-Michel (7<sup>e</sup>)  
325-93-54 ou 326-30-75

مكتبة الأنجلو



## EUROPE

### Espagne

DANS SA PREMIÈRE ALLOCUTION OFFICIELLE  
**M. Adolfo Suarez s'est engagé à accélérer les réformes politiques**

De notre envoyé spécial

Madrid. — M. Adolfo Suarez a marqué un petit point, mardi soir 6 juillet, à Madrid, en prononçant une brève allocution télévisée au cours de laquelle il a insisté sur ses bonnes intentions démocratiques. Il a offert le dialogue direct, promis d'accélérer les réformes politiques, sollicité la collaboration de toutes les forces sociales et a rappelé que la monarchie avait la ferme volonté de bâtir une démocratie modérée ne Espagne.

Mais le nouveau président du gouvernement n'a pas convaincu pour autant les personnalités les plus libérales du régime, qui le soupçonnent d'avoir partie liée avec les secteurs conservateurs et les milieux d'affaires de droite. Il n'a pas davantage réconcilié les dirigeants d'une opposition démocratique silencieuse, hors du jeu, et qui attend d'en savoir un peu plus sur la composition du gouvernement avant de se prononcer. Condamné par les réformateurs du régime, boudé par les hommes qui comptent vraiment dans l'opposition de gauche, encore incapable de présenter la liste de ses collaborateurs, M. Suarez est apparu, mardi soir, comme un homme seul.

Il n'a pas nié d'ailleurs les grandes difficultés qu'il doit affronter et a presque donné l'impression de s'excuser d'être à la place qui est la sienne aujourd'hui. Son étonnement rejoint celui de beaucoup d'Espagnols, dont la perplexité est longue à se dissiper.

Le 9 juin, devant les Cortès, M. Adolfo Suarez, alors ministre secrétaire général du Mouvement, avait défendu avec talent et conviction le projet de loi sur les « associations politiques », qui devait être approuvé par le Parlement franquiste. Le ton, mardi soir, était moins assuré ; la nervosité et le manque d'assurance évidents.

Les mains crispées, lisant son message à l'application, manifestement impressionné par la tâche qui l'attend, M. Suarez a insisté sur le fait qu'il appartient à une génération qui a su « oublier le passé ». « Je veux, a-t-il dit, dialoguer, écouter, accepter des propositions et agir, en accord avec la Couronne, pour qu'aucune cause juste ne soit oubliée. L'homme du roi souhaite que le gouvernement ne se représente pas des options de « partis » mais qu'il se constitue « en gouvernement légitime pour établir un jeu politique ouvert à tous ».

Le but final ? « que les gouvernements futurs soient issus de la libre volonté de la majorité des Espagnols ». Il a repris une de ses formules du 9 juin devant les Cortès : « Nous devons élever à la catégorie politique normale ce qui dans le passé était simplement normal ». La bonne volonté, dit-il, « n'est pas le patrimoine exclusif de groupes déterminés », et le « dialogue, face à face, est le seul instrument de la coexistence ». Conscient des « difficultés », soucieux « d'offrir des possibilités de collaboration à l'adversaire », M. Suarez a conclu en affirmant qu'il voulait « gouverner avec le consentement des Espagnols ».

Cette brève et simple « prise de contact » avec l'opinion, ainsi que le but final ? « que les gouvernements futurs soient issus de la libre volonté de la majorité des Espagnols ». Il a repris une de ses formules du 9 juin devant les Cortès : « Nous devons élever à la catégorie politique normale ce qui dans le passé était simplement normal ». La bonne volonté, dit-il, « n'est pas le patrimoine exclusif de groupes déterminés », et le « dialogue, face à face, est le seul instrument de la coexistence ». Conscient des « difficultés », soucieux « d'offrir des possibilités de collaboration à l'adversaire », M. Suarez a conclu en affirmant qu'il voulait « gouverner avec le consentement des Espagnols ».

### Portugal

**LE GÉNÉRAL Eanes EST OFFICIELLEMENT PROCLAMÉ PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE**

Lisbonne (A.F.P.). — Le général Ramalho Eanes a été officiellement proclamé président de la République portugaise par la Cour suprême mardi 6 juillet en fin de matinée après vérification du scrutin du 27 juin.

Le général Ramalho Eanes est le quatorzième président de la République du Portugal et le premier élu au suffrage universel depuis la révolution du 25 avril 1974. Aux termes de la Constitution, le général Ramalho Eanes devait prêter serment devant l'Assemblée législative et être investi solennellement dans huit jours, c'est-à-dire le 14 juillet.

Immédiatement après son investiture, le général Eanes nommera le premier ministre après avoir entendu le Conseil de la Révolution et les partis représentés à l'Assemblée législative.

Le nouveau président fera donc normalement appel à M. Mario Soares, secrétaire général du parti socialiste arrivé en tête des élections législatives, pour former le gouvernement.

D'autre part, le commandant Odeio de Carvalho, qui fait l'objet d'un procès pour le rôle qu'il aurait joué dans les événements du 25 novembre 1973, pourrait être à nouveau assigné à résidence. Le commandant de Carvalho, qui était arrivé en deuxième position avec 16,52 % des suffrages à l'élection présidentielle, s'est vu interdire par l'état-major toute déclaration à la presse.

### LA CONSTITUTION DU NOUVEAU GOUVERNEMENT SERAIT PRESQUE ACHÉVÉE

(De notre envoyé spécial.)  
Madrid. — La composition du nouveau gouvernement espagnol, présidé par M. Adolfo Suarez pourrait être connue ce mercredi 7 juillet. En fin de matinée, on indiquait que quelques portefeuilles seraient à pourvoir et d'autres à confirmer. M. Suarez n'aurait pas réussi à faire revenir les ministères appartenant à l'aile la plus libérale du gouvernement, mais leur ferait décider de ne pas participer. En revanche, aucune des personnalités de premier plan des groupes ultra et de l'extrême droite et régime n'ont travaillé dans la nouvelle équipe, qui ne comprend aucun des chefs de file du clan lié à l'Opus Dei.

M. Suarez aurait obtenu le concours de jeunes catholiques de tendance démocrate chrétienne proches du groupe Tacito dont les orientations démocratiques sont très affirmées, ou de M. Silva Muñoz, ancien ministre des travaux publics, qui dirige la direction d'un grand parti démocrate-chrétien modéré.

Le Secours populaire français demande, dans un communiqué, la libération de toutes les personnes arrêtées dimanche 4 juillet en Catalogne, alors qu'elles participaient à la marche des libertés et soutenaient par l'Espagne et le gouvernement de Barcelone et est intervenu auprès des dirigeants de la commission de solidarité de Barcelone, avec laquelle il avait organisé la venue en France pour les vacances de plus de cent enfants et victimes de l'intolérance en Espagne.

### Argentine

**Le nouveau chef de la police est contraint de démissionner**

De notre correspondant

Buenos-Aires. — Le rébellion des cadres supérieurs de la police fédérale qui, le 3 juillet, ont menacé de démissionner collectivement, a contraint le général Arturo Corbetta, nommé chef de la police fédérale le 23 juin, d'abandonner ses fonctions. Il a cédé sa place au général Edmundo Ojeda, qui remplacera à la tête de la 1<sup>re</sup> brigade de cavalerie blindée à Tandil, dans la province de Buenos-Aires. Ce changement constitue un échec sévère pour le général Corbetta, commandant en chef de l'armée et président de la République, et pour le général Roberto Viola, chef de l'état-major de l'armée, qui souhaitait imposer à la police et aux forces de sécurité en général des méthodes répressives plus conformes aux lois.

En assumant ses responsabilités, le général Corbetta avait, le 25 juin, adressé à ses subordonnés et à la nation un message radiodiffusé et télévisé qui avait eu un grand retentissement à l'intérieur du pays et à l'étranger (le Monde du 30 juin). Partant du principe que « l'axe moral de la nation passe par la police fédérale », il avait demandé à ses membres de conserver dans l'exercice de leurs fonctions une attitude « inspirée des valeurs de la société qu'ils défendent ».

C'était là une façon de souligner les défauts de la police. Tout le monde comprit le sens du message et s'en réjouit. Joignant, d'ailleurs, le geste à la parole, le général avait, dès la semaine dernière, donné des ordres précis pour que, au moment de leur détention, tous les prisonniers soient enregistrés. De plus, le général avait interdit les mauvais traitements.

L'attitude du général Corbetta, trop brutale, peut-être, a fini par provo-

**Plusieurs milliers de réfugiés politiques attendent de pouvoir quitter le pays**

Soixante ressortissants chiliens et uruguayens réfugiés en Argentine ont entamé, le mardi 6 juillet, une grève de la faim et réclament leur transfert dans un autre pays. Le groupe, qui comprend quinze enfants et deux invalides, est installé dans un hôtel du centre de Buenos-Aires sous la protection du haut commissariat des Nations unies. D'autres réfugiés chiliens ont réclâmé asile, le 5 juillet, à l'ambassade de France mais, sur le refus du chargé d'affaires, ont accepté de regagner leur domicile. En revanche, vingt-sept Chiliens se trouvent toujours à l'ambassade du Canada et cinq autres attendent depuis trois mois à l'ambassade d'Italie.

De notre correspondant

Buenos-Aires. — Une vive inquiétude règne parmi les milliers de réfugiés, chiliens pour la plupart, mais aussi uruguayens et boliviens. Certains ont même pris le risque de lancer un ultimatum : que le gouvernement argentin se résolve à les faire partir. Les fonctionnaires du ministère de l'intérieur ne le cachent pas au report de la grève des réfugiés. Le haut commissariat pour les réfugiés à Buenos-Aires, les ministères des affaires étrangères et de l'intérieur, ont tenté de convaincre les réfugiés de rester en Argentine. Mais ils n'ont pu empêcher que des milliers de réfugiés se mettent à gréver. Le ministre de l'économie, « Ils ont souvent des activités terroristes et nous causent des problèmes », a dit M. José Martínez de Hoz, qui sera reçu en visite officielle lundi prochain à Paris.

Le prince Sadruddin Aga Khan, haut commissaire des Nations unies, a protesté contre cette déclaration mais le ministre ne s'est pas rétracté.

Le vol de quelque deux mille dossiers dans les locaux de la commission coordinatrice d'aide aux réfugiés, la détention préventive de deux réfugiés, le 11 juin, de vingt-cinq d'entre eux qui ont été victimes de sévices, ont souligné l'urgence du « problème ». A la suite de l'intervention personnelle du général Jorge Videla, président de la République, les vingt-cinq détenus ont été relâchés. Mais les persécutions ont continué.

On signale au bureau du haut commissariat que quatre autres Chiliens ont été arrêtés et torturés avant d'être relâchés et menacés de mort s'ils ne quittaient le pays dans les quarante-huit heures. L'un d'entre eux, présenté dans plusieurs ambassades, souffre de graves brûlures au visage. Plusieurs Uruguayens ont été arrêtés ces derniers jours parmi lesquels deux dirigeants syndicaux : M. Gerardo Gatti, un des fondateurs de la Centrale nationale des travailleurs (C.N.T.), et Hugo Mendez, ainsi qu'un journaliste, M. Henrique Rodriguez Larreta, ancien dirigeant étudiant. La liste des réfugiés assassinés (une vingtaine) ou disparus depuis deux ans s'accroît rapidement. Les réfugiés assiègent le bureau du représentant du haut commissariat dans l'espoir d'obtenir un droit d'asile, mais le représentant et ses collaborateurs sont très loin d'être inactifs. Mais ils dépendent de la bonne volonté de la communauté internationale. Depuis le 24 mars, date du coup d'état, ils n'ont pu résoudre que les « cas » de cent soixante-trois réfugiés et de leur famille, en tout cinq cent quatre personnes ache-minées vers divers pays, principalement la Belgique, le Canada,

## AMÉRIQUES

### Pérou

**LA GRÈVE DES TRANSPORTEURS EMBARRASSE LE GOUVERNEMENT**

Huit organisations pro-gouvernementales ont mis en garde, mardi 6 juillet, le gouvernement et dénoncent les mesures « anti-populaires » prises dans le domaine économique. Au sujet de la grève des chauffeurs de mini-bus de Lima, qui se poursuit depuis le 1<sup>er</sup> juillet, elles affirment qu'il est « évident que la situation que vit le pays a pour origine l'impérialisme et la réaction ». Le parti communiste péruvien, de son côté, justifie les « sacrifices demandés aux masses » et accuse la droite de profiter de la situation actuelle pour s'opposer au « processus révolutionnaire ».

responsance

Lima. — Le ton monte entre le gouvernement et les chauffeurs de « microbus », les transports collectifs privés de Lima, en grève depuis le jeudi 1<sup>er</sup> juillet. Le ministère des transports avait affirmé qu'il annulerait les licences des coopératives de transport qui refuseraient de reprendre le travail le 6 juillet. Mais, malgré les grands titres de la presse socialisée annonçant la fin de la grève, la quasi-totalité des conducteurs n'avaient toujours pas sorti leurs véhicules. Les rares microbus qui ont repris le travail circulent, pour la plupart, sous la protection d'un soldat armé.

Les chauffeurs affirment que la hausse du prix des trajets qui leur a été accordée ne compense pas l'augmentation du prix de l'essence de 117 % décidée la semaine dernière. Mais le gouvernement se trouve dans une situation difficile : toute nouvelle augmentation du prix des trajets de microbus risque de provoquer de nouvelles manifestations dans les faubourgs populaires de Lima. La capacité de résistance des chauffeurs paraît cependant limitée : propriétaires de leurs véhicules, ils vivent au jour le jour et doivent rembourser mensuellement leur microbus acheté à crédit.

Leur grève provoque des réactions diverses dans la population. Le Front de défense de la révolution, le principal mouvement d'appui au régime militaire, qui avait qualifié d'« anti-populaires » les mesures économiques décidées par le gouvernement, change cette fois d'attitude. Dans un communiqué, il critique l'action de la Fédération des chauffeurs, et établit un parallèle avec la grève des transporteurs chiliens à l'époque du président Allende.

La capitale péruvienne, envahie par un flot de touristes français, reste cependant calme, tandis que les véhicules blindés de l'armée se montrent plus discrets. Plusieurs arrestations ont néanmoins été opérées dans les milieux d'extrême gauche.

T. M.

LE DERNIER  
**PARKINSON**  
BIG  
BUSINESS  
ARTHAUD

une nouvelle collection...  
**LE CORPS À VIVRE**  
singes par M. Dr. Jacques Denvers  
Dr. ALEXANDER  
**LOWEN**  
Le Plaisir  
être bien dans son corps  
45 F.  
TCHOU

### LE DROIT DE VIVRE

40, rue de Paradis - 75010 PARIS — Directeur : PIERRE-BLOCH  
Le numéro de JUILLET vient de paraître

Au sommaire :  
**Exclusif :**  
Leonid Plionchitch : MESSAGE A LA LICA  
• Les centrales nucléaires livrées à l'Afrique du Sud : Danger !  
• L'Espagne après Franco  
• La Résistance contre la réhabilitation de Pétain et les chroniques hebdomadaires sur les arts et les livres  
En vente dans les drugstores, gares, aéroports de la région parisienne  
Le numéro : 3 F.

Cette semaine  
**2050 F**  
OFFRE EXCEPTIONNELLE  
**1500 F TTC**  
seulement  
en 3 versements  
pose et déplacement compris

**OUVERT EN AOUT**  
Départ en vacances  
pose sous 48 h  
**LA CLEF ROUGE**  
C'EST :  
1 Porte toutes les 7 minutes.  
35 Succursales dans la région parisienne.  
400 Personnes qualifiées à votre service.  
50 Conseillers techniques qualifiés.  
100 Menuisiers-serruriers spécialisés.  
Portes installées en 1976.

Serrures 5 points électro-aimantées  
Blindage d'acier électrolytique 16/10  
"ANTI-EFFRACTION"  
4 goupions "ANTIVOL".  
1 certificat de garantie de 2 ans délivré à la pose.

**R.C. PARIS 76 B 3816**  
**LA CLEF ROUGE.**  
N° 1 DE LA PROTECTION  
Siège social : 24, av. Raymond-Poincaré, 75116 Paris. Cannes (39.15.13) Marseille (53.40.98) Nice (88.62.58)

# DIPLOMATIE

## LE « SOMMET » FRANCO-ALLEMAND DE HAMBOURG

### Une coopération étroite entre la France, la Grande-Bretagne et la R.F.A. est utile aux Neuf

(Suite de la première page.)

Un certain scepticisme règne sur cette affaire dont l'importance n'échappe à personne. La France et l'Allemagne ont, en effet, des attitudes diamétralement opposées en ce qui concerne la nature même des relations avec le tiers-monde. Pour M. Giscard d'Estaing, il est de l'intérêt des pays industrialisés de régulariser le marché des matières premières par la création de fonds, ce qui stabilisera les ressources du tiers-monde et atténuera à la longue la mentalité d'« assagés » des pays en développement. Pour la R.F.A., de tels fonds régulateurs visent plus de favoriser les riches que les pauvres. Mieux vaudrait donc aider directement les plus démunis. Pour le moment, l'Allemagne fédérale n'envisagerait de participer à des fonds régulateurs que pour deux ou trois produits. Aussi longtemps que Paris et Bonn n'auront pas rapproché leurs points de vue, la Communauté ne pourra certainement pas définir une politique active à la conférence Nord-Sud et celle-ci restera dans l'impasse.

#### La lutte anti-terroriste

La lutte contre le terrorisme a été longuement évoquée, d'une part, au sein de la « grande Europe », c'est-à-dire du Conseil de l'Europe, où une convention est en préparation, et, d'autre part, au sein de l'Europe des Neuf où, selon M. Giscard d'Estaing, la France voudrait organiser la prévention du terrorisme plus encore que sa répression. Les deux ministres de l'Intérieur, M. Mitterrand et M. Kohl, souhaitent pour leur part un accord facilitant l'extradition des terroristes. « La coopération entre les gouvernements allemand et français est particulièrement étroite et constante dans ce domaine », a dit M. Giscard d'Estaing. Cependant, une proposition allemande de faire inscrire la lutte contre le terrorisme à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée générale de l'ONU est accueillie à Paris avec réticence.

M. Giscard d'Estaing et Schmidt ont longuement étudié la conjoncture économique française et allemande. Ils ont constaté, selon le président de la République, que les deux pays renaissent, après une évolution assez divergente, à des taux de croissance « très comparables », de l'ordre de 6 %. Cependant, a poursuivi M. Giscard d'Estaing, « l'évolution des prix rémunérateurs est plus favorable en Allemagne fédérale qu'en France, et la situation des finances publiques paraît plus assurée en France qu'en Allemagne fédérale. L'action des deux gouvernements sera de rapprocher les économies pour arriver à des situations encore plus satisfaisantes ».

Le président de la République s'est félicité de ce que la sortie de la France du « serpent » monétaire européen n'ait pas eu de sévères conséquences.

Les deux gouvernements ont procédé à un examen du prochain budget de la Communauté qui, selon le porte-parole français, serait, d'après le projet actuel, en augmentation de 23 % sur celui de 1976, « ce qui mérite réflexion », a dit M. Rossi. La France se refusant à plafonner les dépenses agricoles, Paris et Bonn estiment que des économies doivent être faites sur les dépenses en personnel.

Parmi les sujets rapidement évoqués, figure le projet d'JET (installation européenne expérimentale pour le contrôle de l'énergie thermonucléaire). Il s'agit de savoir où l'implanter. « On doit, dit-on du côté allemand, tenir compte de l'opinion publique et éviter les irritations inutiles ». Le gouvernement français, de son côté, n'a pas fixé sa position définitive.

Enfin, Paris et Bonn envisagent d'organiser un concours pour choisir l'emblème qui ornara le passeport européen qui devra « symboliser la volonté d'intégration des Neuf ».

Malgré les protestations d'amitié et l'affirmation réproque que « l'entente étroite entre l'Allemagne fédérale et la France constitue le fondement indispensable de tout progrès de l'unité européenne », M. Giscard d'Estaing et Schmidt ne se sont pas séparés sans échanger quelques propos plus acides. Dans l'allocution improvisée qu'il a prononcée au cours du déjeuner qu'il offrit mardi au chancelier, le président de la République a évoqué l'objectif de la France d'atteindre « au cours des dix à quinze prochaines années, le développement économique de l'Allemagne ». Puis il a ajouté : « C'est la nature normale de notre compétition, et c'est pourquoi je n'approuve pas les initiatives qui sont parfois prises pour intervenir dans la politique intérieure des autres États. Nous devons en ce qui concerne le rôle de l'Allemagne fédérale et ses responsabilités propres, le respect qui convient entre des pays qui sont à l'heure actuelle unis par la communauté économique mais dont il me semble qu'ils n'ont pas à intervenir dans l'appréciation politique de leurs décisions in-

érieures. C'est pourquoi le gouvernement français, seul qualifié pour exprimer le point de vue de la France, ne s'associe pas aux critiques qui ont été portées ici et là, concernant telle ou telle attitude ou pratique de l'Allemagne fédérale ».

Le président de la République visait d'abord évidemment la condamnation par M. Mitterrand des « interventions professionnelles », la « chasse aux sorcières » contre les extrémistes de gauche ouest-allemands, condamnation qui a d'ailleurs été fort mal reçue outre-Rhin. Cependant les paroles du président de la République pouvaient également viser indirectement les récents propos « irrésistibles » (selon le mot de M. Kohl), de M. Schmidt contre le gaullisme.

M. Schmidt, dans sa réponse, ne releva pas l'allusion. Mais après avoir souligné une fois de plus « la franchise, la netteté, la

cordialité » des relations franco-allemandes, il ajouta : « Dans notre optique, nous considérons les relations franco-allemandes comme prioritaires, quels que soient les gouvernements qui sont au pouvoir à Paris et à Bonn », phrase qui est aussi à double tranchant. Dans des déclarations diffusées samedi sur TF1, M. Schmidt avait d'ailleurs précisé que les relations franco-allemandes ne changeraient sans doute pas « en France un gouvernement de gauche arrivait au pouvoir. Cela ne changerait pas, avait-il ajouté, même s'il s'agissait d'un gouvernement communiste ». Sous une forme atténuée, et ignorant le conseil que venait de lui donner M. Giscard d'Estaing de ne pas se mêler de la politique intérieure des autres, il a récidivé.

MAURICE DELARUE  
et DANIEL VERNET.

### DÉSIREUSE D'EMPÊCHER UNE RECARTELLISATION DU MARCHÉ DE L'ACIER

### La Commission européenne envisage de renforcer ses moyens d'intervention sur les investissements les prix et la production

Bruxelles (Communautés européennes). — C'est le 21 juillet que la Commission européenne soumettra aux gouvernements membres des propositions visant à définir une nouvelle politique sidérurgique pour le temps de crise. Constatant que les mécanismes régulateurs existant dans le traité de la CECA n'ont pu jouer leur rôle durant la crise aiguë qu'a traversée la sidérurgie européenne en 1975, elle propose de doter la Communauté de moyens

complémentaires qui lui permettront d'intervenir plus rapidement et de manière plus souple sur les investissements, la production et les prix, et qui par là même rendraient sans objet et par conséquent injustifiable le projet de « groupement économique international », c'est-à-dire de nouveau cartel, conçu par les sidérurgistes allemands et néerlandais et par le groupe luxembourgeois Arbed (« le Monde » des 7 février et 18 mars).

#### De notre correspondant

le collège. L'affaire n'est pas jouée pour autant, car certains commissaires, dénonçant ce qu'ils présentent comme un retour en force dangereux du dirigisme, souhaitent à l'évidence mettre à profit les deux semaines de répit qu'ils ont obtenues avant que le collège arrête définitivement sa position, pour tenter d'éduquer le texte qui vient de leur être soumis.

Avant d'analyser ces mesures, le projet constate que le moyen le plus sûr de limiter les effets sur la sidérurgie d'une période de basse conjoncture, est encore d'éviter une surcapacité permanente de l'appareil de production, autrement dit de parvenir au meilleur équilibre possible entre l'offre et la demande. Pour ce faire, il est suggéré de prendre des mesures de nature à renforcer l'influence de la commission sur le comportement des investisseurs.

Quant aux mesures préventives à envisager au moment où la crise se dessine, elles sont de trois sortes :

● LE NIVEAU DE LA PRODUCTION. Lors de la crise de 1975, la commission, pour adapter la production à la demande et freiner la dégradation du marché, a approuvé chaque trimestre, après concertation avec les professionnels des « programmes prévisionnels » qui ont permis de limiter la production à un niveau volontaire à une réduction ordonnée de la production.

Il est maintenant suggéré de perfectionner cet instrument et de le rendre plus contraignant : les programmes prévisionnels ne seraient plus fixés par marché (c'est-à-dire par État membre) mais par entreprise. Cette cartellisation publique ne pourrait évidemment s'opérer qu'avec le concours des industriels et de leurs associations, la commission devant éventuellement à celles-ci la charge d'assurer la « police de la production ».

● LES PRIX. — La maîtrise de marché implique la maîtrise des prix. En 1975, la commission devant faire face à l'opposition résolue de la

sidérurgie allemande et de plusieurs gouvernements membres, n'a proposé que sur le tard (alors que la reprise était déjà amorcée) la fixation de prix minima.


Comment faire pour hâter cette procédure et préparer le terrain afin, qu'en cas de besoin, des prix minima puissent être arrêtés en temps opportun ? M. Simonnet propose que la commission puisse, en guise d'alerte, publier des prix minima indicatifs avant l'instauration des prix minima obligatoires, arrêtés en application de l'article 61 du traité de la CECA. Notons que c'est cette partie des propositions de la commission qui est la plus vivement contestée par les éléments les plus « libéraux » du collège européen.

● LES RELATIONS AVEC LES FOURNISSEURS EXTERIEURS. — La fixation de prix minima pour avoir un sens implique que les industriels ne puissent pas aligner leurs prix de vente sur ceux des offres extérieures dans le cas où celles-ci sont inférieures aux prix minima. Une telle interdiction d'alignement, pour être respectée, implique que la commission puisse prendre des mesures aux frontières (par exemple, taxes à l'importation).

Comment, encore une fois, hâter cette procédure ? La fixation de prix minima indicatifs jouerait également comme un avertissement pour les fournisseurs extérieurs : dès leur publication, des consultations pourraient être engagées au niveau international et, précise le document de M. Simonnet, la commission devrait, « le cas échéant, envisager à titre conservatoire des interdictions d'alignement sur les prix » en provenance des pays tiers.

Cette stratégie anti-crise se veut une réplique convaincante aux prétentions du nouveau cartel de l'acier qui, manifestement, préoccupant la commission (voir le Monde des 9 et 10 mai). Celle-ci devra se prononcer également le 21 sur les demandes qui lui ont été adressées par le nouveau groupement économique international.

PHILIPPE LEMAITRE.



## établissements chelle

### MATERIEL D'EMBOUEILLAGE

Dans le cadre de son expansion rapide et de ses projets de développement tant sur le plan français qu'à l'exportation, la société Chelle, filiale de Manurhin, crée les postes suivants :

**CHEF DES VENTES FRANCE**  
120/140.000 F  
ALFORTVILLE

**INGENIEUR DE VENTE**  
80/100.000 F  
ALFORTVILLE

**INGENIEUR DE VENTE**  
70/100.000 F  
GRANDE-BRETAGNE

**INGENIEUR TECHNIQUE-COMMERC.**  
70/85.000 F  
Emboutillage des boissons gazeuses

**AGENT DE VENTE**  
50.000 F + intéressement  
BORDEAUX

**INGENIEUR D'ETUDES**  
80/100.000 F  
ALFORTVILLE

**TECHNIQUE-COMMERCIAL**  
60/80.000 F  
ALFORTVILLE

Participer à l'élaboration de la politique commerciale, il sera, après accord de la direction, chargé de son application. Visitant les principaux clients, négociant les contrats, dirigeant la force de vente et animant les agents de la marque, il sera, sous l'autorité du directeur commercial, responsable de l'accroissement du chiffre d'affaires France dans une optique de rentabilité. Le candidat retenu, âgé de 35 ans au moins, sera de préférence un ingénieur (école supérieure de brevets par exemple), ayant acquis, si possible, pendant plusieurs années, l'expérience de la vente du matériel d'emboutillage, ou, à défaut, des biens d'équipement pour l'industrie ainsi que de la direction d'une équipe de représentants et de l'animation d'un réseau. Ecrire à P. Vinet, Réf. B.3777.

Adjoint au Chef des Ventes, il aura pour mission principale l'assistance aux agents de la marque pour la moitié Nord de la France ainsi que l'établissement et le suivi de liaisons techniques-commerciales avec les sociétés françaises et éventuellement étrangères d'ingénierie. Le poste conviendrait à un ingénieur, âgé de 30 ans au moins, ayant acquis pendant plusieurs années, de préférence chez un constructeur, ou à défaut chez un utilisateur, la connaissance technique du matériel d'emboutillage des boissons. La connaissance de l'anglais serait appréciée. Ecrire à P. Vinet, Réf. B.3778.

Sous l'autorité du Directeur Commercial, il aura pour mission d'assurer le développement des ventes dans les îles britanniques et éventuellement en Scandinavie. Assistant les agents de la marque en Angleterre, il leur apportera un appui technique et commercial en liaison constante avec Chelle. Il visitera les principaux clients et participera à la négociation des contrats. Le poste, basé à Alfortville ou à Londres, conviendrait à un français ou à un anglo-saxon connaissant parfaitement les deux langues. Le candidat retenu, âgé de 30 ans au moins, aura une formation technique niveau BTS minimum. Il aura acquis, chez un constructeur ou un utilisateur, une connaissance technique approfondie du matériel d'emboutillage des boissons. Ecrire à P. Vinet, Réf. B.3779.

Sous l'autorité directe du Directeur Général, il apportera, sur demande du Chef des Ventes, un appui technique aux commerciaux et agents de la marque en ce qui concerne spécifiquement le matériel d'emboutillage des boissons gazeuses. Participant à la vente, mais non à la prospection, il mènera, dans certains cas, les négociations jusqu'à leur conclusion. Le candidat retenu, de niveau ingénieur, aura acquis par la pratique, chez un constructeur ou un utilisateur, une excellente connaissance technique du matériel d'emboutillage des boissons gazeuses. Ecrire à P. Vinet, Réf. B.3780.

Sous l'autorité du Chef des Ventes, il sera responsable de la prospection et du suivi de la clientèle dans une zone géographique comprenant une dizaine de départements du Sud-Ouest. Le poste conviendrait à un technicien, âgé de 30 ans au moins, ayant acquis, de préférence dans la région, une solide expérience commerciale par la vente de matériels d'emboutillage, de produits consommables ou de biens d'équipement pour l'industrie des boissons. Ecrire à P. Vinet, Réf. B.3781.

Sous l'autorité du Directeur des Etudes, il aura pour mission l'étude et l'évolution du matériel de conditionnement des boissons gazeuses. Le poste conviendrait à un ingénieur (ESB, AM...), âgé de plus de 30 ans, ayant acquis, par une expérience de 5 ans au moins, une excellente connaissance technique et technologique du matériel d'emboutillage des boissons gazeuses. La connaissance d'une langue complémentaire (anglais) serait appréciée en vue de faciliter des voyages d'études et la compréhension de publications techniques. Ecrire à P. Vinet, Réf. B.3782.

Il assistera le Responsable du Service Propositions Techniques. Celui-ci, agissant à la demande du service commercial, étudie et chiffre les demandes des clients concernant des installations complètes ainsi que les demandes d'adaptations ou de modifications de machines standard. Il assure les relations avec les fournisseurs de machines complémentaires de la gamme Chelle. Le candidat retenu, de formation technique (niveau BTS), aura acquis chez un constructeur ou un utilisateur, par une expérience de quelques années, une bonne connaissance théorique et pratique des installations complètes d'emboutillage et de conditionnement des boissons. Ecrire à P. Vinet, Réf. B.3783.

Pour chacun de ces postes, adresser un bref curriculum vitae à Paris en spécifiant bien la référence. Aucune information ne sera transmise à l'annonceur sans l'autorisation expresse des candidats donnée au cours d'un entretien personnel avec le consultant de MSL France.

AUSTRALIE - IRLANDE - AMERIQUE DU SUD - GRANDE-BRETAGNE - ALLEMAGNE - FRANCE - ITALIE - SUISSE - BELGIQUE - AFRIQUE DU SUD - CANADA

73, Bd HAUSMANN 75008 PARIS. Tél. 265-37-00  
11, Pl. A. BRIAND 69003 LYON. Tél. (78) 62-08-33

## ABONNEZ-VOUS A LA REVUE DES DEUX MONDES

| Fondée en 1829                                      | Mars   |
|---|--|
| Président : JEAN JAUREG                             | JUILLET 1976                                     |
| LE NUMERO 12 N                                      |  |
| JUSTICE SUBVERTIE, JUSTICE SUB-VERSIVE              | JEAN FOYER ..... 3                               |
| LA GRECE ET LA TURQUIE                              | CONSTANTIN CARAMANLIS ..... 10                   |
| PARLEMENT ET SONDAGES                               | MAURICE DRUON de l'Académie française ..... 17   |
| STENDHAL ET LE SERVICE PUBLIC L'ARMEE DE TERRE (II) | JEAN-PIERRE SOISSON ..... 19                     |
| PORTRAITS ET SOUVENIRS                              | STRATIGOTIS ..... 28                             |
| • VISITE A HEIDEGGER                                | JEAN GUITTON de l'Académie française ..... 35    |
| • MARCEL ACHARD                                     | JEAN D'ORMESSON de l'Académie française ..... 41 |
| • ELISABETH, REINE DES BELGES                       | CHARLES D'YDEWALLE ..... 43                      |
| LA FILLE MORTI (Régis II)                           | LEON BOUSSARD ..... 47                           |
| CONCORDE EN LIGNE                                   | PIERRE GRAUDET ..... 53                          |
| QUI CONDURA LA BATAILLE ?                           | JEAN-FRANÇOIS ALLIBERT ..... 59                  |
| LE CHILI A L'HEURE ACTUELLE                         | JULIO RETAMAL FAVIEREAU ..... 73                 |
| LES DIFFICULTES DE L'ECONOMIE SOVIETIQUE (II)       | ANDRÉ PIETRE de l'Institut ..... 77              |
| VERITE ET MENSONGE                                  | JEAN DUTOURD ..... 87                            |
| LES ENIGMES DE L'HISTOIRE :                         |  |
| • FERDINAND BAC                                     | GUSLAIN DE DIEBACH ..... 94                      |
| LE CHEMIN DU CIEL (Nouvelles)                       | P. ET S. CANS ..... 106                          |
| PROPOS  | GASTON PALEWSKI de l'Institut ..... 130          |
| LA POLITIQUE EXTERIEURE                             | FRANÇOIS SEYDOUX ..... 144                       |
| LA POLITIQUE INTERIEURE                             | MARCEL GABILLY ..... 151                         |
| A L'UNIVERSITE                                      | JOSEPH BARSALOU ..... 154                        |
|   | PASCAL ARRIGHI ..... 157                         |
| LES CHRONIQUES ET ESSAIS DE :                       |  |
| PIERRE DE BOISDEFRE                                 | — ANDRÉ BOURIN                                   |
| — GEORGES CHARANOL                                  | — LEON BOUSSARD                                  |
| — FERNAND LOT                                       | — PAUL FOUQUER                                   |
| — ROGER RECENT                                      | — JEAN-PIERRE ENRI                               |
| — ANDRÉ BOGART                                      | — RENE PIETRE                                    |
| — JACQUES DE RICHAUMONT                             | — BERNARD AUFRAY                                 |
| — JEAN-BAPTISTE BOURRIENNE                          | — ABGAR ASGHARI TABRIZI                          |
| — ALBAUX-PERRET                                     | — CHARLES DEDRYAN                                |
|   | — RENÉ ELVIN                                     |
|   | — PAUL MOUSSET                                   |
|   | — MICHEL   |

15, RUE DE L'UNIVERSITE - PARIS-VII — Tél. 261.21.49  
ABONNEMENT 1 AN (12 n°) : 120 F.  
Spécimen gratuit sur demande

مكتبة الأنجلو



# POLITIQUE

## A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

### Les modifications du code électoral créent de nouvelles difficultés dans la majorité

« Le projet qui nous est soumis a, si l'on en croit l'exposé des motifs, un double objectif. C'est d'abord de permettre l'élargissement du débat qui s'est ouvert mardi à l'Assemblée nationale. Si l'on en croit l'exposé des motifs, la réforme du code électoral vise effectivement, d'une part, à permettre l'élargissement du débat, d'autre part, à multiplier les consultations législatives, municipales et cantonales en élevant de 10 à 15 % des inscrits la barre à franchir au premier tour pour pouvoir se présenter au second.

Mais on peut également voir dans cette mesure, qui, M. Fauton le relève avec insistance, risque de multiplier les cas où seuls resteront en présence des candidats de la majorité, en moyen de déplacer le centre de gravité de cette dernière.

Nombre d'élus U.D.R. avaient ainsi à l'esprit les propos tenus à ce sujet à Rennes par M. Lecanuet, président du Centre des démocrates-sociaux. Il n'est donc pas étonnant que M. Alfonsi (rad. de

gauche) ait exprimé quelques scrupules à s'immiscer dans cette « querelle de famille ».

On ne s'étonne pas non plus que ce texte, destiné, si l'on en croit M. Poniatowski, à rendre le scrutin « plus clair, plus net et plus loyal », ait suscité un débat dont la clarté, la netteté et la loyauté furent loin d'être les caractéristiques dominantes.

Plus étonnante, en revanche, est l'affirmation de M. Aubert (U.D.R.), constatant, sans rire, que son groupe avait pris une position « technique » en refusant d'élire par la barre à 15 % et regrettant ce nouveau dérapage politique dont M. Chirac lui-même ne parait pas à enrayer les effets, la discussion étant finalement renvoyée à mercredi.

Quant à M. Poniatowski, il ne fut pas plus heureux, offrant le spectacle paradoxal d'un ministre d'Etat qui entend, d'une part, éliminer les marchandages et propose, d'autre part, un texte transactionnel qui ramène la barre à 12,5 % (10 % pour les cantonales) pour les législatives et les municipales.

PATRICK FRANCS.

Mardi 6 juillet, l'Assemblée nationale a examiné, après déclaration d'urgence et sous la présidence de M. Beck (P.S.), le projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral.

Ce texte modifie le régime des élections législatives en portant de 10 à 15 % des inscrits le nombre de voix exigé au premier tour pour pouvoir se présenter au second tour. Il modifie également le régime des élections cantonales en introduisant la même règle dans ce type d'élection et en supprimant de ce fait la possibilité qu'un candidat ait obtenu au second tour sans l'avoir été au premier. Enfin une modification identique est proposée pour le régime applicable aux élections municipales dans les communes de plus de trente mille habitants. Il est proposé, d'autre part, de diviser Toulouse et Nice en secteurs comme le sont déjà Paris, Marseille et Lyon et d'élire à ces deux villes le même régime de suppléance.

Rapporteur de la commission des lois, M. Fauton (U.D.R.) rappelle la législation actuellement applicable pour chaque type de scrutin, expose les modifications proposées par le gouvernement et observe qu'avec un chiffre d'abstentions même moyen l'élégance de 15 % des inscrits éliminera du second tour des candidats ayant obtenu une part appréciable des suffrages ; ainsi, précise-t-il, pour un taux d'abstentions de 25 % la barre des 15 % équivaut à 20 % des suffrages exprimés.

La commission a donc rejeté le plafond de 15 % qui, a fait remarquer d'autre part M. Fauton, « politiserait inéluctablement les élections cantonales en généralisant les duels ».

Pour M. Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, le seul actuel (10 % des inscrits) est insuffisant pour éliminer les candidats dont la représentativité est « discutable » et dont le maintien au second tour « risque de fausser le résultat politique du scrutin ». En relevant la barre à 15 % le gouvernement entend donc rendre le scrutin « plus clair, plus net et plus loyal », et met fin à des « combinaisons » et des « marchandages » qui, lors des élections ou des maintiens, « risquent de fausser le résultat politique du scrutin ».

M. Poniatowski note toutefois que l'éventualité des candidatures demeurerait, au premier tour, aussi ouverte que précédemment.

Est ensuite mise en discussion une question préalable déposée par le groupe communiste. Son adoption entraînerait le rejet du texte en discussion.

M. Krasny (P.C.), qui la défend, s'étonne que pour le gouvernement « l'urgence soit de modifier le code électoral pour multiplier encore les mystères, tricheries et artifices du scrutin universel ». Il estime notamment que le projet entraînerait systématiquement l'élimination du second tour de candidats comme ce qui, incontestablement, représenterait un certain courant électoral. A son avis, ce texte aggraverait une législation déjà « très injuste et immorale ». Se référant aux résultats des dernières législatives, il constate qu'un député communiste représentait, en moyenne, 70 000 voix, un élu de gauche 50 000, un républicain 37 000, un U.D.R. ou un républicain indépendant 31 000.

L'orateur réaffirme ensuite l'attachement de son groupe à un système de représentation proportionnelle.

Hostile à la sectorisation de Toulouse et de Nice, il dénonce les opérations de « charcutage » électoral (« c'est le régime des coquins où l'on fait être les copains en multipliant les tripotillages »), « tradition bien établie du régime actuel ». Son groupe demande donc le rejet de ce projet.

M. Fauton expose l'avis défavorable de sa commission à l'égard de cette question préalable.

Au scrutin public demandé par le groupe communiste, la question préalable est repoussée par 300 voix contre 178 sur 479 votants.

Dans la discussion générale, M. Alfonsi (rad. de gauche, Corse) exprime ses inquiétudes à s'immiscer dans ce qu'il considère comme « une querelle de famille » au sein de la majorité. Après avoir indiqué que son groupe n'était pas hostile, par principe, à la sectorisation, il aborde le problème des 15 % et déclare : « Quinze pour cent des inscrits, c'est une proportion considérable. Si elle est appliquée, quelle soit atteinte lors des présidentielles, le courant qui portait M. Lecanuet, et qu'on a qualifié de national, n'aurait pas mérité cette qualification. En ce qui concerne les élections cantonales, où les abstentions sont particulièrement nombreuses, il faudrait pour franchir cette barre obtenir 30 % des inscrits exprimés. Vous allez accentuer tous les inconvénients de la bipolarisation », affirme-t-il, avant de demander : « N'avez-vous pas mieux à faire ? Le découpage de nos circonscriptions électorales est, par exemple, anachronique : les vingt plus importantes réunissent des millions d'habitants, tandis que les vingt moins importantes n'en comptent que deux cent mille.

M. Alfonsi indique, pour terminer, que son groupe repoussera ce texte « contraire à l'esprit de la démocratie ».

Pour M. BAREL (P.C., Alpes-Maritimes) « ce projet entravera le droit d'expression des courants de pensée minoritaires ».

Dans la discussion des articles, l'Assemblée examine tout d'abord un amendement communiste instituant la représentation proportionnelle pour l'élection des députés et chargeant le gouvernement de déposer à cet effet un projet de loi avant le 15 octobre 1976. Combattu par MM. FANTON et PONIATOWSKI (ce dernier observe que l'amendement est irrecevable, car il contient des dispositions de caractère organique), l'amendement est rejeté par 299 voix contre 179 sur 478 votants.

M. DONNÉZ (réf., Nord) présente ensuite un amendement qui reprend la proposition déposée en 1974 par son groupe, qui reprendrait elle-même celle qu'avait déposée en 1967 M. Chirac, alors député. Afin de conjuguer « la stabilité du système majoritaire et l'équité de la proportionnalité », il propose que quatre cinquièmes des députés continuent à être élus, dans les circonscriptions actuelles, au scrutin majoritaire à deux tours et que le dernier cinquième soit élu au scrutin proportionnel.

M. FANTON estime cet amendement « totalement irrecevable ».



**serete**  
conseille - projette - réalise

**RESPONSABLES D'AFFAIRES A L'EXPORTATION**  
Ingénieurs confirmés Grandes Ecoles référence A  
S'appuyant sur une bonne expérience de projets en France, ils prendront la responsabilité de la négociation, du montage et de la gestion de grandes opérations à l'étranger.

**INGENIEURS DE PROJETS**  
Confirmés Grandes Ecoles référence B  
Ils auront la responsabilité complète des projets, de l'étude à l'exécution (négociation commerciale, conception technique, gestion, organisation et coordination).  
De tels postes sont à pourvoir dans les secteurs suivants :  
- EQUIPEMENTS COLLECTIFS (bureaux, logements, hôtellerie, tourisme, enseignement, santé)  
- INDUSTRIES DE TRANSFORMATION (pharmacie, cosmétiques, alimentaire, mécanique, stockage, bois, papier, textiles)  
- INDUSTRIES LOURDES ET TECHNIQUES NOUVELLES (énergie, chimie, pétrole, espace, armement, nucléaire, offshore...)  
5 ans d'expérience d'ingénierie dans l'une ou plusieurs de ces activités est indispensable pour ces postes.

**FLUIDES-ENERGIE**  
Ingénieurs d'Etudes Grandes Ecoles  
Thermique - Génie Chimique - Génie Atomique référence C  
Pour intervenir sur les problèmes de production, distribution et traitement de fluides dans des unités industrielles productrices d'énergie ou de matières premières.

**GENIE CLIMATIQUE**  
1 Ingénieur de haut niveau référence D  
Il animera une équipe d'ingénieurs expérimentés et assurera des actions de conception de système de production de chaleur et de froid, de climatisation sur de grands projets d'ingénierie (ensemble bureaux, hôtels, centres commerciaux, ...). Il jouera également un rôle d'innovation et de mise au point de procédés nouveaux.  
Grande Ecole, expérience de 8 à 10 ans en bureau d'études ou comme ingénieur conseil.

**COORDINATION DES APPROVISIONNEMENTS**  
2 Ingénieurs Grandes Ecoles confirmés référence E  
S'appuyant sur leurs compétences d'ingénieur de projet dans une société d'ingénierie, ils dirigeront leur expérience par la négociation et la gestion des approvisionnements sur de grands projets, en France et à l'étranger.  
Interlocuteurs du chef de projet, ils agissent comme conseils et comme seuls responsables de l'ensemble des opérations d'approvisionnement.  
Ces postes peuvent préparer à la gestion complète d'affaires à l'exportation.

**ESTIMATIONS ET CONTROLE DES COUTS**  
2 Ingénieurs Grandes Ecoles confirmés référence F  
Ils apporteront aux équipes de projet assistance et contradiction dans l'estimation des propositions d'entreprise générale et le contrôle des coûts sur affaire.  
Une solide expérience de projet ou d'entreprise est nécessaire pour cette activité.

**JEUNES INGENIEURS**  
Grandes Ecoles + formation complémentaire référence G  
Pour participer à des projets (unités industrielles, bâtiments, ensembles complexes) en débutant dans les spécialités suivantes :  
- FLUIDES - ENERGIE - EQUIPEMENTS  
- GENIE CHIMIQUE - GENIE ATOMIQUE  
- BATIMENT - GENIE CIVIL - ELECTRICITE  
Ces jeunes ingénieurs repartis au sein de la Société évolueront, après formation, vers des fonctions d'ingénieurs spécialistes ou d'ingénieurs de projet.

Ces postes sont basés à Paris ou Lyon...  
Ils nécessitent, pour la connaissance de la langue anglaise et un certain niveau de formation variable selon les postes, sera également l'acquisition de l'anglais en France ou à l'étranger.  
Les candidats intéressés peuvent adresser leur candidature à :  
SERETE-INGENIERIE - Direction de la Gestion du Développement du Personnel  
77 rue de Valenciennes - 75015 PARIS



**serete**  
ingénierie

**20 jeunes dessinateurs**  
niveau de base : CAP construction mécanique + 2 ans d'expérience ou BAC F  
répartis dans les spécialités suivantes :

- 7 GENIE INDUSTRIEL (suyauteries, équipements, installations générales)
- 3 GENIE CIVIL (installations d'usines)
- 3 BATIMENT (gros œuvre et second-œuvre)
- 4 ELECTRICITE (niveau BTS électrotechnique)
- 2 CLIMATISATION (niveau BTS froid et climatisation)
- 1 PLOMBERIE HYGIENE SECURITE (niveau BTS plomberie)

ILS BENEFICIERONT DE STAGES DE FORMATION AVANCEE EN DESSIN PARTICULIERES A L'INGENIERIE  
Les candidats intéressés doivent adresser leur candidature à :  
Monsieur Ph. COMOY, responsable recrutement  
à la SERETE, 77 rue de Valenciennes

**ENSEIGNEMENT SUPERIEUR PRIVE, RECONNU PAR L'ETAT**

**I.C.S. GROUPE BÉGUÉ**  
Formation en 3 ans

|   |   |
|---|---|
| GESTION GENERALE ET MANAGEMENT :  | GESTION COMPTABLE ET FINANCIERE :   |
| <b>I.C.S. / GESTION</b>   | <b>TECFI</b>  |
| (4 <sup>e</sup> année possible U.S.A.)<br>Concours d'entrée : 7-8 sept.<br>Préparationnaires et étudiants de l'enseignement supérieur économique ou scientifique. | Préparation au D.E.C.S.<br>ADMISSION SUR DOSSIER<br>Titulaires du Baccalauréat. |

Renseignements et dossier d'inscription auprès du :  
« DEPARTEMENT DES ADMISSIONS 1976 »  
**INSTITUT COMMERCIAL SUPERIEUR**  
15, place de la République - 75002 PARIS - Tél. : 277-97-76 et 272-29-78

PARIS 1976



# POLITIQUE

## LA TAXATION DES PLUS-VALUES

### Le Sénat s'interroge sur la nature du projet

Le Sénat a commencé, mercredi matin 7 juillet, l'examen des articles du projet de loi de taxation des plus-values. Les trois séances de la veille avaient permis d'achever la discussion générale de ce texte. La première journée s'est déroulée sous le signe de la sérénité et de la technicité. On en retiendra une certaine confusion dans l'interprétation même du projet. Bien des sénateurs ont défendu (ou lui substitué) comme étant l'essence d'une taxation des gains en capital. D'autres, au contraire, partisans ou adversaires, voient en lui un élément de consolidation de la « fortune ancienne », donc une garantie contre un éventuel impôt sur le capital.

Après l'intervention de M. Pierre Uri, qui a exposé l'avis du Conseil économique et social dont il était le porte-parole, on a entendu, mardi matin, le rapporteur de la commission des Finances, M. Coude du Foresto, qui a souligné la portée du projet de loi tout en formulant de sérieuses réserves sur plusieurs de ses dispositions. Puis le ministre de l'économie et des finances a pris, une première fois, la parole. Il devait ensuite donner sa définition de la réforme : une extension de la notion de revenu.

« Le triple principe de notre projet, déclare M. Fourcade, est qu'il faut demander aux bénéficiaires de certaines plus-values de

contribuer aux dépenses publiques selon le système de l'impôt sur le revenu, mais en tenant compte de l'érosion monétaire et de la durée de détention du bien.

« L'évolution de notre genre de vie dans une société dynamique et libérale multiplie les plus-values sur le capital. Il ne s'agit pas de les condamner moralement : il s'agit de les faire entrer dans le système d'imposition.

« Nous sommes arrivés, en matière de taux, à des chiffres maximum : notre effort doit porter sur la sincérité des déclarations et l'élargissement de l'assiette. Nous essayons de rapprocher les conditions d'imposition des salariés et des non-salariés, mais nous ne pouvons pas aller plus vite que la sincérité des contribuables eux-mêmes et les tests que nous en faisons ; pour l'imposition des plus-values, il n'y a pas de différence. (...) On a prétendu que la taxation des plus-values est incohérente avec notre politique économique et sociale. Je pense, au contraire, qu'elle jouera un rôle important dans la lutte contre l'inflation. (...) La taxation des plus-values tend à réduire un peu les inégalités de notre société. Un régime fiscal plus équitable fait plus que beaucoup d'incitations partielles pour le développement économique. »

« Le terme de « plus-values » est mal choisi, affirme M. DES-COURS DESACRES (Ind., Calvados). Il évoque les théories de Ricardo, de Simond, de Marx, et fait redouter des évaluations arbitraires qui négligeraient l'érosion monétaire. Il convient donc de lui substituer le terme de « bénéfice ». Les Français sont attachés à la notion de patrimoine familial. Si le texte est purgé de ce qui peut les inquiéter, sans pour autant renoncer aux trois principes énoncés par le ministre des finances, il sera bienfaisant. »

M. GRANGIER (gauche dém., Vendée) pense que l'on va encourager les placements fortement spéculatifs de longue durée et de faible risque, telle que la spéculation immobilière. Et avec quel personnel, demande-t-il, l'administration des contributions directes contrôlera-t-elle trois cent mille assujettis nouveaux ?

Pour M. CAUDON (P.C., Val-de-Marne), même amendement : trappera les patrimoines modestes et les seuls d'exonération prévus sont trop bas.

Au début, note M. CAROUS, président du groupe U.D.R. (Nord), il s'agit de sélectionner uniquement des plus-values. Ce projet a été approuvé à l'unanimité. « Trapper un « bénéfice » pour qu'il soit réel, ne me choque nullement, ajoute l'orateur. Mais, attention à ne pas donner à l'administration fiscale l'occasion d'insérer les contribuables dans un filet aux mailles de plus en plus étroites. »

Mme BRIGITTE GROS (non inscrit, Yvelines) dénonce la pression des lobbies qui ont tenté de dénaturer le projet sur les plus-values alors que la majorité des Français est favorable à ce type d'imposition. « C'est l'impôt, affirme-t-elle, que pour le réduire l'écart social existe en France entre les revenus. »

M. AMIC (P.S., Var) souligne que le système d'imposition mis en œuvre par Caillaux, exonérant toute forme de gain en capital. Mais, depuis 1963, le courant s'est inversé et la législation évolue inéluctablement vers l'imposition d'un véritable impôt sur le capital qui ne sera, estime-t-il, que l'expression de la justice car « il est inadmissible que soient exonérés ceux qui engrangent le fruit du travail des autres ». Les socialistes, indique l'orateur, sont donc d'accord pour taxer les gains en capital, enrichissement sans cause qui devrait faire retour à la collectivité, mais ils sont en désaccord sur les critères retenus qui privilégient la fortune ancienne, laquelle paraît seule respectable aux yeux du gouvernement.

M. MAURICE BLIN (Un. cent., Ardennes), souhaite qu'il soit dit clairement que la loi ne concerne pas les détenteurs de patrimoines modestes. Il approuve l'inspiration du projet, mais craint qu'il ne manque sa cible. Il lui reproche aussi de ne pas tenir assez compte du remploi des plus-values : « Les chefs d'entreprise, déclare-t-il, qui vendent des biens personnels pour renflouer leur affaire devraient être exonérés. »

M. FROCHOT (Ind., Haute-Loire), considère que ce texte présente un pas, modeste, mais nécessaire, vers plus de justice fiscale. Il voudrait, néanmoins, que l'on prévienne une extension des dérogations et des remplois dans les entreprises.

M. MOINET (gauche-dém., Charente-Maritime), estime que toute réforme de la fiscalité suppose une meilleure répartition des revenus qui ne sont pas déclarés par des tiers, sinon les salariés continueront à être victimes du système.

M. MAURICE SCHUMANN (U.D.R., Nord), évoque la conception du rapporteur, assez proche de celle du Conseil économique,

M. Coude du Foresto, en effet, aurait préféré une taxation modérée des gains du capital. Puis, s'adressant au ministre, il déclare : « Vous croyez avoir écarté la taxation du capital, mais vous ne faites que la limiter au capital épargné en assimilant les plus-values au revenu. (...) Les moins-values devraient dès lors être déductibles. Vous ne l'avez pas voulu, pourquoi ? (...) D'où procède ce que j'appelle votre erreur ? Personnellement, je crois qu'elle tient au choix d'un mauvais critère, celui de la durée. C'est pour cela que vous avez été conduit à accepter — avec raison — certaines exonérations et le compte spécial d'investissement, nécessaire pour encourager le remploi des plus-values dans l'économie. »

La commission des finances vous propose donc des correctifs nécessaires. Notre vote dépendra du sort réservé à ces amendements, dus, les uns à M. Monory, les autres à moi-même. »

M. Guy PETIT (Ind., Pyrénées-Atlantiques) évoque le cas des contribuables dont les revenus ne sont pas déclarés par des tiers et qui, de ce fait, ne bénéficient pas de l'abattement offert aux salariés. Si ces contribuables font des déclarations sincères, c'est eux, dit-il, qui sont tristes. Or, la taxation des plus-values va leur enlever encore cette injustice en raison de la progressivité qui affecte le barème. L'orateur annonce qu'il ne votera le projet que par discipline politique.

M. AUBERTIN (U.D.R., Paris) annonce qu'il attendra pour se prononcer de savoir quels amendements seront acceptés par le gouvernement.

La séance de nuit, M. FOURCADE répond aux orateurs. Il exprime sa satisfaction devant la sérénité du débat et souligne qu'avec ce projet, « la frontière

entre le revenu et la plus-value est désormais franchie ». Pour le ministre, il ne s'agit pas d'un premier pas vers un impôt sur le capital, mais « d'une extension de la notion de revenu ».

« Ce n'est pas, dit-il, une « loi solennelle ». Beaucoup de pays ont déjà adopté un tel système fiscal. (...) M. Amic dit-il, a trouvé aussi le chemin de la sérénité. Il s'est déclaré d'accord sur le principe — et sa théorie générale n'a pas des plus séduisantes — mais il n'a pas voulu avoir retenu le critère de la durée de possession. En réalité, ce que M. Amic a soutenu, c'est un autre projet, issu d'une autre approche que la nôtre, à savoir le souci de cerner un certain nombre de contribuables qui échappent à l'impôt sur le revenu. (...) M. Blin est parti, comme beaucoup d'autres, de la notion de gain en capital et n'a tenté à ne frapper que les gains spéculatifs. Le problème s'était déjà posé en 1963, et le Parlement avait tranché en sens contraire. Ce serait d'ailleurs une tâche quasiment impossible pour l'administration que de prouver l'intention spéculative. »

M. Fourcade annonce en conclusion que les décrets d'application seront soumis au contrôle d'un comité d'utilisateurs où siègeront des parlementaires.

ALAIN GUICHARD.

● Indemnisation des rapatriés : MM. Jacques Roseau et Guy Forzy, principaux animateurs du Comité national de défense et d'action des rapatriés et spolies d'outre-mer, ont été reçus par M. Jean-Pierre Fourcade. Le ministre des finances leur a indiqué que le gouvernement envisageait, dans l'immédiat, de modifier la loi du 15 juillet 1970 sur l'indemnisation des rapatriés.

MM. Forzy et Roseau a constatent que toute négociation faite à la légère, et d'une façon fractionnelle, par certains responsables, se soldent par un échec, et qu'il n'y a alors que perte de temps et d'argent. »

### Nouvelles difficultés pour le gouvernement

Cette réunion, dans un établissement du bois de Boulogne, est celle que M. Claude Labbé, président du groupe, avait annoncée dans la perspective d'un remaniement du gouvernement intervenant au début du mois de juillet, après la fin de la session ordinaire du Parlement. « Nous n'entendons pas, déclarait-il alors, laisser les choses se faire sans nous. » Pour le point de vue des députés, les pressions de M. Giscard d'Estaing avaient provisoirement écarté toute modification du gouvernement. Les rendez-vous fixés aux députés U.D.R. seraient donc devenus sans objet si la session n'avait pas été prolongée et si les textes restant en discussion ne leur avaient fourni de nouvelles occasions de manifester leur esprit frondeur.

Le débat sur les plus-values est appelé à rebondir une fois que les sénateurs auront modifié le texte qui leur est soumis. M. Fourcade tentera de revenir sur ces modifications lorsque la commission paritaire mixte se saisira du projet pour établir un compromis entre les deux assemblées mais il risque de retrouver les difficultés qu'il a déjà rencontrées au Palais Bourbon en première lecture.

Son collègue républicain indépendant, M. Poniatowski, n'est pas moins prêt avec son projet de loi modifiant le code électoral. Il s'agit de rendre plus sévères les conditions des scrutins en élevant le seuil des suffrages nécessaires à tout candidat du premier tour pour être autorisé à se présenter au second. Dans le projet de M. Poniatowski, le nombre des suffrages exprimés requis au premier tour est porté à 15 % du nombre des électeurs inscrits, au lieu de 10 % actuellement. Et cette règle est étendue aux élections cantonales, pour lesquelles elle n'était pas en vigueur.

Le ministre de l'Intérieur n'a été suivi ni par l'opposition de gauche, ce qui est naturel de la part de formations qui réclament le retour à la représentation proportionnelle, ni par la commission des lois ni par l'ensemble de la majorité. Ses arguments justifiant le projet par la nécessité de diminuer les candidatures d'out

### LE RISQUE ET LE CHANGEMENT

(Suite de la première page.)

Ainsi en va-t-il des variations de la majorité à propos des divisions de la gauche. A-t-on assez entendu de « coups de gueule » de M. Poniatowski, de sèches admonitions de M. Chirac, de démonstrations savantes de M. Fourcade, d'homélies de M. Lecanuet et même de confidences de M. Giscard d'Estaing reposant sur l'idée simple que les divergences des socialistes et des communistes les rendaient incapables de gouverner ensemble ? Même si la majorité ne présentait pas, et si s'en est fallu parfois de beaucoup, un front uni, du moins ses membres, affirmait-on, étaient d'accord sur l'essentiel, tandis que c'est précisément sur l'essentiel que différaient et s'opposaient même à l'occasion les deux grands partenaires de l'opposition.

Voilà que ce schéma simple au point d'être simpliste paraît désormais remis en cause. Les divisions de la gauche, loin de leur nuire, profitent maintenant aux socialistes. Si l'image de marque des communistes, malgré leurs efforts, a moins changé qu'ils ne l'imaginent et l'espèrent, du moins leur nouveau point de vue affaiblissement relatif au profit de leurs alliés qu'ils essaient beaucoup moins. Le socialisme commence à représenter ce changement sans le risque que promettait précisément M. Giscard d'Estaing et qui, aux yeux de nombre de ses partisans, s'exprime en définitive par beaucoup de risques et peu de changements, ou alors des changements qui ne sont pas ceux qu'ils souhaitent. M. Mitterrand prend de plus en plus le poids et la stature d'un homme d'Etat, tandis qu'autour de lui on s'organise pour assurer le pouvoir. Le renforcement, le confort, ce n'est plus autant affaiblir la majorité que donner au leader socialiste les moyens de tenir tête aux communistes.

A l'inverse, la grande querelle entre le giscardisme et le libéralisme avancé ou non, le conservatisme plus ou moins éclairé et le gaullisme version Chirac accreditée l'idée de l'impuissance du camp majoritaire à gouverner avec cohésion, audace et autorité. Ce sont toujours les mêmes qui montent sur la barricade — M. Debré, M. Sanguinetti, et le s'en prennent plus à leur propre camp qu'à l'adversaire. Alors qu'on se bouscule à gauche pour contester, répliquer, critiquer, ce ne sont dans la majorité, en dehors de ces philippiques, que prudents silences, dérobades, embarras ou propos conformistes et creux.

Or la V<sup>e</sup> République vient de laisser passer, sans le célébrer, un

anniversaire qui eût pourtant mérité d'être relevé : sa majorité parlementaire, née le 1<sup>er</sup> juin 1958 lorsque 329 députés du précédent régime ont uni leurs voix pour voter l'investiture du général de Gaulle, vient d'avoir dix-huit ans, l'âge... de la majorité. Dix-huit ans pendant lesquels, sauf pour un seul scrutin le 5 octobre 1962, défaillance vite et rudement sanctionnée par le corps électoral, il s'est toujours trouvé une majorité dans les cinq Assemblées nationales pour manifester sa confiance aux six premiers ministres des trois présidents successifs. Dix-huit ans : un record absolu en France depuis l'institution du suffrage universel.

Que les hommes aient changé, que les contours et la composition même de la majorité aient évolué, rien de plus normal. Mais ce qui, du même coup, a évolué et changé, ce sont les conditions et les formes d'un éventuel renversement de cette même majorité.

Un tel renversement, contrairement à ce qu'on lit et entend souvent, ne dépend plus seulement et peut-être pas vraiment de la masse flottante constituée par quelques centaines de milliers d'électeurs du centre, du « marais », qui, en penchant tantôt d'un côté tantôt de l'autre, font la décision. On peut penser qu'aujourd'hui en France, pays profondément politisé et en même temps méprisant à l'égard de ses politiciens, si ardent à discuter et à voter, et en même temps peu enclin à l'engagement partisan, la décision est faite avant tout par des électeurs qui ne se situent nullement au centre, qui ne « flottent » pas en permanence ; mais qui ont, au contraire, donné leurs suffrages avec constance et de façon relativement durable à l'un des camps, puis qui s'en retiennent un jour pour se porter de l'autre côté. Il ne s'agit plus de décider des hésitants déjà à moitié acquis, mais bien d'attirer, de déboucher, de séduire ceux qui avaient choisi le camp d'en face et, tous calculs faits, y tenaient.

Pour cela, il faut convaincre, séduire et rassurer. Le public n'écoute pas le brouhaha des discours politiques, c'est vrai, mais il entend ; et même s'il ne comprend pas toujours un vocabulaire et un style hérités de la III<sup>e</sup> République, et précieusement conservés à gauche comme à droite, il en retire des impressions fugaces qui finissent par fonder son jugement.

Que voit-il ? Ici des hommes, les mêmes ou à peu près depuis trois lustres et davantage, qui ne cessent de se congratuler mutuellement pour se charnifier, qui vivent entre eux et tiennent à y rester, qui ne rencontrent guère, sauf exceptions, que leurs clients, au sens romain du terme. Des hommes satisfaits d'eux-mêmes, mais qui paraissent fatigués et déboussés, parce qu'il est toujours plus difficile de défendre une politique et d'expliquer ses décisions, au risque de donner en permanence l'impression qu'on se justifie de quelque mauvais coup, que d'attaquer des positions et de critiquer une action, au besoin avec quelque excès démagogique, et la gauche ne s'en prive pas.

Là, une coalition dont le chef et ses lieutenants font presque aussi bonne figure, sont aussi « crédibles », comme on dit, que M. Giscard d'Estaing et son gouvernement : une force pleine d'avenir conquérante qui essaie moins et qui commence à offrir une issue imaginable, à ressembler à un pouvoir de substitution acceptable. Elle en est si consciente que son chef peut envisager la rencontre au « sommet » qu'il exalta depuis deux ans.

Les conditions semblent largement réunies pour que le vieux cri de « Sortez les sortants » qui résonne périodiquement dans la vie publique française retentisse à nouveau. Peut-on penser pour autant que la malédiction qui pèse sur l'union de la gauche communistes compris, et qui n'a été surmontée qu'à deux reprises dans l'histoire républicaine — en 1936 pour quelques mois et, en 1946 pour quelques mois encore, — sera en 1978 une troisième fois exorcisée ? Il est bien trop tôt pour le dire et il serait bien imprudent d'en décider. Dépassant le passage ou glissement inéluctable, nous sommes en tout cas à un de ces moments étranges et incertains où l'éventualité du changement — risque ou chance, selon qu'on en a — est plus considérable qu'elle ne l'a jamais été depuis dix-huit ans au moins.

PIERRE VIANSSON-PONTE.

● M. Giscard d'Estaing présidera le 29 janvier 1977 la cérémonie d'inauguration du nouveau Relais de l'Europe à Strasbourg.

### Contre point

(Suite de la première page.)

Enfin, si le problème de la résidence secondaire a fait grand bruit, c'est que le gouvernement l'avait mal analysé comme phénomène social de notre époque, lié à l'évolution rapide et généralisée du niveau de vie et à l'évolution du mode de vie, compte tenu des nuisances de la vie urbaine et de la civilisation industrielle.

On pourrait multiplier les exemples d'un projet fondé dans son principe, mais mal pensé et mal articulé.

La commission des finances, quant à elle, a, dans son examen et ses conclusions, obéi à trois principes :

— Traiter les biens selon leur nature, dès lors que les conditions d'acquisition, de gestion, de détention diffèrent selon qu'il s'agit de biens immobiliers ou mobiliers. La commission s'est donc arrêtée pour le court terme à un an pour les biens mobiliers, et deux ans pour les biens immobiliers, et pour le long terme à dix ans pour les biens mobiliers, vingt ans pour les immeubles et trente ans pour les terrains à bâtir. Ce faisant, elle a éliminé le délai de quarante ans, qui représente l'espace de deux générations.

— Retenir la notion du patrimoine familial pour traiter globalement le problème des plus-values touchant les résidences principales et les résidences secondaires. Elle a introduit, en conséquence, le principe de l'exonération totale du premier bien possédé et prévu des abattements à caractère familial pour la cession du premier bien immobilier imposable afin de ne pas pénaliser le patrimoine en formation.

— Enfin, mettre la fiscalité au service du développement économique et social, ce qui procède d'une attitude moderne et qui l'a conduite à traiter les actions d'une manière cohérente avec les objectifs économiques et sociaux. En partant de la notion de portefeuille global, la commission a proposé — et l'Assemblée nationale a retenu — l'institution d'un compte d'investissements à l'inté-

rieur duquel seraient exonérées les plus-values réinvesties, de manière à alimenter et accroître constamment le marché des capitaux, dont l'insuffisance dans notre pays freine l'expansion et l'emploi. Seules seraient imposées les plus-values correspondant à des sorties de fonds ou à des retraits de titres, et dans des conditions inspirées de la législation anglaise.

Sur la base de quinze amendements fondamentaux — la commission des finances en ayant examiné deux cent cinquante avant le débat et trois cent trente-neuf pendant le débat, — une concertation a été recherchée et soutenue avec le gouvernement. Avec un amendement de séance relatif aux conditions d'application de l'article 35 A sur la spéculation immobilière et propre à limiter désormais tout arbitraire de l'administration, cet ensemble a réorienté complètement le projet. Lui a donné un sens qui rapprochait des préoccupations du président de la République, et a constitué en tout cas la ligne de résistance à toutes autres exigences.

Il est vrai qu'en cours de discussion, à l'initiative de tel ou tel député, des amendements ont été retenus, notamment — et il domine tous les autres — celui abrogeant l'exonération des obligations en matière de plus-values. Cette mesure, pour importante qu'elle soit, avait finalement été écartée au cours des négociations des représentants de la majorité avec le gouvernement. Aussi bien, le gouvernement a-t-il demandé une deuxième délibération sur ce point et cinq autres plus secondaires. Ecrire à ce propos, comme on l'a vu, qu'il s'agissait « des principales modifications votées par l'Assemblée qui dénaturaient le texte gouvernemental » est absurde. Sans doute, d'une manière générale, d'aucuns, dans la presse, ont-ils présenté avec complaisance les résultats de cette seconde lecture comme une recrudescence de l'Assemblée nationale (1). On ne veut plus légitimement traverser la réalité. La vérité est bien dans les quinze amendements fondamentaux qui font du texte présenté au Sénat

un texte différent de celui du gouvernement. Il est donc faux de tenir les ultimes arguments pour un recul, car ils sont intervenus sur des mesures non concertées au préalable, et encore faut-il souligner que le retour à l'exonération des obligations n'a pas été total puisqu'elle comportera deux ou trois exceptions.

En fait, l'Assemblée nationale a accompli un travail long, laborieux, consciencieux sur un texte difficile et, à bien des égards, iréaliste dans sa première version. Les débats ont duré trois semaines ! Qu'aurait-on dit s'ils avaient été brefs en trois jours ? Périodiquement, on ouvre le procès du contrôle parlementaire, en partant d'idées toutes faites ou en fonction d'objectifs politiques plus ou moins avoués, pour tenter de revenir sur le fonctionnement des institutions de la V<sup>e</sup> République. Or, dans le cadre de ces institutions, peut-être n'a-t-on pas aperçu suffisamment ce qu'on apporte les débats de l'Assemblée nationale et, d'une manière générale, du Parlement, dans les lois de finances et lors du vote des budgets ou des textes proprement fiscaux, comme celui instituant la taxe foncière, qui avait aussi subi de profondes transformations, sans parler des lois qui ont marqué la dernière session, comme celles sur l'avortement ou le divorce.

Dans cette longue et difficile discussion, que l'U.D.R. ait été l'animatrice principale témoigne que le mouvement qu'elle représente au Parlement est en synphase avec l'opinion et qu'elle dispose de représentants compétents, actifs et pugnaces. Certes, l'intervention du premier ministre Jacques Chirac a été déterminante. Mais il reste que les plus intraitables, les plus complaisants ou les plus démagogues de la majorité ne se sont pas trouvés dans ses rangs.

Quant à l'opposition, que dire d'elle ? Sinon qu'elle a été souvent prise à contre-pied.

MAURICE PAPON.

(1) Cf. « Le Point », n° 197, du 28 juin 1976.

PSYCHIATRE

Coup de poisc

المنام النجل



# MÉDECINE

## LE PSYCHIATRE ET SON MALADE

### III. — Un rôle ambigu

par XAVIER WEEGER

Le psychiatre, qui s'intéresse avant tout au sort de ses malades, a un éventail thérapeutique extrêmement large à sa disposition. Il n'en a pas moins, qu'il le veuille ou non, que sa tâche le met au centre d'un faisceau de problèmes non seulement médicaux, mais aussi sociaux, voire philosophiques et politiques. (« Le Monde », 6 et 7 juillet.)

La psychiatrie ne fait pas toujours bon ménage avec l'opinion publique, qui arrive à considérer le psychiatre, soit comme un « fléau », dont on se demande, non sans ironie, si ses malades n'ont pas été tués sur lui, soit un dangereux personnage capable d'élitisme ou le premier venu, et de l'envoyer à jamais dans quelque cul-de-basse-fosse.

Les psychiatres eux-mêmes ne peuvent éviter de ressentir un certain malaise. Et ils n'ont pas de mots trop durs pour condamner ces mass media qui, le même jour, accusent avec violence tel praticien d'avoir laissé en liberté un « fou criminel » et tel autre de s'être rendu coupable d'interne arbitraire.

La est toute la contradiction du rôle du psychiatre. D'un côté, on lui demande de protéger la société de malades qui pourraient être dangereux. Après tout, les hôpitaux psychiatriques ont été construits pour cela, et ce n'est pas un hasard si la plupart ont été installés, au cours du siècle dernier, à l'extérieur des villes, en des lieux qui peuvent paraître merveilleux de calme et de verdure au citadin assailli d'air pur, mais dont l'architecture rappelle encore trop la vocation initiale.

C'est au psychiatre qu'on en arrive à confier tout un monde de marginaux, de tordomanes, d'alcotournes, dont la réalité de la pathologie mentale peut, c'est le moins qu'on puisse dire, être sujette à caution. C'est chez lui aussi qu'aboutit, le plus souvent, cette frange d'exclus qui sont certains délinquants, ou certains vieillards isolés dont l'esprit chancelle. Le rôle du psychiatre glisse alors insensiblement de celui de « protecteur de la société » à celui de « garde-malades », auquel on donne la charge de ceux dont la société ne veut plus.

D'un autre côté, on demande au psychiatre, dans le respect de l'individu et notamment de sa liberté, de jouer son rôle de médecin, capable, d'un coup de baguette magique, de redonner la stabilité et le goût de vivre à un malade. Et l'on est alors souvent déçu par l'imprécision du diagnostic et du traitement, le tâtonnement apparent de la méthode thérapeutique choisie, la lenteur nécessaire pour obtenir un résultat, sa précarité, etc. Quant on se s'indigne pas de l'incapacité de la science à guérir ses déséquilibrés, ces psychotiques, rejetés du monde judiciaire pour « irresponsabilité », et que la psychiatrie, qui a posé, auprès du tribunal, ce diagnostic, ne peut, après quelques temps, que laisser repartir, conscient des dangers qu'ils continuent de représenter.

Cette ambiguïté de la fonction psychiatrique se retrouve dans celle liée au terme, souvent employé, de « demande », recouvrant des conceptions vivement critiquées par les antipsychiatres. Il peut s'agir, bien sûr, de la demande explicite d'un patient, venant consulter un psychiatre parce qu'il se sent déprimé, qu'il a du mal à supporter son exis-

tence. A l'opposé, ce peut être la demande, autoritaire celle-là, qu'exprime le « placement d'office », décidé après avis médical, par l'autorité préfectorale, et faisant obligation au psychiatre du secteur public d'accepter, et de garder, une personne jugée dangereuse. C'est encore la demande de médecins des hôpitaux généraux, face à un problème dont ils estiment ne pas pouvoir juger toutes les facettes — par exemple une tentative de suicide ou d'infirmité par le comportement d'une personne refusant violemment les soins qui s'imposent de toute évidence.

Un exemple illustrera la complexité de cette « demande » : il s'agit d'une femme vivant seule, qui, petit à petit, en est venue à provoquer des « troubles de jouissance » dans l'immeuble collectif où elle habitait. « La chose est parvenue aux oreilles du commissaire de police, qui a pris contact avec moi, explique le psychiatre de secteur. Avec le commissaire, qu'elle connaissait, je suis allé chez elle. Elle souffrait de dépression, et était victime d'hallucinations. Comme elle nous avait déjà vus, nous avons réussi à établir une relation de confiance, et à la convaincre de se faire hospitaliser. Elle est donc sortie « sous notre protection », et est venue dans nos services, où elle n'est restée que quelques semaines. Aujourd'hui, elle a repris chez elle une vie autonome. Elle est visitée de temps en temps par un infirmier, et continue maintenant de reprendre son travail. C'est vrai qu'il n'y avait pas de demande explicite de sa part. Mais elle est venue d'elle-même à l'hôpital, et aussitôt qu'il s'est agi de la faire repartir. Notre équipe a simplement établi avec cette personne un mode de relations qui a répondu à quelque chose. »

Parfois même, en l'absence de toute demande, le psychiatre peut agir contre la volonté du malade, peut-on s'abstenir, quand on sait que si on ne fait rien, on risque très rapidement une issue fatale (suicide) que le malade, explicitement, appelle de ses vœux, alors que cette évolution peut-être rapidement stoppée par un traitement approprié. Le sujet sera, en général, le premier, dès son rétablissement, à l'estimer justifié. Ce raisonnement, qui est celui de nombreux praticiens, est bien sûr vivement combattu par beaucoup, au nom de la liberté individuelle, induisant le droit au suicide. Le témoignage de certains de ces « ressuscités » appelle cependant à la réflexion, surtout quand le sujet n'est pas seul en cause.

« Il est certain que nous avons une idée de contrôle social », mais nous l'acceptons, explique le docteur Tenenbaum. « Nous avons un pouvoir énorme, que nous pouvons exercer sans que personne ne s'en rende compte. Il y a là un pouvoir discrétionnaire, qui peut être une chose extrêmement dangereuse et entraîner même un certain verrouillage du pouvoir. Nous savons que nous sommes en pleine contradiction. Mais si nous estimons nécessaire de prendre des mesures de contrainte, notamment dans le cas de patients soumis au régime de placement d'office, nous essayons de l'expliquer à l'intérieur de façon très précise. »

Cette attitude, qui sous-tend le soul de « responsabilité » du patient, compris comme une partie de la thérapeutique, est en fait celle de nombreuses équipes de secteur. Il n'est pas rare que l'on vous confie qu'en fait les services qui devraient fermer les services abritant des internés sont depuis bien longtemps symboliques, grâce aux relations contractuelles établies entre eux-ci et l'équipe soignante. La plupart des psychiatres jugent fort délicate

la loi de 1838, qui a créé le placement d'office : quand on leur adresse un interné, ils font tout pour lever la mesure administrative qui le frappe dans un délai de quelques jours, ne serait-ce que pour pouvoir établir une relation thérapeutique correcte. Il n'en reste pas moins que, même appliquée de la manière la plus libérale possible, la politique de secteur n'en soulève pas moins des critiques, du fait même de sa position charnière au lieu de convergence de la demande individuelle et des souhaits de la société. Les liens étroits que certaines équipes de secteur nouent avec les collectivités locales, l'administration, les autres institutions du lieu, dans le souci de mieux assurer leur rôle de service public, sont employés par certains comme autant d'arguments pour dénoncer le « quadrillage policier » mis en place. Même certains psychiatres aussi modérés que le docteur Brisset ne peuvent s'empêcher d'exprimer une certaine méfiance pour ce que celui-ci appelle « le mélange de souci thérapeutique et d'une certaine idée de ce qui est bon pour les gens ».

La « demande » fait celle de nombreuses équipes de secteur. Il n'est pas rare que l'on vous confie qu'en fait les services qui devraient fermer les services abritant des internés sont depuis bien longtemps symboliques, grâce aux relations contractuelles établies entre eux-ci et l'équipe soignante. La plupart des psychiatres jugent fort délicate

En fait, il semble bien que peu de psychiatres de secteur se laissent entraîner dans le piège de ce qu'il est maintenant convenu d'appeler, d'un mot évocateur, la « fidélité ». Bien plus, la plupart des équipes de secteur public ont aujourd'hui les premières à contester le rôle que la société serait prête à leur faire jouer, et sont tous à fait conscientes de pouvoir, là où elles sont, témoigner d'une certaine réalité de la maladie mentale. N'est-il pas frappant de constater l'importance proportionnelle, parmi la population des hôpitaux psychiatriques, des personnes issues des catégories sociales les plus défavorisées ?

« Notre travail peut être considéré comme du travail social aux deux tiers, même aux trois-quarts, affirme le docteur Genès, psychiatre de secteur des Hauts-de-Seine. L'utilisation des médicaments dans la dépression permet d'en faire un problème médical, alors qu'il s'agit le plus souvent d'un problème existentiel. Les difficultés familiales, professionnelles, le problème de la condition féminine ont une importance extrême. Mais il y a des tas de difficultés sur lesquelles nous ne pouvons rien. Les solutions ne nous appartiennent pas, c'est toute l'organisation de la vie sociale qu'il faut revoir, ce sont des problèmes d'ordre politique. »

Le psychiatre est-il essentiellement l'artisan de certaines thérapeutiques, un agent de contrôle, un dénonciateur des contradictions sociales ? A vrai dire, le psychiatre est un monde extrêmement varié, à l'image de la vie. Il est certain que, tout comme la médecine, à laquelle certains se réfèrent, elle tend à élargir son champ d'activité — sa domination, disoit certains — dans un domaine où nous sommes tous vulnérables, celui de la santé mentale. Comme celle-ci, elle n'échappe pas non plus à certaines ambitions et à certains intérêts. Il resterait ici à dénoncer de prétendues maisons de santé, des hôpitaux psychiatriques, où le conservatisme, l'immobilisme, n'ont pas laissé s'accomplir la véritable révolution thérapeutique faite ailleurs, où des équipes dynamiques ont, au grand désespoir des administrateurs, vidé les lits de leurs occupants.

Un champ ouvert

Comme d'autres grands bastions de notre société, par exemple l'éducation ou la justice, la psychiatrie est un champ ouvert où se retrouvent toutes les ambiguïtés, toutes les incohérences de la vie sociale, et où s'affrontent librement les courants d'idées les plus divers.

On peut sans doute souhaiter, avec d'autres, la disparition ou l'éclatement des structures de la psychiatrie, la fin de la « domination psychiatrique ». Les psychiatres rappellent simplement, comme le fait le docteur Guy Ballion, qui travaille dans un secteur de la banlieue parisienne : « Il y a des gens qui appellent à l'aide, qui souffrent. Qui d'autre les écoute ? Personne n'a envie de prendre un jour chez lui. C'est vrai, la folie est l'affaire des psychiatres : ils ont choisi d'y travailler. »

FIN

### L'action du ministère de la santé

#### Mme Veil réaffirme la priorité donnée à la prévention

C'est un véritable tour d'horizon des problèmes de son ministère que Mme Simone Veil, ministre de la Santé, a fait mardi 6 juin au cours d'une conférence de presse. Dressant un rapide bilan de son action passée, elle a réaffirmé la priorité qu'elle entend accorder à la prévention, indiquant dans quel sens trait son action dans les prochains mois. Les principaux thèmes abordés par Mme Veil furent :

● **La prévention et l'éducation sanitaire** : le ministre a rappelé son intention de lancer, à partir de la rentrée prochaine, une série de campagnes d'information. La première concernera le tabagisme, les suivantes seront destinées à attirer l'attention du public sur le bon usage de la médecine, l'hygiène alimentaire, la surveillance gynécologique de la femme, la prévention des affections bucco-dentaires, etc. La somme consacrée à cet effort atteindra 7 millions de francs en 1977, 15 millions en 1980.

Concrètement, plusieurs mesures sont envisagées, concernant en particulier :

— **L'examen prénatal**, qui, modifié, comprendra un séro-diagnostic systématique de la rubéole et de la toxoplasmose ; l'examen radiologique obligatoire devrait être supprimé ;

— **Les vaccinations** : le Conseil supérieur de l'hygiène publique vient d'être saisi du problème posé par le maintien ou la suppression de l'obligation de la vaccination antivaricelleuse ; le sérodiagnostic de la rubéole et de la toxoplasmose sera pris en charge par la Sécurité sociale, et on s'orientera vers une vaccination systématique contre la rubéole des filles de treize ans ; un renforcement des mesures de vaccination contre le tétanos est également prévu, notamment pour assurer la protection des femmes et des personnes âgées ;

— **Les risques d'irradiation** : plusieurs mesures sont en cours d'élaboration, visant en particulier à réduire considérablement l'usage de la radioscopie, et à supprimer, dans bien des cas, l'obligation de l'examen radiologique.

● **Les hôpitaux** : l'« humanisation » va être poursuivie, toutes les salles communes devant avoir disparu en 1981 ; le personnel sera invité à porter des badges nominatifs et à mieux se faire connaître des personnes hospitalisées ; parallèlement, le déficit actuel en infirmières sera comblé dès l'année prochaine, grâce à la campagne intensive de construction d'écoles (321 écoles existent aujourd'hui contre 256 en 1970) ; le concours de promotion professionnelle permettant aux aides-soignantes d'accéder à ces écoles a vu le succès, en septembre dernier, de 187 candidates sur 2 400. Plusieurs mesures sont en préparation concernant le personnel médical : un décret va très prochainement améliorer la protection sociale des médecins hospitaliers (congé maladie et retraite), de façon à l'aligner sur celle des fonctionnaires, et l'accès des chefs de clinique (aux postes de chefs de service des hôpitaux non universitaires sera facilité).

● **La publicité pharmaceutique** : un décret actuellement étudié par le Conseil d'Etat soumettra la publicité audiovisuelle à un visa préalable ; les envois postaux de documents publicitaires seront interdits ; les échantillons ne pourront plus être remis gratuitement aux praticiens que dans un délai de deux ans après la mise sur le marché du médicament ; l'objectivité de toute l'information thérapeutique adressée aux médecins sera strictement contrôlée.

● **La recherche médicale** : le budget de l'Institut national de la Santé et de la Recherche médicale (INSERM) atteindra le chiffre de 404 millions de francs en 1977, ce qui représente une augmentation de 22 %, par rapport à celui de 1976, alors que la croissance du budget général de la recherche ne sera que de 12 % ; les crédits nouveaux permettront le recrutement de soixante-trois chercheurs et de soixante-quinze ingénieurs et techniciens ; un effort sera entrepris pour attirer les internes et les chefs de clinique, afin de remédier à la « démotivation » de l'INSERM. La recherche épidémiologique et médico-sociale sera renforcée.

D'autre part, les Instituts Pasteur verront leur subvention augmentée de 7 millions de francs, et celle de l'Institut du radium sera majorée de 25 %.

Mme Veil a enfin annoncé qu'elle mettrait en place, jeudi 8 juillet, avec Mme Alice Samié-Seltz, secrétaire d'Etat aux universités, le Comité interministériel chargé des problèmes hospitalo-universitaires, créé par décret du 1<sup>er</sup> juin dernier et que préside le professeur Royer. Elle attend notamment de ce comité, a-t-elle indiqué, qu'il l'aide à trouver une solution permettant de remédier à la sous-médicalisation de certains services hospitaliers des C.H.U., par exemple, en permettant l'introduction dans ces établissements de médecins n'ayant plus obligatoirement la double titlle hospitalière et universitaire.

● **P.M.I.** — Des concours sur titres sont ouverts pour le recrutement de deux médecins à plein temps du service départemental de la protection maternelle et infantile de la Seine-Saint-Denis (bureau 204, 124, rue Carnot, 93007 Bobigny) et de trois médecins à temps plein du service départemental de protection maternelle et infantile du Doubs (place Chamars, section « services généraux » — administration générale — 25000 Besançon).

NOUVEAU

SONY

3090 F

Téléviseur couleur portable 33 cm  
comptant 650 F et 21 mois à 142,13 F

ILLEL HI-FI CENTER  
106, av. Félix-Faure  
Paris 15<sup>e</sup> - 828.09.20

LAFAYETTE ELECTRONIC  
220, rue Lafayette  
Paris 10<sup>e</sup> - 208.61.87

# Coup de balai sur les soldes, jusqu'au 10 juillet.

**Printemps**  
Haussmann/Nation/Parly 2/Vélizy 2 Créteil  
Entrepôt de l'île St-Denis





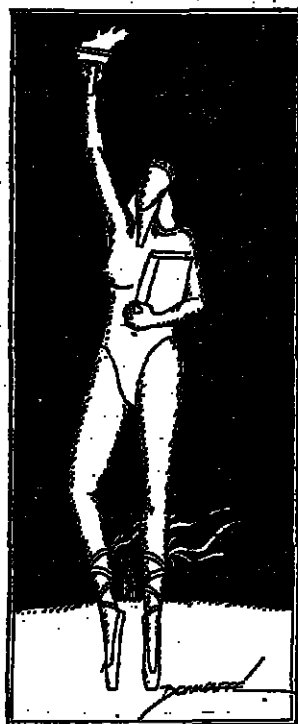
# Le Monde

## DES ARTS ET DES SPECTACLES

### A propos de Martha Graham

#### à La Rochelle

### L'ADOLESCENCE PERMANENTE DE LA DANSE AMÉRICAINE



LES Rencontres internationales d'art contemporain de La Rochelle, cette année sur le biennal des États-Unis, ne pouvaient ignorer la danse, qui a toujours été étroitement associée au mouvement artistique de ce pays. Elles ont invité la plus ancienne des compagnies américaines, pour laquelle Martha Graham a composé depuis 1926 plus de cent cinquante ballets, et le Pilobolus, un petit groupe original révisé récemment.

Le public de La Rochelle découvrait Martha Graham. Il a pu être étonné, car l'œuvre de la danseuse n'a pas permis la représentation de grands ballets comme *Cytherea* ou *Lucifer*. Ceux qui ont été représentés, *Appalachian Spring* notamment, semblaient rétrogrades, asphyxiés. Lorsque l'on pense à l'éblouissement ressenti l'an passé à Venise au théâtre de verdure de San-Giorgio, on regrette qu'il n'y ait pas eu de spectacle de danse n'ait pas été donné en plein air comme ce fut le cas pour le Théâtre de la Mama. Il aurait été passionnant de confronter par exemple la « Médée » de Graham avec le ruissellement qu'en proposa André Serban, face à la mer.

Dans l'école du théâtre, Martha Graham, toute nue, avec son visage tragique et marqué, est venue présenter une très belle démonstration-spectacle et exposer l'esprit d'un enseignement qui est aussi une philosophie de la danse, considérée non plus comme un divertissement mais comme une nécessité. A quatre-vingt-trois ans la vieille dame a repris son bâton de pèlerin pour faire connaître ce qui fut à l'origine de la danse contemporaine américaine.

#### Un endroit où l'on danse pieds nus

Jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale, l'Europe a vécu dans l'idée que l'Amérique, dépourvue de tradition chorégraphique, était pour ses danseurs un terrain vierge à conquérir ; prospection à sens unique transformée en une véritable émigration après la révolution russe. Il y avait bien les leçons Duncan, cette Américaine qui s'était égarée dans le sillage de l'édifice classique au nom du naturel, mais elle n'avait rien créé de solide.

« Quand je suis venue à Paris en 1950, raconte Karin Wagner, une élève de l'Allemande Mary Wigman, c'était le désert. Je courais comme une malheureuse et je demandais : « Est-ce que vous connaissez ? » un endroit où l'on danse pieds nus ? On me regardait comme une folle ; en dehors du classique et du mime, il n'y avait pas de

salut. » Cependant, à New-York, Martha Graham avait déjà composé une grande partie de ses ballets et mis au point une technique efficace reposant sur la découverte de tout ce que le corps peut exprimer d'émotion. Sa venue en France en 1950, puis en 1964, se fit dans l'indifférence générale. Dix ans après, un public curieux d'un langage chorégraphique plus adapté à notre époque découvrait les enfants et même les petits-enfants de Graham — car toute la danse moderne procède d'elle.

Martha Graham ne danse plus, mais elle crée toujours des ballets et anime la compagnie. Son pays honore en elle une pionnière. Tout évolue vite ; son enseignement aujourd'hui est considéré comme classique, et les jeunes danseuses américaines s'éloignent de France s'ennuyant de nous voir découvrir quelque chose qui fait déjà partie de leur patrimoine artistique.

#### A la conquête du mouvement

Martha Graham a entrepris, voici cinquante ans, une conquête du mouvement qui, en Amérique, ne s'est plus jamais arrêtée depuis. D'autres avant elle avaient cherché une solution du côté des danses de l'Orient. L'originalité de Graham est d'avoir compris que dans un pays neuf où s'élaborait un nouveau type d'existence il fallait découvrir un langage propre permettant d'exprimer la vie qui bouge. Il ne s'agissait pas, comme elle l'a encore répété à La Rochelle, de ramener trois cents ans de danse classique, mais d'en briser la convention et l'artifice pour retrouver la structure sous-jacente du geste. « Très tôt, dit-elle, j'ai décidé que je n'allais pas étudier en Europe... Je suis Américaine ; mes professeurs ont été des Américains. Je crois qu'il faut toujours se préoccuper de ses racines. Je descends des puritains qui sont venus en Amérique. Ils avaient le sens de l'espace, mais aussi certains aspects rigoristes contre lesquels j'ai toujours lutté. »

D'abord attachée à célébrer la vie des pionniers américains, Martha Graham a cherché à traiter les ressorts psychologiques des grands mythes de l'humanité. Sa danse libère une telle force d'énergie qu'elle est parvenue à en faire un véritable rituel du corps. Et l'on conçoit qu'elle ait dû longtemps batailler pour imposer à ses contemporains des œuvres d'une expressivité et d'une sensualité aussi exacerbées.

Martha Graham a exercé une véritable fascination sur ses danseurs. Pour affirmer leur personnalité, ils ont dû s'arracher d'elle. Ce fut le cas de Merce Cunningham.

En réaction contre des ballets qu'il trouvait trop littéraires, celui-ci s'est engagé, avec la complicité de John Cage et du peintre Rauschenberg, dans l'ouverture de la non-signification du geste, dans la recherche du mouvement pur et de ses rapports avec le temps. Alvin Nikolala, lui, s'est très vite passionné pour les ressources de l'audio-visuel et les recettes du pop-art. A la liberté dans la discipline prônée par Graham, il a préféré l'improvisation, qui permet aux danseurs de s'épanouir. Paul Taylor est resté plus proche d'elle, mais il a dédramatisé la danse et l'a colorée de gaieté et d'humour. Un humour dont savent faire preuve aussi les danseurs du Pilobolus, six anciens étudiants qui mènent dans le Vermont une expérience communautaire vouée à l'étude du mouvement collectif et à la recherche d'une forme cynétique de la danse.

Vue de France, cette nouvelle danse, qui abandonnait le chausson à pointe et recherchait le contact avec le sol, put prendre l'aspect d'une querelle des anciens et des modernes. C'était faire abstraction du pragmatisme américain. D'autres chorégraphes formés à la danse traditionnelle, comme Agnès de Mille, Anthony Tudor (d'origine anglaise) ou Jérôme Robbins — ont su intégrer les forces vives de la modernité dans le vocabulaire classique pour créer un ballet contemporain complètement neuf.

Aujourd'hui aux États-Unis, classique et moderne se mêlent indistinctement dans l'enseignement de la danse, relayée par d'autres ingrédients comme le jazz ou le folklor. Toutes les méthodes, toutes les techniques se fondent suivant les optiques et les tempéraments : on voit les jeunes danseuses noires du Dance Theater de Harlem adopter avec enthousiasme les pointes et la « barre » classique, tandis que Noureev crée *Lucifer*, de Martha Graham, et que Barishnikov, fraîchement émoulu du Kirov, vient à l'American Ballet Theater interpréter *Pastorale* de Balanchine, de la non-conformiste Twyla Tharp.

Grâce à des personnalités de l'envergure d'une Martha Graham, l'Amérique a pu prendre confiance en elle face à une danse européenne descendante et colonisatrice. On assiste même, dans les années 50, à une réaction nationaliste des États-Unis. Le mécène Lincoln Kirstein, qui, en 1934, avait débauché Balanchine à venir s'installer à New-York et lui avait laissé carte blanche pour organiser le ballet classique américain, constata sans surprise : « Balanchine a créé à partir du style académique russe un nouveau style américain, de

même que Petipa avait au dix-neuvième siècle forgé le style académique russe à partir de la danse française... Il ne s'agit pas de faire du chauvinisme en parlant de style national, mais il est évident que la complexité physique de nos danseurs et la destinée de notre peuple engendrent un répertoire très différent de celui de l'Europe. » Et Lincoln Kirstein de se réitérer, tout comme Martha Graham, aux anecdotes qui ont conquis les frontières géographiques du pays, au dynamisme et à l'effacement de l'Amérique qui supposent une sorte d'état d'adolescence permanent.

L'Europe d'après-guerre va découvrir peu à peu, avec retard, tous ces ballets. Depuis *Frontier* (Graham, 1935), *Fall River Legend* (A. de Mille, 1942), *La Cigale* (Robbins, 1951) jusqu'à récent *Sleepers* (Falco, 1973), *Trinity* (Arpino, 1974), *Deuce Cup* (T. Tharp, 1975), ils font tous référence à l'Amérique, ses coutumes, ses héros, ses mœurs, ses contradictions, ses personnages pittoresques ou ses marginaux.

La danse connaît actuellement aux États-Unis un développement que l'on peut difficilement imaginer ici : « Partout, raconte Peter, danseur chez Carolyn Carlson, on peut monter son travail dans les églises, les parcs, les écoles, les garages. Chaque État a sa manière propre de danser. On peut avoir facilement des bourees pour travailler. La danse est une discipline à part entière enseignée dans les universités. Chez nous, le danseur n'est pas un être à part, coupé de la réalité quotidienne, mais un étudiant comme les autres ; il peut être comptable ou plongeur de restaurant pour gagner sa vie. »

C'est peut-être cette intégration du danseur au monde universitaire qui explique la part importante prise par cette discipline dans les expériences et les recherches d'avant-garde. La danse est envahie par le théâtre, mais elle envahit le théâtre. Elle n'est pas révolutionnaire — les plus audacieux refusent ce qualificatif — ni même contestataire, mais elle se révèle subversive dans sa manière de remettre en question les formes et les valeurs du spectacle traditionnel. A travers les déambulations d'une Meredith Monk, les girations obstinées d'Andy de Groat, les accumulations gestuelles de Thelma Brown ou même les rêves éveillés d'une Carolyn Carlson, s'ébauche la recherche d'une mémoire du mouvement, d'une danse d'avant la danse ouverte sur tous les renouveau.

MARCELLE MICHEL.

## Le paysage au XIX<sup>e</sup> siècle

# QUAND LA PEINTURE FRANÇAISE FAIT L'ÉCOLE BUISSONNIÈRE

GENRE de nouveau relégué à un rang secondaire par les amateurs actuels et par ceux qui orientent leurs goûts — avec d'éclatantes exceptions, il est vrai ; et puis on oublie qu'une plaine, un arbre, une rivière peuvent être peints à des représentations mentales dont les exemples ne manquent pas, — le paysage français a connu au dix-neuvième siècle une fortune exceptionnelle. On fait moins allusion ici à la révolution impressionniste qu'aux mouvements qui l'ont précédée et en quelque sorte préparée, en campant la peinture en plein air ; qu'à l'œuvre de grands maîtres de la grande école, dont les œuvres ont été, en tant que moments de grâce, qui ont traité le paysage non plus en décor mais en sujet autonome, on pourrait dire en personnage central.

Pourquoi cette prolifération ? Et pourquoi la préférence donnée à ce genre ? Il faut y chercher des causes qui dépassent l'esthétique, sociales et économiques qui se croisent, indissociables quand on y veut un peu plus clair.

Le foisonnement des paysagistes, où toutes les tendances se succèdent, se combattent, se bousculent, fut tel qu'il fallait bien tenter de mettre de l'ordre là-dedans. Plusieurs historiens d'art s'y sont attelés, certains avec bonheur. On pense par exemple à l'école de Barbizon de Jean Bourret, d'une pénétrante sensibilité, et richement illustrée. Plus ambitieux, Pierre Miquel a tenté une classification exhaustive, un peu à la façon des naturalistes des règnes animal et végétal. Cette comparaison n'a rien d'arbitraire et le mot de naturalisme lui-même, revendiqué soit par l'auteur, soit par des groupes d'artistes, va revenir fort souvent : il est des analogies qui sont flagrantes. *Le Paysage français au dix-neuvième siècle* est un travail de longue haleine dont il serait injuste de méconnaître la constance et le sérieux, une véritable somme aussi systématique que possible qui comporte déjà (il y en aura d'autres en préparation) trois énormes volumes. Au total, près de mille pages in-quarto.

La tentative de classement proprement dite de l'école de la nature, c'est le sous-titre de l'ouvrage, élargi de longs et pertinents développements, fait l'objet du premier tome. Avec le rappel de ses tenants (surtout étrangers) et l'inventaire de ses aboutissants (en France),

elle s'inscrit dans un panorama de l'évolution du paysage pictural entre 1824 et 1874. On trouvera ce découpage en ramifications multiples quelque peu touffu, paradoxalement peut-être par suite de l'absence même du désir de clarté. Une méthode rigide ne convient pas toujours à une activité où la sensation prédomine. Mais le principe semble bon de cette méthode qui se fonde, l'auteur le revendique d'emblée, sur la loi de la rétroaction, empruntée à la cybernétique, et qu'il formule comme théorie des équilibres oscillants : tout courant parvenant à son point extrême d'intensité provoque un courant inverse, qui à son tour... Cependant d'autres éléments, d'autres forces entrent en jeu et viennent compliquer le problème, à commencer par le tempérament propre de l'artiste. Du moins ne sont-ils pas éliminés dans une règle de conduite qui souffre maintes exceptions : les écoles, les préférences, Georges Michel (1853-1929) par exemple, tardivement redécouvert, qui fut braver l'opinion, et dont l'horizon pictural s'est le plus souvent limité aux environs de Paris. Georges Michel « poète et visionnaire », créateur d'un « art tout à fait préromantique par son expression » (Jean Bourret).

#### Romantiques ou classiques ?

Georges Michel se tenait en marge des asservissements officiels. Il était despotique. Contre la tyrannie néo-classique, qui a sévi près de cinquante ans et s'est montrée coriace jusqu'au bout, s'insurge le romantisme. Sa doctrine réside essentiellement « dans la manière de sentir », comme le définira Baudelaire, auquel tout historien d'art est contraint de se référer lorsqu'il s'agit d'explorer en profondeur les mouvements de l'âme. Oui, c'est bien d'âme qu'il s'agit lorsqu'on n'est plus répéter que « le paysage est un état d'âme », tant ce lien commun a été gâché, mais rarement exprimé ne fut plus heureux.

Il y a eu rupture certes. Elle ne fut pas totale pour tout le monde. Entre les deux camps, entre les deux rives opposées, s'insère la « génération sacrifiée » des « réformistes ». (Quel séduisant parallèle sémantique en perspective entre le vocabulaire de l'art et

celui de la politique ! Avis aux amateurs des vastes synthèses.) Sacrifiée ? L'oisiveté qui s'est refermée sur elle en est la preuve. Seul, Camille Corot surmène, qui, plus loin dans les « aperiures » de Pierre Miquel, plus tard dans le siècle, trouvera parmi les « conciliateurs ». L'important est que Corot, qui s'est tenu à l'écart des polémiques et des groupes et qui ouvrit la voie à l'école de Barbizon, demeure parmi les tout-grands.

Classiques si on veut. Pourtant, Pierre Miquel ne décide-t-il pas chez les romantiques un retour au véritable classicisme ? Laissons là les arguties terminologiques, encore que cette mise au point nous avertisse. Les authentiques héritiers de Poussin, de l'esprit de Poussin, ne sont pas ceux qui s'en réclament.

Nous voici donc aux prises avec un romantisme lui-même subdivisé — toujours la chronologie — en trois périodes : celle où, avec Huet et Decamps comme chefs de file, il a violemment engagé l'offensive ; celle du triomphe du Salon de 1831 ; et la dernière où les directions divergent, où les troupes se séparent, où la confusion s'installe un peu partout (mais quelle confusion féconde !), où le courant réaliste commence à prévaloir. L'inévitable chute de tension succède à l'effervescence.

On suivra l'auteur lorsqu'il s'engage dans ce qu'il appelle la période *idéale* — 1830-1842 —, indicée dans les orientations, sans qu'une telle épithète ne saurait caractériser ni Victor Dupré et ses recherches d'effets lumineux, ni Théodore Rousseau « splendeur du vrai », ni Corot en infatigable progrès. On le suivra encore dans la période *naturaliste* (1843-1874), avec une distinction entre le naturalisme synthétique (Corot, Millet) et le naturalisme analytique (Daubigny, Troyon, Harpignies). Pour trancher sans doute de clarifier les choses, l'ordre chronologique ne suffit pas, pour démentir l'échec des tendances, des sous-tendances, des antitendances comme l'académisme prospère de Gérôme et de ses épigones, un autre système de classement est proposé. Il regroupe les artistes dans les lieux qu'ils ont fréquentés, auxquels ils ont demandé leurs lumières, dont ils ont éternisé les sites — Marlotte, L'Isle-Adam, forêts de Compiègne et de Fon-

tainbleau... — ou dans leurs « écoles » provinciales de Lyon, de Bordeaux ou du Midi.

Quelle immense somme d'efforts pour situer les paysagistes français non seulement les uns par rapport aux autres mais dans leur siècle ! On doit les voir en face des acquéreurs de leurs tableaux. « C'est parce qu'une clientèle achète que l'artiste produit. » « Cette clientèle, ce fut d'abord ce qu'on a appelé la « nouvelle bourgeoisie », classe, dit P. Miquel, qui a succédé à la richesse et au pouvoir économique, et qui a gardé de cette ascension trop rapide une absence générale de culture profonde, parfois même une absence totale de goût. (...) Trop prise par l'action, elle s'intéresse surtout à ce qu'elle voit ou souhaite voir. » En ce qui concerne la nature, les albums immédiats de Paris sont — alors — la vraie campagne. Soulignant un passage le rôle joué par les peintres paysagistes, intermédiaires entre la gravure et le tableau dans la décoration d'un intérieur, il insiste d'autre part sur l'enrichissement graduel, à mesure qu'on s'acheminait vers le Second Empire, de la classe moyenne, sur l'élargissement des appartements propices à de coûteux accrochages, sur le manque d'espaces verts de la capitale ; la peinture en fournira l'illusion.

#### Vingt-sept monographies

Les deux tomes suivants comportent les monographies de vingt-sept peintres. Les uns illustrent — Corot, Barye, Paul Flandrin, Théodore Rousseau, Millet, Harpignies, — d'autres notables — Huet, Brascassat, Dias de la Felle, Troyon, Dupré, Ravier, Chintreuil, Daubigny, — enfin pas mal de méconnus — Théodore Caruelle d'Aligny, Thuillier, Charles de la Béra, Cabat, etc. Voilà, pensons-nous, un des côtés les plus sympathiques de cet ouvrage que ce souci de réhabiliter des peintres victimes d'un injuste oubli.

On pourra demander la raison du choix délibéré de vingt-sept noms et des rejets dont l'auteur se justifie. Il s'explique même, et avec quelque regret, de n'avoir notamment pas retenu Delacroix, parce qu'il dépasse l'appellation de paysagiste.

Vingt-sept noms : on s'en contentera provisoirement. Tant pis pour Oals ou pour Giron. On se contentera des résultats d'une énorme compilation où les documents d'ordre biographique (l'auteur a notamment dépouillé de nombreuses correspondances souvent inédites) et les documents d'ordre historique (entre autres des extraits de presse de l'époque, d'appréciations des contemporains) sont ordonnés d'après un plan strictement chronologique — de même que la succession des artistes classés d'après leur date de naissance. Chaque monographie a son tour est distribuée sans vaine littérature, sans intervention personnelle, ce qui ne signifie pas sans options subjectives, année par année. Cette présentation facilite apparemment la lecture d'une masse considérable de renseignements. Méthode analytique plutôt que synthétique. Une double démarche eût été difficilement concevable.

Elle pêche quelquefois par excès de minutie, comme on l'a dit plus haut, voire par excès de clarté. Un seul exemple : parmi les tableaux comparatifs qui « parachèvent les renseignements » et qui présentent un intérêt certain, nous avouons avoir du mal à comprendre celui de la page 21 (tome premier) citant les artistes par rapport à leurs étiquettes. Quel qu'il en soit, le monumental ouvrage de Pierre Miquel, dont les illustrations en couleurs sont d'une rare qualité, sera utilement lu et consulté par le grand public comme par les spécialistes. Trop de références s'y trouvent pour être négligeables.

JEAN-MARIE DUNOYER.

+ Trois volumes in-quarto, reliés en pleine toile. Éditions de la Martinière, 22, rue du Lycée, 92330 Sceaux. 1.680 F.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles :  
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »  
704-70-20 (lignes groupées) et 727-42-34  
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)





DES SPECTACLES

« Einstein on the beach » avant Avignon

MM. WILSON ET GLASS RÉPÉTAIENT

L'Ancien, une rue déserte, mal éclairée. Les gros sacs-poubelles en plastique noir rappellent que nous sommes à New-York. Exactement dans le sud-est du Village, à Soho. Une lampe lumineuse rase le trottoir, venant d'une porte. La porte n'est pas verrouillée. On peut la faire glisser sans que personne s'inquiète. Dans un grand atelier rectangulaire, des fenêtres blanches dansent au rythme des questions. Einstein on the beach est créé à Avignon, joué ensuite à Paris, à Londres, en Europe avant d'être présenté à New-York ; les décors sont construits à Milan, mais le spectacle est pensé, conçu dans cet ensemble de « l'après » où la troupe de Bob Wilson s'entraîne chaque jour. Des grandes pièces claires, aux murs lisses, d'une sérénité conventionnelle malgré les piétements d'affaires.

Quand on pénètre là, quand on voit ces Américains un peu mystérieux s'adonner sans hâter, avec la même intensité, avec le même soin scrupuleux, aux activités les plus diverses, au repassage à la main, au nettoyage des chaussures, au rangement des vêtements, au spectacle de Bob Wilson, l'écritisme s'en détache. Ils ne sont plus seulement la représentation d'une poésie visionnaire dans laquelle on devrait se laisser couler, ils deviennent l'expression d'une sorte de philosophie.

Bob Wilson n'explique pas son travail. Il dit brutalement qu'il ne s'intéresse pas au personnage historique Einstein, pas plus qu'il ne l'a fait pour Freud dans le regard du sourd ou pour la reine Victoria dans la Lettre... Il les voit comme des figures de la mythologie, elles appartiennent à sa vie, à

sa culture, à sa mémoire — et aux autres. Le hasard lui fait connaître une lettre écrite à la reine Victoria, une photo d'Einstein sur une plage. Le dessin des mots, des visages, déclenche un voyage immobile à travers ses rêves, ses souvenirs, ses préoccupations présentes. Une imagerie qu'il s'agit de rendre cohérente, de matérialiser. Il laisse entendre pourtant qu'il aborde cette fois la relation de l'homme à la science, à la transcendance mystique. Mais, surtout, il détaille les composantes du spectacle : le texte est fait en majeure partie de chiffres, de notes de solfège, plusieurs comédiens jouent Einstein. Les principaux thèmes visuels sont au nombre de trois : un train ; une cour de justice (c'est le procès de la science) ; un vaisseau spatial vu de l'extérieur et de l'intérieur. Trois thèmes qui viennent perturber — casser — divers éléments d'un lit, un autobus, un immeuble.

Bob Wilson montre des dessins, des photos sur des diapositives, et les commente. Quels que soient les détours angoissés de son itinéraire intérieur, il se cantonne à une description minutieuse du matériel et de son fonctionnement, comme s'il montrait les règles d'un jeu de puzzle. Non qu'il remette son inspiration créatrice, mais sous le bois, sans les toiles des décors, comment s'exprimerait-elle ? Il porte sans cesse honte ni provocation du gris des choses : l'argent n'est pas un mal nécessaire, il est nécessaire ; le show est un business. Consacrer sa vie à explorer le monde subconscient (et non le subconscient du monde) ne dispense pas d'être soumis aux lois de l'offre et de la demande et de connaître en dollars le prix de sa liberté d'agir.

Voilà, écouter

devant un public perché à tous les publics de toutes les avant-gardes : « groupées » de l'âge, mêmes actuels et éternels.

Sur la scène, sans la magie des éclairages, un écran sur lequel sont projetés des chiffres et des équations, tableau d'une étrange écriture qui semble prendre les mesures d'une partition musicale. Un homme en pyjama gris lit. Un autre, Einstein, joue du violon. Des comédiens sont assis sur des hauteurs tabourets, devant des micros. Ils chantent des chiffres, toujours les mêmes, et la musique les transporte dans un flot sonore, comme des bruits d'elles cahotant sur un fleuve furieux. Elle vibre, fait vibrer la peau, les muscles, les nerfs, insistant, d'abord monotone, et puis, avec le plein, les mains, les nerfs, les nerfs, on entend « les modulations savantes qui donnent leur rythme à la respiration ».

Bob Wilson s'inquiète parce qu'il dit que c'est une musique à écouter les yeux fermés. Mais à Avignon, il y aura, pour écouter les yeux ouverts, sa fantasmagorie d'images, comme une boîte de jouets féériques venant à la vie par une nuit floues.

COLETTE GODARD.  
\* Avignon. Théâtre municipal, du 25 au 30 juillet.

Grenade et le centenaire de Manuel de Falla

Soupirs dans les jardins d'Espagne

C'EST à Passy, paradoxalement, que Manuel de Falla composa *Nuits dans les jardins d'Espagne* : Roland-Manuel célèbre justement la vertu de l'absence qui vous « arrache à des beautés naguère trop proches du cœur et des yeux pour fournir immédiatement à l'air la matière de son ouvrage ; le seul en accuse le relief comme l'absence en spiritualise le désir ».

De la même manière, Grenade n'est peut-être pas le lieu idéal pour écouter la *Nuit dans les jardins de Grenade*, alors que la réalité est si proche, si pleine et si parfaite que toute transposition artistique en paraît évidemment « schématisée », d'un autre ordre tout au moins. Et lorsque la *Vie brève* consacre tout un tableau à l'évocation de Grenade — depuis les Sacraments (de d'Alejo Falla ne connaissait alors qu'une gravure ou carte postale), comment pourrait-elle lutter avec la vision même qui emplit nos yeux ? Comme le disait Debussy, « il vaut mieux voir se lever le soleil que d'écouter la Symphonie pastorale », ce Debussy qui toutefois fut le premier à nous faire rêver de Grenade.

Après la sécheresse de Paris, Grenade est pourtant bien le paradis promis par Debussy et Falla. La pluie récente étale ses flaqueuses entre les prés verdoyants de la Vega, dans l'air léger souffle la brise fraîche de la sierra Nevada, et la colline rouge de l'Alhambra ruisselle d'eaux murmurantes ou torrentueuses ; là-haut dans les jardins de Generalife, les lauriers, les roses, les myrtes, les cyprès font avec les jets d'eau et les fontaines un entrelacs indissoluble de sons et de parfums, en ces labyrinthes sculptés de désir et de bonheur. La musique flotte dans l'air en d'incompréhensibles correspondances et si riches qu'elle-même parfois semble s'effacer.

Comme une œuvre typique

Le vingt-cinquième Festival de Grenade ne pouvait manquer cependant de célébrer le centenaire de Manuel de Falla, qui vécut ici, de 1920 à 1939, tout en haut de la ville, tout près du Campo de los Miradores de Saint-Jean-de-la-Croix et du Generalife, dans le petit « carmen » de l'Ave Maria, transformé depuis en musée (le Musée du 6 juillet 1976), où il écrit ses œuvres les plus castillanes (le *Retable de Maître Pierre* et le *Concerto pour clavecin*) et se perdit sur les terres chimériques de l'*Atlantide*, qui devait finalement s'engloutir avec lui dans les montagnes argentières.

Mais l'année sans doute n'était pas favorable. Les difficultés économiques, l'inflation, peut-être, un certain manque d'imagination et de rigueur, certainement, ont rendu assez fades ces festivités Falla, auxquelles n'était présent aucun grand chef ou soliste international (mis à part Rafael Puyana), tandis que le reste du Festival ne se distinguait guère que par la présence de Celibidache et des Musici, ainsi que de l'organiste français Jean Boyer, les trois séances de ballets classiques étant confiées au Ballet de Wallonia, reheussé, il est vrai, par Christiane Viassé, Attilio Labis et Cyril Atanasoff.

Que la fièvre espagnole ait voulu garder à ce centenaire le caractère d'une affaire nationale était compréhensible (encore qu'on n'ait pu s'attacher ni Segovia, ni Montserrat Caballé, ni Victoria de Los Angeles, ni Frida de Burgos), à condition de donner une image ressemblante

de celui qui fut le maître même de la rigueur, de l'intensité et de la perfection. Plus que d'autres peut-être, l'œuvre de Falla souffre du négligé et de l'approximation, car cette musique est une conquête perpétuelle au-delà de la tradition et du folklore qu'elle sublime, une perfection concentrée qui étale comme la fleur et la fruit libérant les énergies longuement concentrées dans la sève, et qui est inséparablement rythme, mélodie, timbre, harmonie.

Les exécutions trop souvent banales entendues à Grenade ramènent ces œuvres au rang d'une « musique typique », sans « mauvaise intention », certes, de la part de chefs et d'orchestres honnêtement connus, mais par le simple jeu du laisser-aller, du manque de répétitions, de la routine — des maux que nous avons trop longtemps connus à Paris (et qui menacent toujours) pour nous en étonner outre-Pyrénées.

A cela s'ajoutent les conditions acoustiques déplorables du théâtre de verdure du Generalife malgré cet admirable décor de cyprès immenses. De l'orchestre dans la fosse ne monte, à l'état naturel, qu'une rumeur sourde et grave dominée par les violoncelles et contrebasses ; on a donc disposé un peu partout des micros qui donnent une voix métallique, distordue, et transposent sur la scène des flûtes, des hautbois, des violons (et même les voix de l'*Amour sorcier* et du *Tricorne*) caricaturaux, désarticulés de telle manière les partitions que l'on hésite à incriminer les interprètes, sans compter que les jeux de talon des danseurs retentissent sur le plancher comme des coups de mousquet. Le Festival de Grenade se doit pour sa réputation de sauver l'acoustique de ce théâtre enchanté.

Faut-il encore signaler que la présentation scénique n'était guère meilleure que l'acoustique, et particulièrement insistante dans la *Vie brève*, où la seule Enriqueta Tarres offrait une image musicale assez belle de Salud, encore que sa robustesse rendit assez stupéfiante sa brutale mort d'amour. Le Ballet d'Espagne de Mariemma donnait du moins plus d'authenticité à l'*Amour sorcier* et de charme au *Tricorne*, encore que ces chorégraphies assez anecdotiques paraissent un peu un peu par le temps. Le *Tricorne*, ce fut, ne l'oublions pas, Massine, Picasso et Ansermet, voilà qui laisse à penser ce que pourrait être un digne hommage à Falla.

Au milieu de ces manifestations un peu décevantes (mais nous n'avons entendu ni le *Retable ni le Concerto pour clavecin*), une curiosité retenait l'attention : la « création mondiale » de *Fuego fatuo* (Fou follet), un opéra-comique en trois actes sur les amours de Chopin et George Sand, auquel Falla travailla avec acharnement pendant l'été 1919, « dix heures par jour, tous volets fermés » (S. Demarquez) ! Curieuse idée, curieuse idée, car Falla avait fondé toute sa musique sur des pièces de Chopin ; le compositeur espagnol, si intensément original, a toujours eu besoin d'appuyer son étude et son progrès sur la création, les œuvres de ses aînés comme une terre nourricière (il voulut aussi écrire une *Mort de Carmen*, refaire un nouveau *Barber de Séville*, et sa belle *Balade de Majorque* de 1933 est une adaptation d'un poème de Verdaguer sur le début de la *Deuxième Balade* de Chopin).

Là encore, déception : le chef de Barcelone Antoni Ros-Marba a tiré de *Fuego fatuo* une « suite d'orchestre », à l'exclusion des voix qui en faisaient l'intérêt, et nous a ainsi présenté



De Falla, par Picasso.

une écoutante salade de valses, mazurkas, ballades, tarantelles, berceuses, qui ne peut en rien être mise au débit de Falla, lequel avait refusé l'exécution de l'œuvre, même sous sa forme authentique.

Quel beau « Musique dans la rue »

On notera pour mémoire les deux partitions qui ont remporté le premier et second prix du concours de composition Falla : la *Première Symphonie* avec chœurs de Claudio Prieto (Espagne), œuvre assez brutale aux gros effets prévus, d'un modernisme passe-partout en béton armé, et les *Quatre Chansons sur des poèmes de Kenneth Patchen* de l'Américain W.G. Baker (1948), d'un post-sérialisme assez sage, mais qui décorait avec beaucoup de subtilité et un certain magnétisme la déclaration très expressive des mots ; elles furent admirablement interprétées par Ana Higuera et l'Orchestre de la R.T.V. espagnole, dirigé par Enrique Garcia Ascenso.

Après cette année un peu grise, comme le ciel souvent couvert de gros nuages, il faut souhaiter que les Grenadins reprennent fermement en main leur Festival qui a laissé de si beaux souvenirs : Segovia dans la cour des Lions, Los Angeles ou l'*Enlèvement au sérail* dans la cour des Myrtes, c'était hier. Et l'on rêve au prodigieux « Musique dans la rue » qu'on pourrait imaginer avec les grands polyphonistes espagnols à la chapelle royale, Falla chez lui, Debussy à la Puerta del Vino, Carmen au palais de Charles-Quint (avec son patio en forme de... plaza de toros), Albéniz et le *Vie brève* à l'Alhambra, et tant de musiques arabes, gitanes et andalouses au Corral del Carbon et sur les mille placettes blanches de l'Alcazaba. Car plus que l'évocation directe de Grenade aux yeux du souvenir, c'est la musique vivante, citadine, grenadine, et ses correspondances, qu'il vaudrait la peine de rechercher.

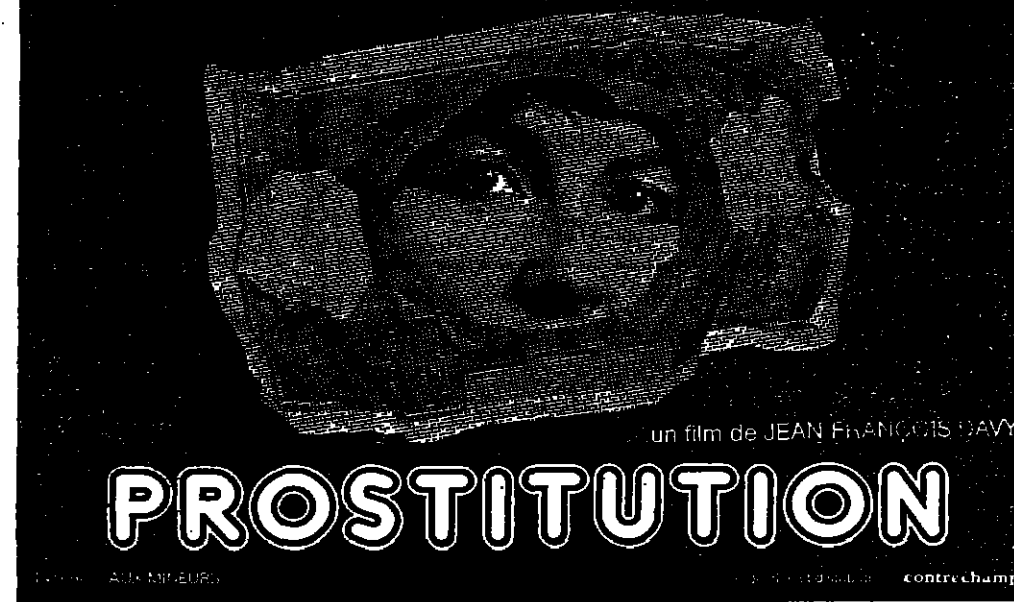
JACQUES LONCHAMPT.

\* Pour le centenaire de Falla, on lira l'ouvrage très complet et documenté de Suzanne Demarquez, où chaque œuvre est analysée (Ed. Flammarion), l'étude précise sur l'homme et l'œuvre d'André Gaudier (Ed. Seghers), l'excellent petit livre très illustré de Louis Campodonico, qui rassemble à son modèle (Ed. du Seuil, collection « Soléa », et si on a la chance de le retrouver, l'admirable essai de Roland-Manuel, étude parfaite et prophétique en soixante-quatre pages, qui date de 1930 (Ed. Cahiers d'art).

SALLES CLIMATISÉES  
BALZAC ELYSEES - MONT-PARNASSE BIENVUE - CINEMONDE OPERA - OMNIA BOULEVARDS - U.G.C. ODEON - 3 SECRETAN - LIBERTE - 3 MURAT - U.G.C. GOBELINS  
CLICHY PATHE - GAUMONT SUD

DES RÉVÉLATIONS FRACASSANTES :

les « Condés » en accusation. (L'AUREOLE)  
Il est urgent de voir ce film qui informe et qui émeut.  
Michel FALCON (Le POINT)



ARTEL Villeneuve - ARTEL Rosny - ALPHA Argenteuil - ULIS 2 Orsay - LES FLANADES  
Sarcelles - LES MUREAUX - ARCEL Corbeil

STUDIO MEDICIS  
un film de MARTIN SCORSESE  
**mean streets**  
ROBERT DE NIRO

STUDIO DES URSLINES  
un film de MARGUERITE DURAS  
**Son nom de Venise dans Calcutta désert**  
à partir de Le bande son d'INDIA SONG

MONTE-CARLO v.o. - HAUTE-  
FEUILLE v.o. - 14 JUILLET v.o. -  
IMPERIAL PATHÉ v.f. - SAINT-  
LAZARE PASQUET v.f. - MONT-  
PARNASSE PATHÉ v.f. - GAUMONT  
CONVENTION v.f. - NATION v.f.  
CYRANO Versailles v.f.  
Province : CLUB STRASBOURG

PRIX SPECIAL DU JURY  
CANNES 76

**Cría cuervos...**  
Regards d'une Enfance  
un film de Carlos SAURA  
Géraldine CHAPLIN  
Ana TORRENT

PARAMOUNT ELYSEES (v.o.) - STUDIO ALPHA (v.o.) - PUBLICIS SAINT-GERMAIN (v.o.) - PARAMOUNT OPERA (v.f.)  
CAPRI BOULEVARD (v.f.) - PARAMOUNT MONT-PARNASSE (v.f.) - PARAMOUNT Orléans - PARAMOUNT MAILLOT (v.f.)  
RUEIL STUDIO (v.f.) - STUDIO PARLY 2 (v.f.) - ARTEL ROSNY (v.f.) - CERGY-PONTOISE (v.f.) - BOBIGNY (v.f.)

LINO VENTURA  
**CADAVRES EXQUIS**  
SOUS L'EGIDE DU  
film français Prix du meilleur film hors compétition

FRANCESCO ROSI  
FESTIVAL DE CANNES 76  
HORS CONCOURS

SALLES CLIMATISÉES

## Une sélection



« Ma vache et moi », de Buster Keaton, vu par Bonnard.

## Cinéma

### Réédition de MA VACHE ET MOI

Keaton, cette fois, ne s'empêche pas d'une locomotive, mais de la race bovine. Garçon de ferme en chômage, il trompe sa solitude et brave tous les dangers en compagnie de sa vache, sa « copine », à qui il devra finalement la liberté. Un Keaton vieux de cinquante ans, mineur mais chapinesque.

### LUCIA ET LES GOUPES

Un nouveau venu dans le cinéma politique italien, Pasquale Squitieri filme avec brio les aventures d'un membre de la « camorra », sorte de Mafia qui sévissait à Naples, à la fin du siècle dernier, et faisait régner son ordre, son code du droit et de l'honneur. Superbe et ambigu.

### CRIA CUERVOS

de Carlos Saura

L'un des meilleurs films du Festival de Cannes (prix spécial du jury) et sans doute le plus accompli de l'année. Dans une grande maison bourgeoise, une petite fille innocente erre la nuit et surprend des secrets qu'elle ne devrait pas connaître.

### LE DIABLE AU CŒUR

de Bernard Queysanne

Eux clos dans une maison isolée : un fils parricide (Jacques Spiesser) et une gouvernante anglaise (Jane Birkin) se séparent à tour de rôle en jouant leurs fantasmes à l'état de veille. Par le réalisateur d'Un homme qui dort (prix Jean-Vigo).

## Théâtre

### AVIGNON « IN » ET « OFF »

Voici Avignon qui débute, et déjà un déluge de spectacles inscrits à l'affiche.

Comme il vous plaira, mise en scène de Beno Besson avec le Théâtre de l'Est Parisien à la Cour d'honneur (12) ; la Liberté ou la Mort au cloître des Carmes par la Carrière (11, 12, 13) ; Orphée 2000 par le Théâtre du Chêne Noir (à partir du 11). « Off » festival : Alexandra K d'André Benedetto au Théâtre des Carmes ; Jules César par la Compagnie de l'Atropement à l'église Saint-Joseph ; Paolo Paoli d'Adamon par le Théâtre de la Satire (installé à Chamfleury, à partir du 10) ; Les Compagnies lyonnaises et avignonnaises au club Léo-Lagrange ; le Démon blanc de Webster, dans l'atelier Granier-Routh (13, rue du Bourg-Neuf) ; Freaks Society, d'Yves Navarre, 19, rue du Chapeau-Rouge, etc.

### SUR LES REMPARTS DE CARCASSONNE

La Surface de réparation, de Raymond Duthier (7) ; la Frappe, de Victor Halm (8) ; Splendeur et mort de Joaquim Marieta, de Pablo Neruda, dans la mise en scène de Jacques Echamillon par les Tréteaux du Midi.

## Musique

### DU MARAIS A L'ESTIVAL

Le Festival du Marais transmet ses pouvoirs au Festival estival au cours

de deux représentations d'opéra ballet français, données par le Théâtre national de Prague ; rare aubaine que ces Amants magnifiques de Molière et Lully, et Anacréon de Rameau (musée des monuments français, Chailot, les 12, 13, 14 et 15 juillet, 20 h 30 ; séance supplémentaire le 14, à 18 h 30).

### DANS L'ORANGERIE DE SCEAUX

La musique parisienne se met également au vert pour les week-ends de l'été dans le merveilleux cadre de Sceaux, où l'Opéra de chambre de l'Île-de-France donne la Servante maîtresse de Pergolèse et le dilette Philopote de campagne de Galuppi (le 9), M. Lurieu et E. Grémy-Chausse l'Inégale des sonates de Bach pour flûte et clavier (le 10, 17 h 30) et les Ballets historiques du Marais des danses de l'époque Louis XIV (le 11, 17 h 30). Sceaux se renouvelle.

### MEDÉE

de Charpentier

La saison lyrique de Radio-France s'achève avec un chef-d'œuvre dramatique de Mario-Anthoine Charpentier, Médée sur un livret de Thomas Cornille. Pittoresque et tragique, un félon important de l'opéra entre Lully et Rameau (auditorium de Radio-France, 8 juillet).

### SAINTES ET L'ANNÉE ROMANE

L'année romane bat son plein en Saintonge, grâce au programme exceptionnellement riche du Festival de musique ancienne, à Saintes et dans toute la région. On notera cette semaine du violon baroque et de la musique de l'Espagne juive (le 8), un programme « Wagner médiéval » avec l'Orchestre de Lille et N. Dentze (le 9), une journée d'animation de la vieille ville (le 10, de 14 h 30 à 19 h), musique en liberté au château de la Roche-Courbon, avec des « feux d'artifice royaux » (le 11, de 14 h 30 à 23 h 30), des musiques pour l'hôtel Monnaie (le 12), le Studio der frühen Musik, et Electre et les Troyennes, mise en scène d'A. Serban (le 13).

### ROSTROPOVITCH à Gourdon

Le Festival itinérant du Quercy revêt cette année un éclat particulier ; ouvert par un récital Vasso Devetzi au château de Cazals (le 9), il reçoit Rostropovitch et Vichnevskia à Gourdon (le 11) et à Cahors (le 13), avec l'English Chamber Orchestra qui sera ensuite dirigé par J.-C. Casadesu à

Brice (le 15) et à Caussade (le 16 juillet).

### SAINT-MAXIMIN ET SON ORGUE

Les classiques soirées de musique française de Saint-Maximin proposent d'excellents concerts entre le cloître dominicain plein d'oiseaux et l'orgue sublime du frère Isnard, avec R. Dreyfus, C. Lardé, E. Melkus et F. Chapuis (le 8), l'Orchestre de chambre de Rouen et R. Scorgin (le 10), M. Chapuis (le 13).

— ET AUSSI : le 8 juillet, concours de piano Messiaen, à La Rochelle ; Ensemble Musica da camera, aux Blancs-Manteaux ; Deller Consort, à Saint-Pierre-de-Chartreuse ; Obello, à l'Opéra de Paris (ainsi que le 12). Le 9 : Percussions de Strasbourg, à La Rochelle ; Acis et Galatée de Haendel, mise en scène de J.-M. Patte, à Angers ; L. Robillard, orgue, aux Blancs-Manteaux ; Orchestre de chambre de Prague, à Dijonne ; Don Giovanni à l'Opéra de Paris (ainsi que le 13). Etc.

## Jazz

### PARADE à Nice

A Nice, « La grande parade du jazz » dans les jardins des arènes de Cimiez, de 17 heures à minuit sur trois podiums : des dizaines de musiciens et de jam-sessions, de Kid Thomas à Gerry Mulligan, de Count Basie à Dizzy Gillespie ; de Panama Francis à Art Blakey. (Du 8 ou 18 juillet).

### DANS LES ARÈNES à Nîmes

A Nîmes, une manifestation toute neuve, concerts dans les arènes (Sarah Vaughan, Sun Ra, Cecil Taylor, Albert King...), films, « causeries », expositions de photos et musique dans la rue. (Du 9 au 14 juillet).

## Danse

### ROMÉO ET JULIETTE

dans la Cour carrée du Louvre  
Le Théâtre Moleto de Leningrad propose un « Roméo » moins classique que la version du Bolchoï. Il est dansé par de jeunes artistes formés au Kirov et qui ont l'âge de leurs personnages.

## Variétés

### FESTIVAL DE CAZALS

Invasion de chanteurs au village de Cazals (Lot). Avec Mouloudji, Catherine Sauvage, Bernard Lavilliers (lundi 12 juillet) ; Gilles Servat, Tri Yann, Glenmor, Ys (mardi 13), Roger Siffert, Marti, Blue Grass Long Distance (mercredi 14) ; Patrick Font, Philippe Val, Henri Tachan (jeudi 15) ; Malicorne, Mahjun, François Béranger (vendredi 16).

## Expositions

### L'ATELIER...

Les « maîtres » au travail. Un dossier (le n° 12 du département des peintures) savant et dense, qui n'a pas la prétention d'être exhaustif, mais tend à montrer la fonction sociale, l'évolution, la symbolique de l'atelier d'artiste, depuis le Moyen Âge, le passage de la boutique à l'atelier proprement dit, et la naissance du tableau de chevalet. Images de l'atelier comme refuge et sanctuaire du génie ou comme lieu pittoresque envahi par tout un brio-à-brac bohème... Tout le sérieux et le folklore qui entourent la « profession ».

### LES NOUVELLES SALLES

### DE SCULPTURE FRANÇAISE DU XVII<sup>e</sup>

Réouverture de trois grandes salles qui rendent au département des sculptures du musée du Louvre sa continuité, depuis le pavillon de La Trémoille, consacré à l'art médiéval et renaissant, jusqu'au pavillon de Flore et l'illustration de la sculpture aux confins de notre siècle. Sculpture profane et de plein air côté jardins du Carrousel ; sculpture religieuse et funéraire côté quai de Seine ; groupes monumentaux dans la galerie dite des Enlèvements, qui donne accès à la salle Puget.

### ... et CONSTABLE au Louvre

Une soixantaine d'œuvres prêtées par le Victoria and Albert Museum pour célébrer, à Paris, le bicentenaire de la naissance du grand paysagiste anglais. Un choix serré d'aquarelles et de dessins qui permet de suivre les phases de l'évolution de Constable et montre ses liens avec nombre de peintres français.

Un film de **STANLEY KUBRICK**

# ORANGE MÉCANIQUE

le film **ORANGE MÉCANIQUE**, qui a reçu les plus hautes récompenses, le film que vous voudrez voir... le film que vous voudrez revoir...

Distribué par Warner-Columbia Film.

**GAUMONT CHAMPS ÉLYSÉES VO HAUTEFILLE VO FRANÇAIS VF MONT-PARNASSE PATHE VF GAUMONT SUD VF**

**STUDIO/Party II / TRICYCLE Asnières / GAUMONT Evry BELLE ÉPINE/Thiais / ARIEL/Bouff**

Seul à Paris

## LE SENE STUDIO

Admirable film... Il serait criminel de ne pas le recommander.

LE QUOTIDIEN DE PARIS

Un comique vengeur, cinglant...

CHARLIE HEBDO

Merveilleux Jacques Spiesser, merveilleuse Jane Birkin.

TELERAMA

Une violence qui nous hante, nous dérange et finalement nous subjugue.

LE MONDE

# LE DIABLE AU CŒUR

Un film de **BERNARD QUEYSSANNE**

## VOTRE TABLE CE SOIR

|  |   |
|--|---|
| <b>AU CRIEN QUI FUME</b> 236-07-42<br>33, r. Pont-Neuf, 1 <sup>er</sup> F/1 <sup>er</sup> soir       | Gratinée au porto, gratinées provençales, ris de veau, côte de veau normande, bananes flambées, 60 F V.S.G. Piste dans.   |
| <b>LES BATELLEURS DU PONT-NEUF</b> 231-38-47<br>14-16, r. du Pont-Neuf                               | Jusqu'à 2 h. - De la gratinée 8 F à ses 30 grillades de 16 à 34 F. Son pub, ses salons de rest., dont une avec piste de danse pr banquet.   |
| <b>BOFINGER</b> 272-87-82<br>9, rue de la Bastille, 4 <sup>e</sup>                                   | Déjeuners, dîners, soupers. La plus ancienne et la plus belle brasserie de Paris. Parking facile sur la place.  |
| <b>GUY</b> 033-87-81<br>6, rue Mabilloy, 9 <sup>e</sup>  | « L'ambassade gourmande du BRÉSIL » en plein Saint-Germain-des-Près. Jusqu'à 2 h du mat. Crêvettes en mariage, ximmin, feijoada, etc.   |
| <b>FLORA DANICA</b> ELY 20-41<br>142, Champs-Élysées, 8 <sup>e</sup>                                 | De midi à minuit. Spécialités danoises et scandinaves. Assiette de hors-d'œuvre danois. Festival de saumon.   |
| <b>FLO</b> PBO 13-59<br>63, r. St-Sauveur, 10 <sup>e</sup>   | La plus pittoresque brasserie de Paris. Ouvert jusqu'à 2 heures du matin. Ses spécialités. Son foie gras frais, salet au Riesling, 18 F.  |
| <b>LE BOCK LORRAINE</b> 208-17-28<br>27, bd Magenta, 10 <sup>e</sup>                                 | Spécialités Lorraines - MENU gastronomique à 32 F. Vin et service compris. Grillades au feu de bois. Salons de 10 à 100 couverts.   |
| <b>LA MASCADE</b> 577-56-53<br>45, rue d'Artois, 15 <sup>e</sup>                                     | Place Saint-Charles, dîners au calme dans un cadre 1925 élégant et feutré et appréciez son menu de classes 62 F vin et serv. comp. + carte.   |
| <b>LES VIEUX MÉTIERS</b> 588-99-03<br>13, bd Auguste-Blanqui, 13 <sup>e</sup> F/1 <sup>er</sup> soir | Berevisses flambées, Langoustes grillées, Poulette moutarde, Canard chaud, Pâtisserie maison. Sancerre Roland Salmon, Bourgogne Michel Malard. Cuisine Michel Moisan. Souper aux chandelles, 50 à 90 F. |

• Ambiance musicale • Orchestre • Spectacle en soirée. P.M.R. : prix moyen du repas.

CONCORDE (v.o.) - IMPERIAL PATHE (v.f.) - QUINTETTE (v.o.)  
MAYFAIR (v.o.) - MONT-PARNASSE PATHE (v.o.)

PRIX SPECIAL DU JURY CANNES 1976

# LA MARQUISE D'O...

de H. VON KLEIST

avec EDITH CLEVER, BRUNO GANZ, EDDA SEPP, PETER LÜHR, OTTO SANDER

Image: NESTOR ALMENDROS - Son: JEAN-PIERRE RUIH - Caméra: MODELLER

**3<sup>e</sup> mois**

ELYSEES LINCOLN (vo) - STUDIO ST. GERMAIN (vo) - CLICHY PATHE MONT-PARNASSE 83 - LES NATIONS - CONVENTION GAUMONT - IMPERIAL

périphérie : GAUMONT (Evry) - FRANÇAIS (Enghien) - ULIS (Orsay) PATHE (Champigny) - FLANADES (Sarcelles)

**AGOSTINA BELLI** **LUIGI PROIETTI**

**En 2000... il conviendra de bien faire l'amour**

Un film de PASQUALE FESTA CAMPANILE

مكتبة الأمل



## DEUX SECTEURS DE L'ACTIVITÉ CULTURELLE EN CRISE

## Le préavis de grève déposé par les danseurs va peser sur les négociations de l'Opéra

TANDIS que les échéances approchent à l'Opéra (une décision définitive doit être prise par le gouvernement au plus tard le 15 juillet), les ultimes négociations patinent sur quelques points, alors que les positions s'étaient assez nettement rapprochées ces derniers jours.

Si des accords sur les conditions de travail, avec des concessions de part et d'autre, sont en vue pour les danseurs, ceux-ci, craignant un fléchissement de la constitution du ballet en une troupe indépendante de l'Opéra, se sont brigués sur l'annexe qui leur était proposée (et qui d'ailleurs paraissait assez drôles, ouvrant la porte à des abus) : ils ont confirmé, mardi, leur préavis de grève pour les représentations des 8, 9 et 10 juillet à la cour Carrée du Louvre. Situation fort inquiétante, le gouvernement ayant déclaré, le 31 mai, que « le théâtre devait rester en état de marche » et « assurer l'exécution intégrale du programme » pendant les pourparlers.

En ce qui concerne le régime des tournées, l'accord est à peu près réalisé : le personnel a accepté l'abandon du trentième contre l'octroi d'une indemnité de séjour égale à celle des fonctionnaires de catégorie A augmentée de 25 % (en raison des conditions de travail particulières des artistes lyriques), y compris à l'étranger. Par ailleurs, il semble que les musiciens ne s'opposent plus à l'utilisation de bandes magnétiques pour l'accompagnement des spectacles de ballet, dans la mesure où cela ne lésa pas des artistes locaux de niveau élevé.

Reste le problème des retransmissions : la Fédération nationale du spectacle (G.G.T.) refuse catégoriquement la notion de service public qui entraînerait l'absence de rémunération pour les transmissions des premières ; les syndicalistes jugent trop grave l'acceptation de ce principe qui servirait de précédent pour toutes les institutions subventionnées et qui battrait en brèche le droit de suite des artistes sur l'utilisation

secondaire de leur travail, reconnu dans tous les pays du Marché commun, sauf la France, droit pour lequel ils se battent en ce moment. Ils ne céderont pas sur ce point.

Ils proposent cependant « un système qui n'exigera aucune dépense complémentaire de la part de l'État », tout en sauvegardant le droit à rémunération : « Le complément de salaires dû à l'ensemble des ayants droit serait déterminé par le simple répartition des versements effectués par les sociétés de radio et de télévision en paiement de chaque diffusion », ce qui représenterait « une partie sensible de rémunération » par rapport aux conditions actuelles, d'autant plus que les versements seraient réservés aux « personnels artistiques et techniques de plateau » (alors qu'aujourd'hui tous les membres du personnel de l'Opéra étaient rétribués). Il resterait par ailleurs à définir le statut de la société commerciale chargée de l'exploitation de ces enregistrements, qui éveille à la fois espoir et craintes dans le personnel.

## Optimisme, pessimisme ou fatigue ?

Là encore, donc, un rapprochement s'est réalisé, malgré la dureté des positions de principe. Il serait lamentable que la fermeture de l'Opéra intervienne sur cette bataille. Optimisme ? Pessimisme ? Les négociateurs sont fatigués et ne savent plus. Les représentants du personnel considèrent qu'ils ont fait des concessions énormes et se sont efforcés de faire disparaître les obstacles au développement de l'Opéra dont parlait M. Chirac, mais qu'ils ne peuvent aller plus loin. De l'autre côté, on souhaite passionnément aboutir, mais on ne veut pas perdre cette ultime occasion de donner à l'Opéra un statut solide lui permettant d'accomplir sa mission nationale dans des conditions tolérables pour l'Etat.

M. Salusse, président du conseil d'administration de la R.T.L.N., devait ce mercredi matin exposer les réactions du gouvernement devant les représentants du personnel, qui convoqueront leurs mandataires pour une assemblée générale jeudi. Il est possible que M. Salusse demande un vote de l'ensemble du personnel sur les divers projets vendredis, à moins que la grève des danseurs n'ait tout remis en question d'ici là. — J. L.

## PREMIERS COMMENTAIRES

## ● LE FIGARO : une inquiétante austérité.

Bien sûr, on s'avisait soudain, rue de Valenciennes, que le théâtre n'est pas rentable. On veut bien vous aider mais, en contrepartie, vous devez drainer les foules et gagner de l'argent. N'est-ce pas un encouragement à flatter le goût d'un certain public pour les spectacles de divertissement pur ou la qualité est parfois sacrifiée au profit d'un mauvais goût qui, malheureusement, plait ?

## ● LE QUOTIDIEN DE PARIS : une politique de Gribouille.

D'un côté on plaide les réseaux culturels pour « irriguer » le pays jusque dans les coins les plus reculés, et de l'autre on investit des sommes colossales à Beauport, sous prétexte que, cette fois-ci, l'affaire fonctionnera sans faille.

En revanche, si l'on dénonce les frais de fonctionnement et l'équipement lourd des maisons de la culture, on trouve normal que Beauport emploie un millier d'agents parce que l'argent n'arrive pas des mêmes caisses. Comment veut-on que l'opinion s'y retrouve ?

## ● L'HUMANITE : le plus grave, c'est Chaillot.

Le plus grave, c'est évidemment que Chaillot doive cesser toute activité de création dans quelques mois. La mesure intervient quelque temps après que André-Louis Périnetti ait annoncé sa saison, qui faisait justement la part belle à la création, et commencé de prospecter son public. On comprend que c'est là le cadet des soucis de gens préoccupés avant tout d'intérêt immédiat.

## ● L'AUREOLE : des dégâts moindres qu'on pouvait le craindre.

Quelle est donc la révision déclinante de Michel Guy ? (A Chaillot), les recettes ont été supérieures de 50 % aux prévisions du directeur, André-Louis Périnetti. Le fauteuil occupé revendu à 150 F aux contrainctibles. (...) Chaillot devient ainsi un centre d'accueil à la disposition de troupes de toutes les disciplines artistiques. Périnetti s'en tire aux moindres frais.

## ● LE SYNDICAT DES DIRECTEURS D'ETABLISSEMENT D'ACTION CULTURELLE (Syndacal) : une fois de plus, les promesses ne seront pas tenues.

Ainsi donc, une fois de plus, les promesses ne seront pas tenues et, une fois de plus, la création et l'action culturelles seront touchées négativement au bénéfice d'une politique visant, par le biais budgétaire, à un contrôle et à une centralisation sans fin de l'Etat sur la vie culturelle de ce pays.

## La mise en sommeil de Chaillot et d'autres compagnies marque un recul dans la politique théâtrale de M. Guy

MICHEL GUY, secrétaire d'Etat à la culture, a présenté mardi les prévisions budgétaires des théâtres. Depuis sa nomination en 1974, il a pu soutenir la création dramatique en augmentant sensiblement les subventions, qui, en 1975 atteignent un total de 154 millions de francs. En 1977, il aura — sous réserve d'acceptation — 160 millions de francs à répartir entre théâtres nationaux, centres dramatiques, compagnies indépen-

dantes. Compte tenu de l'érosion monétaire, le recul est évident.

L'obligation de présenter un budget en équilibre entraîne la révision d'opérations engagées dans la perspective d'un budget en expansion. Les compagnies voient leurs subventions reconduites sans que l'inflation soit compensée. Les théâtres nationaux également — avec cependant une actualisation de 10 % pour les dépenses de personnel — à l'exception du Théâtre national de Chaillot, qui, avec 13 700 000 francs au lieu de 30 000 000 de francs demandés, devient, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1977, un organisme d'accueil.

Ces mesures sont provisoires, assure M. Michel Guy, et ne doivent être suivies d'aucun licenciement. André-Louis Périnetti, directeur de Chaillot, conteste l'analyse du secrétaire d'Etat à la culture : « La somme accordée couvre les frais de fonctionnement et les salaires fixes. Il est faux de croire que le coût des spectacles accablés peut être couvert par les recettes, au prix des places que nous pratiquons. Un théâtre qui ne crée pas est un théâtre mort. Et même si les effectifs permanents ne changent pas, les comédiens sont victimes de ces dispositions. »

La subvention d'Antoine Bourgeois, directeur du Récamier, est ramenée de un million à 700 000 F. Celle de Pierre Laville (le Monde du 6 juillet) reste à déterminer, et il est invité à repenser son programme avant le 1<sup>er</sup> octobre. Celle du Théâtre de la Tempête (fondé par Jean-Marie Serreau) n'est pas renouvelée, ainsi que celle de Claude Regy, de Georges-Henri Régner (Comédie de Bourges), de Jean Davy, de Jean Gosselin et de Barret-Borelli qui consacrent une grande partie de leurs activités à des tournées et sont susceptibles de recevoir une aide du Fonds de soutien aux théâtres privés.

Peter Brook, qui reçoit un million pour l'entretien et le fonctionnement des Bouffes du Nord, et un million et demi pour les activités de sa troupe, voit ses

ressources globales réduites à 2 millions. Renoncera-t-il au luxe de ne faire payer ses places que 10 et 20 F ? C'est ce que conseille le secrétariat d'Etat à la culture en mentionnant les 80 % de fréquentation enregistrés à ses spectacles. Mais c'est le condamner au triomphe, et même si l'avenir de sa troupe, invitée partout, en France et dans le monde entier, n'est pas en danger, diminuer les subventions d'un metteur en scène prestigieux ne peut pas faire oublier que sont pénalisés les théâtres déjà en difficulté. C'est en effet le « prix du spectateur » qui a délibérément guidé le choix du secrétaire d'Etat à la culture, qui, d'autre part, maintient l'augmentation de 25 % prévue pour les centres dramatiques, au 1<sup>er</sup> janvier 1977.

Ainsi, M. Michel Guy privilégie le talent : diriger des hommes de talent sur la province et la banlieue ne suffit pas à irriguer les « déserts culturels » et l'enracinement des directeurs de centre reste aléatoire. Mais si la capitale ne doit plus être le seul lieu de création en France, elle ne peut pas non plus, sous peine d'engourdissement mortel, devenir une sorte de salon doré pour ceux qui ont fait leurs preuves ailleurs. Il est dangereux de mettre en veilleuse, même provisoirement, des organismes de création, alors que la création est fragile. Il est superficiel de faire porter à des individus toutes les responsabilités de leurs échecs.

Tant que les relations entre les centres et les troupes locales, entre les salles privées et les organismes subventionnés ne seront pas assainies ; tant qu'une réorganisation générale de toutes les professions touchées à la culture ne sera pas mise sur pied, les hommes de théâtre seront totalement à la merci d'une décision gouvernementale : ils pourront la refuser ou s'y soumettre, la concertation ne ressemblera jamais qu'à une conversation polie. — C. G.

LE HOLLYWOOD BOULEVARD  
4 Bd MONTMARTRE PARIS 9

**HOMMES ENTRE EUX**

UN FILM X DE NOBERT TERRY

Film entrant dans la catégorie des films à caractère pornographique

DEBUT 03 OCTOBRE 1976

INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS

SALLES CLASSEES  
CINEMAS D'ART et d'ESSAI

(M.C.A.E.)

ST. BERTRAND 20, rue Barthelemy, 84-85  
ARTISTES ET MODELES avec Jerry Lewis

COUPS DE FEU DANS LA SIERRA de Sam Peckinpah

ST. SAINT-ANDRE-DES-ARTS 1 30, rue Saint-André-des-Arts - 339-40-10  
14 h. 15 - 16 h. 40 - 19 h. 05 - 21 h. 30

COMMENT YU KONG DEPLACA LES MONTAGNES de Joris Ivens et Marceline Lortan

12 h. - 24 h.

CINO. PIECES FACILES de Bob Raelson

ST. SAINT-ANDRE-DES-ARTS 2 30, rue Saint-André-des-Arts - 339-40-10  
14 h. 15 - 16 h. 10 - 18 h. 20 - 22 h.

GUERRE CONJUGALE de Jean-Pierre Pélissier

12 h. - 24 h.

REPULSION de Roman Polanski

STUDIO CUJAS

L'ARGENT DE POCHÉ

de François Truffaut

20, RUE CUJAS 5<sup>e</sup> - 033-89-22

ACTION CHRISTINE v.o. - OLYMPIC ENTREPOT v.o.

L'EXPRESS - F. FORESTIER  
Revu et corrigé par l'humoriste. Gai à en pleurer.

LE POINT - R. BENAYOUN  
Humour dévastateur.

FIGARO - P. NOURRY  
Il ne faut pas manquer de voir ce film !

UN FILM DE FRED ZOTCHOFF  
avec RICHARD DREYFUSS et MICHELE LANDOT

**l'apprentissage de DUDDY KRAVITZ**

Les deux premiers concerts de la tournée européenne

**SUN RA and his**

INTERGALACTIC RESEARCH ARKKESTRA

JEUDI 8 JUILLET à 19 h. et 22 h.

SALLE MUTUALITE  
Loc. Mutualité - 3 FNAC

**13<sup>e</sup> FESTIVAL DU MARAIS**

16 JUIN - 12 JUILLET

44-46, rue F. Miron Paris 4<sup>e</sup> - 887.74.31 - 227.91.10

2 derniers concerts

EGLESE NOTRE-DAME DES BLANCS-MANTEAUX - A 21 heures  
12, rue des Blancs-Manteaux, Paris (4<sup>e</sup>)

Vendredi 9 Juillet

**LOUIS ROBILLIARD**  
Orgue (J.-S. Bach, Reger, Liszt)

Samedi 10 Juillet

**ENSEMBLE GUILLAUME DUFAY**  
Chants grégoriens - Concert aux chandelles

BALZAC - PARAMOUNT OPERA  
PARAMOUNT GAITE - CAPRI Bd MOULIN-ROUGE

Périphérie : PUBLICIS DEFENSE  
Argenteuil - PARAMOUNT La Varenne - PARAMOUNT Orly-Village - Neuilly - ELYSEE 2 Colles Saint-Cloud - MELIES Montreuil CARREFOUR Pantin

**LE VRAI TRINITA**

nous revient dans sa plus éclatante création

ON CONTINUE A L'APPELER TRINITA

CLAUDE BOURILLON présente

du suspense à 250 Km à l'heure!

**SUPER EXPRESS 109**

CLAUDE BOURILLON  
100% ACTION  
Produit par TOE COMPANY LTD - 50m

UGC MARBEUF - VENDOME - STUDIO CONTRESCARPE

Ce film attient à l'érotisme véritable.  
Un des plus beaux films de notre temps.

**Contes immoraux**

de Walerian Borowczyk avec Paloma Picasso

4 Argees Film Interdit aux moins de 18 ans

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES

**Le Ballet**

DU Nouveau Monde

DE CARACAS

6-17 JUILLET

Tel. 225 44 36

ELYSEES POINT SHOW (vo) - LUXEMBOURG (vo)

du Polar au Répertoire du Roman au Thriller du Hitchcock à Psychose

ANGELA PLEASANCE  
PETER VAUGHAN  
LORNA HILBRON

**SYMPTOMS**

## LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

**SUPER-EXPRESS** 189 (Jap., v.o.):  
Marignan, 6° (359-92-82); — V.F.:  
Gautmont-Richelieu, 2° (233-96-70);  
Cluny-Palace, 5° (343-07-78); Mont-  
parnesse-83, 6° (544-14-27); Gau-  
mont-Sud, 14° (331-51-16); Cam-  
bronne, 15° (734-62-96); Cararels, 16°  
18° (387-50-70); Cluchy-Pathe, 18°  
(622-35-41); — Gautmont-Gambetta, 18°  
(737-52-74).

**TAXI DRIVER** (A., v.o.) (\*\*): Boui-  
Mich, 5° (832-48-23); Paramount-  
Océan, 6° (325-50-63); Biarritz, 8°  
(723-69-23); Publicis-Champs-Ely-  
sées, 8° (720-76-23); — V.F.: Pa-  
ramount-Opéra, 9° (873-34-37); Max-

moulin-rouge  
 22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-104

**Les grandes reprises**

**L'AMOUR FOU** (Fr.) : Olympie. 1<sup>re</sup> (783-57-42).

**AUTANT EN EMPORTE LE VENT** (A.). v.o. : Elysées-Cinéma. 8<sup>e</sup> (225-37-90), Kinopanorama. 1<sup>re</sup> (306-50-50) ; v.f. : Caméo. 9<sup>e</sup> (770-20-89), Bonaparte. 6<sup>e</sup> (528-12-13).

**CERTAINS L'AIMENT CHAUD** (A.). v.o. : Actia-Cinéma. 10<sup>e</sup> (351-50-37).

**LA GROSSE ILLUSION** (Fr.) : Studio République. 11<sup>e</sup> (305-57-07), J. pair (ex mss.).

**ORANGE MECANIQUE** (A.) (\*\*), v.o. : Hautefeuille. 6<sup>e</sup> (533-70-38).

04-67) : v.f. : Francis, 5<sup>e</sup> (776-33-28), Montparnasse-Patché, 1<sup>er</sup> (750-45-13).

**MAGASIN ET NOÛ (A.) :** Haute-Faulle 5<sup>e</sup> (833-79-38), Action-Les Fayette, 8<sup>e</sup> (878-90-50), 14-Juillet, 11<sup>e</sup> (357-90-81), Olympic, 1<sup>er</sup> (783-67-32), Saint-Séverin, 5<sup>e</sup> (033-50-01).

**ROBERTA (A.) :** v.o. : Studio Galande, 5<sup>e</sup> (033-72-71), Mar-Mahon, 1<sup>er</sup> (780-24-81).

**SPECIALE 1<sup>re</sup> (A.) :** v.o. : Centre culturel du Marais (72-73-52).

**LA TAVERNE DE LA JAMAÏQUE (A.) :** v.o. : Le Marais, (779-47-00), à 4 h, 16 h, 18 h.

**UN VRAI CRIME D'AMOUR (M.) :** v.o. : Noctambules, 5<sup>e</sup> (033-42-34).

## Les festivals

**L. BERGMAN** (v.o.), Grands-Augustins, 6<sup>e</sup> (833-23-13), merc. sam. : l'Heure du loup; jeu, mar. : les Fraises sauvages; vend. : le Rite; dim. : Une passion.

**CARLOS SAURA** (v.o.), Hautefeuille, 6<sup>e</sup> (833-79-38), en alternance : le Jardin des délices. Peppermint frappé, la Chasse, la Cousine Angélique, la Chute et les loups.

**J. BOGARD** (v.o.), Action Le Fayetie, 9<sup>e</sup> (878-80-50), merc. : La femme à abattre; jeu. Cassablanca; vend. : Plus dure sera la chute; sam. : Bis les masques;

## Théâtres

Banque. : Riv. (dus-s) sss. merc.  
 jeu. : la Rivière sss. retour :  
 d'ad. sam. d'ad. : Les hommes  
 rajeunir : dim. lun. : Les hommes  
 préférant les blondes : mar. : le  
 milliardaire.  
**MEILLEUR CINEMA AMERICAIN (v.o.).**  
 Boite à films, 17° (754-51-50),  
 13 h. (sam. + 24 h.) : Easy Rider ;  
 14 h. : Nos plus belles années ;  
 16 h. : Jeremiah Johnson ; 20 h. 30 :  
 Un été '62.  
**MEILLEUR CINEMA FRANÇAIS (v.o.).**  
 Boite à films, 17° :  
 (754-51-50), 13 h. 30 : A bout de  
 souffle ; 15 h. : Pierrot le fou ;  
**ESCONTEZ (v.o.).** Boite à films, 17°  
 (754-51-50), 15 h. : Les Dammés ;  
 20 h. 15 : Mort à Venise.

# Concerts

MERCREDI 7 JUILLET.

AINTE-CHAPLAIN, & 21 h.: Choral « A cœur joie », Les Calchaks (Miss Crilla).

MISS SAINT-SEVERIN, & 21 h.: Orchestre et chorale P. Kuentz (Bach).

JEUDI 8

AINTE-CHAPLAIN, & 21 h.: New-Chamber Orchestra Dir. : D. Ricard (Mozart, Telemann, Purcell).

ADIO-FRANCE (Grand aud.)

philharmonique. Dir. : J.-C. Malgoire (Charpentier : e Médée s).

**PLANADE DE LA DEFENSE (La Gaceta).** 21 h. : S. Leary, piano (Liszt, Chopin, Leary).

**DIMANCHE 11**

**OTRE-DAME-DE-PARIS, à 17 h. 45 :**  
R. Ebrecht (Franck, Mendelssohn, Durufle, Dupre).

**RMD BASSIN DES TOULERIES, à 21 h 30 :** Nouvel Orchestre philharmonique, Radio-France. Dir. : R. Benzi (Haendel).

**Le music-hall**

**CASINO DE PARIS (874-26-32) (L.).**  
20 h. 30, mat. dim. à 14 h. 30 :  
Paris Line.

**OLIVIER-BERGERE (770-02-51) (L.).**  
20 h. 30 : J' aime à la folie.

**COULIN-ROUGE (606-00-19),**  
22 h. 30, Follement.

**LYRIKA (742-22-49), 19 h. : Yvon**  
Yva : 21 h. 30, mat. dim. à 14 h. 30 :  
Festival de la magie.

**Les chansonniers**

**CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (77-**

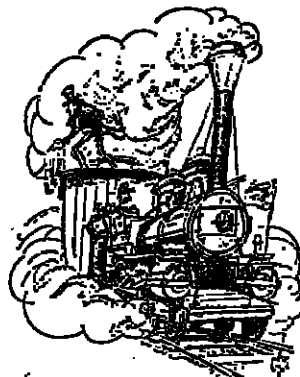
13 h. 30 : Tm dépli... Vally.  
THEATRE DE DIX-HEURES (606-  
9738) : (D., L.), 20 h. 15 : J.-P. Sa-  
vres : 22 h. : P. Font et P. Val.  
**a dense**  
VOIR FESTIVALS.)  
THEATRES DES CHAMPS-ELYSEES  
(234-44-36), 20 h. 30 : Ballet de  
Nouvel Monde, de Caracas (ré-  
le 11).  
**e jazz**  
ACTUALITE, le 8 à 19 h. et 22 h. :  
8. 2a

J. E. Farnis, Jr. President  
 Billy Cobham, John McLaughlin  
 et Weather Report.

هكذا من الأصل



# Un train d'or pour la Crimée



LONDRES, 1854. — Edward Pierce, qui se prépare à l'attaque du train contenant le salaire en or des troupes anglaises en Crimée, s'aventure dans les bas-fonds de la ville.

## « LA TERRE SAINTE »

Les récits contemporains décrivent la Terre sainte la présentant comme un magma dense de maisons, si vieilles qu'elles menaçaient de s'écrouler, et entre lesquelles serpentaient des ruelles étroites et tortueuses. Ce quartier sombre, malodorant et dangereux n'était pas fait pour un gentleman, surtout après la tombée de la nuit, par un soir d'été humide. Cependant, fin juillet 1854, un homme élégamment vêtu traversait sans crainte les ruelles enfumées et resserrées. Les rôdeurs et vagabonds qui le regardaient se rendaient sans doute compte que sa tenue et son air d'argenté étaient d'une lourdeur inébranlable et pouvait receler une épée. Il y avait aussi une chose qui le rendait si sûr : la présence d'un revolver sous la ceinture. Et l'audace même d'une intrusion si téméraire dans un quartier où l'on ne pouvait aller qu'en voiture. Pierce allait de rue peinte en rue peinte, pour se renseigner au sujet d'une certaine femme. Il finit par trouver un rôdeur ivroque qui le connaissait.

« C'est Maggie que vous cherchez ? La petite Maggie ? », demanda l'homme, appuyé contre un réverbère à gaz jaune, le visage noyé dans les ombres épaisses du brouillard.

« C'est une tapineuse, la copine de Clean Willy, l'homme-serpent. Je la connais ; elle barbotte du vinaigre, hein ? Ouais, elle fait un peu dans le blanc, j'en suis sûr. »

Ici, l'homme se tut, l'air entendu, avec un coup d'œil

significatif. Pierce lui donna une pièce.

« Où peut-on la trouver ? — Plus loin, premier passage, première porte à votre droite », répondit l'homme.

Pierce poursuivit son chemin. Mais c'est pas la peine de vous fatiguer, lui cria l'homme. Willy est en cage — à Newgate, pas moins — et il n'a que le moulin en tête, et le moulin en tête, et le moulin en tête.

Pierce ne se retourna pas. Il descendit la rue en côtoyant de vagues ombres dans le brouillard. Des chiens aboyaient, des enfants pleuraient. Clouchements, plaintes et rires lui parvenaient à travers la brume. Il finit par se trouver devant l'hôtel borgne. A l'entrée, un brillant rectangle de lumière jaune éclairait une enseigne grossièrement peinte à la main, où l'on pouvait lire :

## LOGEMENTS POUR VOYAGEURS

Après un coup d'œil à l'enseigne, Pierce se fraya un passage au milieu d'une troupe d'enfants sales et en haillons, groupés sur les marches. Il décocha une taloche à l'un d'eux pour les décourager de lui faire les poches et pénétra dans l'établissement. Il monta l'escalier grinçant jusqu'au second étage et demanda à voir la femme nommée Maggie. On lui dit qu'elle était dans la cuisine. Il redescendit donc jusqu'au sous-sol. La cuisine était le cœur de tous les garnis, et à cette heure, alors que des spirales de brouillard gris s'élevaient devant les fenêtres, c'était un endroit chaud et accueillant, rempli de riches senteurs. A une table, plusieurs hommes et femmes jouaient aux cartes tandis que d'autres buvaient à petits coups des bols de soupe fumante ; dans les coins, on avait entassé des instruments de musique, des béquilles de mendiants, des pailliers de camelots et des caisses de colporteurs.

Il trouva Maggie, une enfant de dix ans, les cheveux noirs et coiffés, il lui donna une guinée d'or qu'elle mordit. Elle eut un demi-sourire.

« Alors patron ? » Elle jaugea les beaux vêtements de Pierce avec un regard calculateur qui n'était pas celui d'une enfant de son âge. « Vous voulez un peu de chachoules ? »

Pierce ignora la suggestion.

« Tu marches avec Clean Willy ? »

Elle haussa les épaules.

« Vous maintenez Willy est confiné. »

— Newgate ?

— Ouais.

— Tu le vois ?

Par MICHAEL CRICHTON

— De temps à autre, je me fais passer pour sa sœur. Pierce montra du doigt la pièce qu'elle serrait dans sa main.

« Il y en a une autre pour toi si tu veux lui glisser un message. » Une heure d'insulte brilla, un instant, dans les yeux de la fille. Puis l'éclair disparut.

« De quoi s'agit-il ? — Dis à Willy de filer à la prochaine exécution. On sera celle d'Emma Barnes, la meurtrière. On va la pendre publiquement, c'est certain. Dis-lui : tire-toi pendant l'exécution. »

Elle se mit à rire. Un étrange rire, aigre et rauque.

« Willy est à Newgate, dit-elle, et de Newgate on ne s'évade pas, exécution ou pas. »

— Dis-lui que tu l'es en es capable, insista Pierce, qu'il aille à la maison où il a rencontré pour la première fois John Simms, et tout ira bien. — C'est vous John Simms ? — Je suis un ami, dit Pierce. Dis-lui la prochaine exécution. On y arrivera, ou il n'est pas Clean Willy. »

principales industries — dans la journée, cela contribuait pour une grande part aux embarras de la circulation. Il n'était pas rare qu'un beau gentleman en voiture fut retardé par le passage d'un berger avec son troupeau dans les rues de la ville.

Les magasins en bordure des grandes voies ouvraient leurs rideaux à 8 heures. Les apprentis et les aides installaient les étagères, préparant la vente de la journée et disposant ce qu'un observateur sarcastique nomma « les innombrables frivolités et caprices de la mode ».

Entre 8 et 9 heures, c'était l'heure de pointe et les rues étaient bondées d'hommes. Chacun, des employés du gouvernement aux caissiers de banque, des agents de change aux raffineurs et fabricants de savon, allait à son travail, qui à pied, qui en omnibus, en tandem, en deux-roues. Tous formaient une foule compacte, bruyante, tumultueuse de véhicules et de cochers qui s'arrachèrent à l'heure de pointe.

Au milieu de tout cela, les balayeurs des rues commençaient leur tournée de travail. Dans l'air amoncelé, ils s'élançaient à la recherche des ordures, comme pour ramasser les premiers crochets de cheval.

Et ils avaient de quoi faire. Se-

lon Henry Mayhew, un chevalier ordinaire, à Londres, déposait chaque année six tonnes d'excréments dans les rues, et il y avait au moins un million de chevaux dans la ville.

Quelques coups d'épée, aux brillantes carrosses de sombre bois poli, aux roues délicatement suspendues et aux rayons légers, glissaient au milieu de cette confusion, en emmenant confortablement des citoyens importants à leurs occupations journalières.

Pierce et Agar, accablés sur un toit qui surplombait la façade imposante de la banque Huddleston & Bradford, située en face, guettaient le coupé qui descendait la rue dans leur direction.

« Le voilà », dit Agar.

« Bon, nous allons tout de suite être fixés », fit Pierce en consultant sa montre. « 8 h. 28. Fonctionne comme d'habitude. »

Le coupé s'arrêta à la porte de la banque, et le cocher sauta à terre pour ouvrir. Le président de Huddleston & Bradford descendit sur le trottoir. Mr Edgar Trent avait près de soixante ans, une barbe grise et un énorme ventre ; Pierce ne pouvait discerner s'il perdait ses cheveux ou non, car sa tête était couverte d'un haut-de-forme.

« Il est gras, on dirait », dit Agar.

« Ça y est, observez bien », dit Pierce.

A l'instant même où Mr Trent mit pied à terre, un jeune homme, petit, pâle, le visage brutallement marmonné une brève excuse par-dessus son épaule et s'éloigna dans la foule.

Mr Trent ne prêta aucune attention à l'incident. Il fit quelques pas vers les impressionnantes portes de la banque.

Puis il s'arrêta, le pied à moitié levé.

« Il se rend compte », dit Pierce.

Trent chercha des yeux, au bas de la rue, le jeune homme bien mis, et très immédiatement le jeune homme se retourna, comme pour repérer quelque objet. Apparemment, ce qu'il cherchait était encore en place ;

ses épaules s'affaissèrent en un mouvement de soulagement, et il entra dans la banque.

Le coupé s'éloigna bruyamment, tandis que se refermaient les portes de la banque.

Pierce eut un large sourire et se tourna vers Agar, qui était assis à côté de lui.

« Voilà, dit-il, ça y est. — Qu'est-ce qui y est ? — 8 Can. — Ce que nous devions savoir. — Ce qu'est-ce que nous devions savoir ? », demanda Agar.

— Nous devions savoir, dit lentement Pierce, que Mr Trent a apporté sa clef aujourd'hui, car c'est le jour de... »

Il s'interrompit brusquement. Il n'avait pas encore informé Agar de son projet, et il ne voyait aucune raison de le faire avant la dernière minute. Un homme comme Agar, porté sur le bois-sol, pouvait faire marcher sa langue à tort et à travers. Mais aucun ivroque ne pouvait divulguer ce qu'il ne connaissait pas.

« Le jour de quoi ? », insista Agar.

« Le jour des comptes », répliqua Pierce.

— Vous êtes dur à la détente. N'est-ce pas Teddy Burke, qui a essayé de lui faire les poches ? Qui est Teddy Burke ? fit Pierce.

— Un mec qui travaille sur le Strand.

— Je ne saurais dire », dit Pierce, tandis que les deux hommes quittaient le toit de l'immeuble.

« Y a pas, vous êtes coriace. C'était Teddy Burke », répéta Agar.

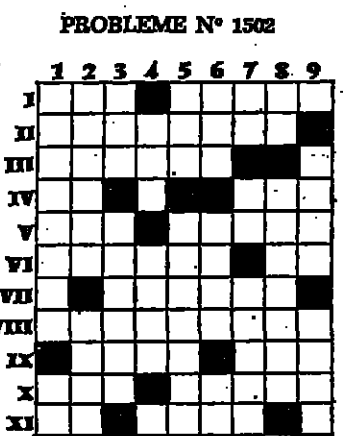
(A suivre.)

(Copyright Fayard, « le Monde ».)

## AUJOURD'HUI

## LETTRES

## MOTS CROISÉS



**HORIZONTALEMENT**

1. Est peu coloré, mais très parfumé ; Grand ruban plus ou moins large. — II. Classiquement fraîche. — III. Pas consommables. — IV. Symbole chimique ;

**VERTICALEMENT**

1. Le moindre souci des tyrans ; Particulière de trois modestes récompenses dont la jeunesse n'a cure ; On lui donne des coups sur la tête. — 3. Sujet peu brillant ; Feuille se gratte le dos sans la moindre défiance. — 4. Fin de participation ; Vite abandonnés s'ils tournent mal. — 5. On la regarde de loin avant de se décider à l'aborder ; Caractère un bon style. — 6. Se peignant en nuances tendres ; Vaste continent ; Colporte bien des bruits. — 7. Préposition ; Abréviations de dix ans, les lettres de l'ère suivie quand il est raisonnable. — 8. Observé par l'homme du monde ; Méchant sur le sable. — 9. En accessibilité ; Nous fait quitter terre un très court instant.

**Solution du problème n° 1501**

**Horizontalement**

I. Stalines. — II. MI. Regu. — III. Maisons. Or. — IV. Endives. — V. Esule. — VI. Rang. — VII. IR. — VIII. Jardinage. — IX. Expier. X. Te. — XI. Sensation.

**Verticalement**

1. Semeur. — 2. An. — 3. Arasé. — 4. Amidon. — 5. RP. — 6. Tisi. — 7. Gode. — 8. Ove. — 9. Irma. — 10. Ernestine. — 11. Se. — 12. Suera. — 13. RL. — 14. Co. — 15. Od. — 16. Cu. — 17. Hennes.

**GUY BROUTY.**

## ABONNEMENTS DE VACANCES

Des dispositions ont été prises pour que nos lecteurs qui partent en France ou à l'étranger puissent trouver leur journal chez les dépositaires.

Mais, pour permettre à ceux d'entre eux qui, malgré une occupation d'être assurés de lire le Monde, nous octroyons des abonnements de vacances d'une durée minimum de deux semaines, aux conditions suivantes :

| FRANCE                  |      |
|-------------------------|------|
| Quatre jours            | 20 F |
| Trois semaines          | 26 F |
| Un mois                 | 34 F |
| Un mois et demi         | 42 F |
| Deux mois               | 50 F |
| ETRANGER (vols normaux) |      |
| Quatre jours            | 27 F |
| Trois semaines          | 33 F |
| Un mois                 | 50 F |
| Un mois et demi         | 58 F |
| Deux mois               | 66 F |

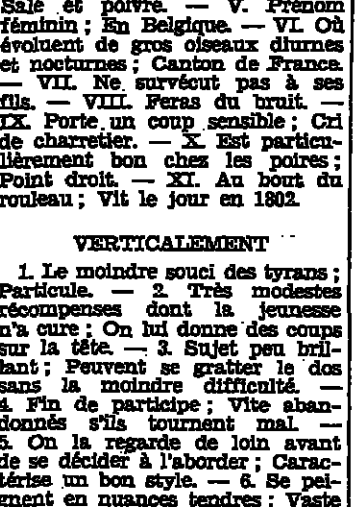
**RUBROS (selon) :**

|                 |      |
|-----------------|------|
| Quatre jours    | 43 F |
| Trois semaines  | 51 F |
| Un mois         | 66 F |
| Un mois et demi | 74 F |
| Deux mois       | 82 F |

Dans ces tarifs sont compris les frais fixes d'installation d'un abonnement, le montant des numéros demandés et l'envoi par avion. Pour faciliter l'inscription des abonnements, nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous les transmettre accompagnés du règlement correspondant : soit semestriel en deux versements, soit annuel en un seul versement, en indiquant les noms et adresses en lettres majuscules.

## MÉTÉOROLOGIE

### SITUATION LE 7 JUILLET A 0 h GMT.



Evolution probable du temps en France entre le samedi 7 juillet à 6 heures et le dimanche 8 juillet à 6 heures :

Les hautes pressions se maintiendront sur la mer du Nord, mais leur progression vers l'Europe centrale s'arrêtera. Les perturbations du courant atlantique, dominées par la progression vers l'Europe occidentale par ces hautes pressions, commencent à s'atténuer. A l'ouest, un type de temps analogue aux jours précédents, mais un peu moins lourd dans les régions occidentales.

Jeudi, tout en étant un peu moins chaud que les jours précédents, le temps restera ensoleillé et sec du nord de la Seine à l'Alsace, où les probabilités d'orages resteront faibles.

Sur le reste de la France, le temps sera assez variable au début, mais assez calme, parfois assez nuageux. Des réchauffements un peu plus marqués localement le matin, ainsi que des bruyards, surtout localisés près des côtes de la Manche, l'Ouest et le Sud-Ouest. Dans la journée, de nouveaux orages se développeront ; localement forts. L'approche des perturbations du courant atlantique, dominées par les nuages plus abondants de la Manche occidentale à la Vendée, où les probabilités d'orages sont élevées, s'atténueront un peu vers la fin de la journée.

Mardi 7 juillet, à 6 heures, la pression atmosphérique était de 1014 millibars, soit 10,5 millibars de hauteur.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 7 juillet ; le second, le minimum de la nuit du 8 au 7) : Ajaccio, 27 et 18 degrés ; Biarritz, 25 et 17 ; Bordeaux, 25 et 17 ; Brest, 20 et 14 ; Caen, 20 et 15 ; Cherbourg, 20 et 15 ; Clermont-Ferrand, 21 et 15 ; Dijon, 23 et 17 ; Grenoble, 20 et 17 ; Lille, 23 et 15 ; Lyon, 21 et 15 ; Marseille, 25 et 19 ; Nancy, 23 et 15 ; Nantes, 20 et 16 ; Nice, 25 et 19 ; Paris - La Bourdonnais, 25 et 17 ; Pau, 24 et 17 ; Perpignan, 25 et 17 ; Rennes, 21 et 17 ; Strasbourg, 23 et 16 ; Tours, 23 et 15 ; Toulouse, 25 et 20 ; Valenciennes, 20 et 14 ; Vannes, 23 et 17 ; Yverdon, 23 et 17 ; Alger, 28 et 19 degrés ; Amsterdam, 20 et 15 ; Athènes, 20 et 23 ; Berlin, 25 et 19 ; Bonn, 21 et 13 ; Bruxelles, 22 et 15 ; Casablanca, 24 et 21 ; Copenhague, 25 et 12 ; Genève, 30

## RELIGION

### A Toulouse

#### UNE BIBLIOTHÈQUE AU FIL DE L'EAU

(De notre corresp.)

Toulouse. — Toulouse possède désormais une bibliothèque flottante qui navigue sur le canal du Midi. L'idée en avait été approuvée il y a un an par le conseil municipal.

Député de la Haute-Garonne (M. P.), et maire de Toulouse, M. Pierre Baudouin a donc inauguré le 2 juillet cette bibliothèque flottante ancrée entre le Fort-Saint-Sauveur et l'écluse de la gare Mathabiau. La péniche sur laquelle elle est installée avait longtemps servi à transporter des hydrocarbures sur le canal de Midi entre Sète et Bordeaux. Elle avait été achetée par la ville de Toulouse, et elle sera désormais affectée à la bibliothèque de la ville.

On lui a préféré pour son nouveau rôle le nom d'une des patronnes de Toulouse, la Clémence. Elle sera dirigée par un comité de sept cents ouvrages. Faisant escale à chaque étape, elle pourra aussi servir de dépôt de livres de bibliothèque de prêt et de sept cents ouvrages. Faisant escale à chaque étape, elle pourra aussi servir de dépôt de livres de bibliothèque de prêt et de sept cents ouvrages. Faisant escale à chaque étape, elle pourra aussi servir de dépôt de livres de bibliothèque de prêt et de sept cents ouvrages.

## Journal officiel

### Sont publiés au Journal officiel du 7 juillet 1976 :

#### DES DÉCRETS

— Portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat à compter du 1er juillet 1976 ;

— Modifiant le décret n° 61-1012 du 7 septembre 1961 définissant le statut particulier des instituteurs en ce qui concerne les conditions d'avancement d'échelon et de changement de fonctions.

## Le Monde

### Service des Abonnements

5, rue des Italiens  
75271 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. 4287-23

#### ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M. - C.O.M. (hors Algérie)

90 F 180 F 270 F 360 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE

114 F 228 F 342 F 456 F

ÉTRANGER par messageries

I. - BELGIQUE - LUXEMBOURG - PAYS-BAS - SUISSE

115 F 230 F 345 F 460 F

II. - TUNISIE

125 F 250 F 375 F 500 F

Par voie aérienne (sur demande)

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) recevront bien entendu ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) ne doivent pas être envoyés à l'ancien adresse sans être accompagnés d'un avis de changement d'adresse.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

## Éducation

### ● A l'université Paris-VII, les inscriptions à l'année préparatoire à l'examen spécial d'entrée à l'université, options sciences et lettres, auront lieu jusqu'au vendredi 9 juillet. Il est nécessaire pour s'inscrire d'être né soit avant le 1er octobre 1953, soit avant le 1er octobre 1957 en justifiant, dans ce dernier cas, au 31 juillet 1976, vingt-quatre mois d'activité salariée.

\* S'adresser de 12 heures à 20 heures, tous les jours (sauf le samedi), 2, place Jussieu, 75005 Paris, tour 46, couloir 48-0, premier étage.

● Les CLAJ (clubs de loisirs et d'action de la jeunesse) organisent au mois d'août deux voyages itinérants en car. Le premier en Algérie (prix : 1.650 F à 2.000 F, selon le salaire). Le second en Espagne et au Portugal (prix : 1.100 F à 1.500 F ; 1.000 F pour les lycéens). Les CLAJ ont choisi l'Algérie et le Portugal parce que ces deux pays ont entrepris une révolution visant à instaurer un État socialiste orienté vers les intérêts des masses populaires. Au cours de ces voyages sont prévues des rencontres avec des travailleurs et des paysans algériens, espagnols et portugais.

\* CLAJ, 69, rue Condorcet, 75009 Paris, tél. 878-39-40.

● Les CLAJ (clubs de loisirs et d'action de la jeunesse) organisent au mois d'août deux voyages itinérants en car. Le premier en Algérie (prix : 1.650 F à 2.000 F, selon le salaire). Le second en Espagne et au Portugal (prix : 1.100 F à 1.500 F ; 1.000 F pour les lycéens). Les CLAJ ont choisi l'Algérie et le Portugal parce que ces deux pays ont entrepris une révolution visant à instaurer un État socialiste orienté vers les intérêts des masses populaires. Au cours de ces voyages sont prévues des rencontres avec des travailleurs et des paysans algériens, espagnols et portugais.

\* CLAJ, 69, rue Condorcet, 75009 Paris, tél. 878-39-40.

## JUSTICE

### AU TRIBUNAL DE PARIS

#### M<sup>r</sup> Jean-Claude Binoche est débouté de son action contre «le Monde»

La dix-septième chambre correctionnelle de Paris, présidée par M. Hennion, a relaxé, mardi 6 juillet, M. Jacques Paolet, directeur du Monde, et M. Pierre Granville, auteur d'un article publié dans le numéro du 24 juillet 1975, poursuivis en diffamation et complicité par M<sup>r</sup> Jean-Claude Binoche, commissaire-priseur, qui réclamaient 10 000 F de dommages et intérêts.

Le requérant se prétendait atteint dans son honneur par ce passage où il était écrit : « Ainsi donc, M<sup>r</sup> Binoche qui, lui, a trouvé un nouveau truc, le mini petit format de poche, Made in China ! La cambriole est aussi à la mode ».

M. Binoche se plaignait d'autre part du paragraphe suivant qui l'accusait, selon lui, de se livrer à des combinaisons réprouvables à l'occasion de « comédies montées ».

Faisant droit à l'argumentation développée en défense par M<sup>r</sup> François Sarda, le tribunal répond sur ces deux points :

En premier lieu, M. Granville ayant soutenu que le membre de phrase « la cambriole est aussi à la mode » ne visait pas l'officier ministériel, mais était une mise en garde destinée à l'acheteur pour lui signaler un tableau de très petit format est

facile à voler, les juges déclarent que « cette interprétation est vraisemblable ». Ils ajoutent toutefois : « Si on peut regretter que M. Granville, dont les connaissances artistiques sont certaines, ne soit pas plus conscient des nécessités du style, de la clarté indispensables pour qu'une équivoque ne puisse scier, et on peut regretter également que ses tournures soient parfois peu explicites, hermétiques même, il n'en demeure pas moins que la solution d'attribuer au plaignant un quelconque manquement à la probité professionnelle reste incertaine ».

En second lieu, la deuxième phrase contenant l'allusion aux « comédies montées » (mélange d'objets provenant à la fois d'une collection et de comédies, par opposition à des ventes franches), elle est, constate le tribunal, « distincte, du point de vue de la construction, du paragraphe précédent, qui était consacré à l'explication, organisée par M. Binoche le mercredi 11 juin 1975 à l'Espace Cardin, d'une collection d'importantes petites tableaux ».

De plus, remarquent les juges, « il est incontestable qu'un tel article ne s'adresse pas à des professionnels, qu'il est destiné à un lecteur qui, même s'il n'est pas technicien en la matière, a, à tout le moins, une certaine connaissance des arts, et plus particulièrement des ventes publiques, connaissance qui lui permet de comprendre que le paragraphe qui concerne la vente d'œuvres d'art n'est pas distinct de celui qui concerne la vente de tableaux ».

« Ainsi, concluent les juges, M<sup>r</sup> Binoche ne se trouve pas atteint par l'expression « comédies montées » qui vise toutes les ventes montées faites par des commissaires-priseurs, ce critique d'art ayant parfaitement le droit d'ailleurs de manifester sa préférence à l'égard des ventes franches, sans qu'on puisse lui en tenir rigueur, même s'il emploie le substantif comédie au lieu de celui de vente ».

• Trois officiers de police d'An-

## ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

### TOURISME

#### UN MOIS DE GRÈVE A L'HOTEL DU LOUVRE

#### Rébellion en sous-sol

Il n'y a pas un passant qui ne s'arrête devant l'hôtel du Louvre, place du Théâtre-Français à Paris. L'œil est attiré par les photographies des sous-sols de l'hôtel collées sur la vitre d'entrée du palais quatre étoiles. On peut y voir l'empire de la plonge avec son amas de marmelles et les cuves remplies d'eau grasseuse qui y dort depuis bientôt un mois ; des vestiaires rouillés, des lavabos aux glaces fissurées, au plâtre qui tombe. Et sous les photographies, des légendes : « N'entrez pas, risque de fièvre jaune », « Il faut avoir l'air pour manger ici », ou « Face à des propos stériles, une grève virile ».

Le promeneur curieux s'adresse à une employée de l'établissement qui agit « le bide de solennité » du personnel et l'hôtel en grève.

Les chambres sont belles, mais dans les sous-sols, c'est vraiment autre chose. La seule femme de chambre depuis trois ans dans cet hôtel et le gène en moyenne 1 500 francs par mois. Avec sa fille de sept ans, c'est impossible de vivre convenablement. Alors, avec cent quarante autres employés, nous faisons grève depuis le 9 juin. Mais les garçons du snack continuent à travailler ; ils ont un très bon salaire, eux ».

Visiter l'hôtel ? Rien de plus aisé en compagnie d'un délégué syndical. Le visiteur n'a pas été entré depuis vingt-huit jours. La moquette jaune imprimée a subi bien des épreuves. Les plantes vertes baissent tristement la tête et les philodendrons sont rabougris. Derrière la salle à manger, l'escalier de service conduit aux « entrailles » de l'hôtel. Lourde odeur de moisi ; la vaisselle s'empile sur les planches depuis un mois ; dans les anciennes caves, l'atmosphère est presque insupportable, l'air humide et l'humidité hivernale rendent vains tous travaux de plâtrage ou de peinture. « Les patrons préparent rénover les chambres, cela rapporte plus », affirme un gréviste. La douche utilisée par le personnel d'entretien n'a de « douche » que le nom. Pas d'eau. La cantine s'écroule, « le personnel n'a pas pu manger depuis trois semaines ».

« La direction sera bien obligée de céder à nos revendications », affirme le délégué C.G.T. Ces revendications portent principalement sur quatre points : un salaire minimum de 1 800 francs pour les employés payés au fixe et de 2 000 francs pour les salariés rémunérés au pourcentage ; une garantie maladie pour trois mois ; enfin, le résiliation mois.

Un nouvel entretien entre les délégués et la direction a eu lieu lundi 5 juillet. Celle-ci a accepté un aménagement de la garantie de maladie et a promis que des travaux d'amélioration des conditions de travail seraient entrepris dans les sous-sols à la rentrée.

« Ce conflit ressemble à celui du Parisien libéré : les patrons se moquent complètement de l'hôtel. Ils laissent pourrir la situation. Ils ne perdent pas d'argent puisque les clients sont acheminés dans les autres hôtels de la chaîne Concorde », constate un concierge de l'établissement.

Du côté de la direction, on explique que « le taux de remplissage de l'hôtel diminue d'une année sur l'autre. Lorsque l'hôtel atteindra un coefficient de 30 à 40 %, il ne sera plus viable ».

Selon M. Daniel Pélissier, directeur de l'hôtel du Louvre, « les hôtels neufs situés le plus souvent aux portes de Paris bénéficient d'un agencement intérieur et d'un confort beaucoup plus adaptés aux besoins de la clientèle. De leur côté, les patrons des hôtels traditionnels font ce qu'ils peuvent pour améliorer les locaux. Mais les travaux coûtent chers : nous avons fait pour 4 millions de francs d'investissement. Malgré cela, la clientèle étrangère préfère les hôtels plus modernes, climatisés et insonorisés. L'hôtel n'accepte plus de clients, mais les deux clients permanents à l'année continuent à garder leur chambre ».

Malgré la grève se prolonge. On parle de reclasser une partie du personnel de l'hôtel du Louvre dans d'autres établissements plus rentables de la chaîne Concorde.

Pour l'heure, la place du Théâtre-Français fait triste mine, en dépit des efforts d'un peintre décorateur qui s'applique, impitoyable, à redorer les moulures défraîchies de la façade de l'hôtel du Louvre.

CHRISTIANE CHAMBERNOIS.

### ENVIRONNEMENT

#### POUR COORDONNER LES ACTIONS DE L'ÉTAT

#### Le gouvernement étudie la création d'un vaste ministère de la vie quotidienne

Pour répondre aux questions des fonctionnaires responsables du cadre de vie, le ministre de l'Intérieur, M. Giscard d'Estaing, n'avait pas moins de cinq ministères et secrétaires d'Etat autour de lui : M. Fosset pour la qualité de la vie, M. Granet pour l'environnement, M. Guay pour les sites, M. Fomlatowski pour l'aménagement du territoire.

Le ministre de la qualité de la vie, créé en juin 1974, regroupe sous l'autorité d'un ministre — M. André Jarrot, puis M. André Fosset, trois secrétaires d'Etat : l'environnement, le tourisme, la jeunesse et les sports. L'idée était séduisante, mais à l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble. Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l'usage elle s'est révélée décevante. Dispersés en plusieurs points de la capitale, dotés de budgets et de personnel très dissimilaires, les trois administrations n'ont guère pris l'habitude de travailler ensemble.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre la jeunesse et les sports, l









offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

demandes d'emploi

# cadre commercial

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE**, 10 000 personnes, recherche pour l'un de ses établissements implantés en Ile-de-France, un **CADRE COMMERCIAL**, 35 ans minimum. Une formation d'ingénieur ou Grande École de Commerce est indispensable.

Il aura entre autres pour missions :

- de superviser l'assistance à la gestion commerciale,
- de participer à la préparation de documents de gestion concernant des produits de très haute technologie.

Bonne maîtrise de l'anglais exigée.

Adresse C.V. et prétentions sous réf. 4148M à I.C.A. qui transmettra.

## RESPONSABLE FORMATION

Société spécialisée dans le second œuvre du bâtiment, nous développons un taux de progression important.

Afin d'apporter une meilleure connaissance de nos produits à nos revendeurs et techniciens, nous recherchons actuellement notre responsable formation sur les problèmes techniques.

Bien que n'étant pas très sophistiquée, nos produits restent cependant très techniques d'où la nécessité pour être crédible auprès de vos techniciens de faire la preuve d'une expérience pratique de la vie sur les chantiers dans le domaine du bâtiment.

Nous attendons donc de vous une certaine expérience, une formation bâtiment si possible, une ambiance jeune et agréable.

De notre côté, nous apportons un outil moderne, une ambiance jeune et agréable.

Si vous avez comme nous le sens de la réussite nous aimerions vous rencontrer.

Merci d'envoyer votre C.V. sous référence 3214 à :

**INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE**  
64, RUE DE LA ROSIÈRE  
75015 PARIS

## SOCIÉTÉ FINANCIÈRE spécialisée dans l'immobilier recherche UN PROSPECTEUR CONFIRMÉ

Ce poste doit intéresser un jeune homme dynamique ayant fait ses preuves dans la VENTE de PRODUITS FINANCIERS et possédant le goût de la réussite commerciale.

Importante rémunération fixe.

Adrs. C.V., photo et prétentions sous n° 26-22 101, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

## ESPAGNE dans une grande ville de Province pour une Société française.

Si vous êtes intéressés de travailler pendant quelques années en Espagne :

- 1 an de formation, 1 an de stage, 1 an de travail.
- 1 an de formation, 1 an de stage, 1 an de travail.

Centre International Privé de Formation rech. PROFESSEUR dans les domaines de l'enseignement, de la formation, de la gestion, de la production. Envoyez votre C.V. et photo à : ANFOPAR, 40, rue Montmartre, Paris-2.

## SOCIÉTÉ D'INGÉNIEUR DE TRAVAUX PUBLICS recherche pour des projets en FRANCE et à l'ÉTRANGER

**INGÉNIEUR D'ÉTUDES MÉCANIQUES DES SOLS**

- Grande École.
- 3 à 4 ans d'expérience min. ; terrassements, matériaux, fondations d'ouvrages d'art, digues, barrages en terre.
- Fortes d'avancées pour candidat compétent, à pourvoir rapidement.
- Pratique de l'anglais nécessaire.

Adrs. lettre man., C.V. dét. photo et prétentions, Serier n° 7188, « LE MONDE » Publicité, 5, rue des Italiens - 75001 PARIS-1, qui tr.

## JEUNE CADRE RESPONSABLE COMMERCIAL 78000 F annuel au départ

Agé de 22 ans minimum, de formation commerciale ou ingénieur, il dispose de 3 ans d'expérience des affaires acquises à l'étranger. Son C.V. sera adressé au poste de **DIRECTEUR COMMERCIAL** de l'entreprise.

**SFC** Envoyer C.V. sous référence 449 102 rue de la Pompe 75116 Paris.

**GROUPE EN EXPANSION recherche**  
**RÉDACTRICE ACTUARIAT**  
EXPERIMENTÉE  
Connaissances assurances collectives apprises, sachant taper à la machine.  
Lieu de travail : FUTEAUX.  
Envoyer C.V. man. sous n° 3388, PARFUMS P.A., 4, rue Robert-Blanc, 75008 PARIS, qui transmettra.

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ PARIS recherche pour son service SOUS-TRAITANCE un ingénieur

possédant une solide expérience en :

- Appr., fabrication, montage de gros matériels unitaires. (Appr. en service achat apprécié).

Pour préparation, négociation, gestion d'approvisionnements et de contrats de sous-traitance en France et à l'étranger. Anglais courant indispensable.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à M. Coupin sous réf. 146M à PRO / JERS  
37 rue de Ponthieu 75008 PARIS.

## CHEF DU PERSONNEL

Expérience indispensable. Vacances sont assurées.

Adresser C.V., photo et prétentions à : n° 2129, Publiété Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS.

## HERTZ FRANCE recherche pour son secteur PARIS RESPONSABLE SECTEUR VENTE

La candidate retenue possèdera une réussite commerciale prouvée, une expérience acquise dans une société de location de véhicules, et possèdera une expérience commerciale de haut niveau.

En outre, il se verra confier la responsabilité d'un groupe de vendeurs.

Une bonne pratique de la langue anglaise est indispensable.

Env. C.V., photo à Anne-Marie Hertz, Hertz France, 60, rue du Marché - Foch, 75008 PARIS.

## INGÉN. DE VENTE

pour machines tournantes de construction mécanique (turbo-compresseurs), exp. en constructeurs aéronautiques, allemands, anglais, américains.

Ecr. personnellement av. C.V. et photo à l'attention de M. A. N. G. H. FRANCE, 119, rue de Valenciennes, 75012 PARIS.

## ADJOINT ADMINISTRATIF à DIRECTEUR GENERAL

Adrs. C.V., photo et prétentions à : M. J. L. G. H. FRANCE, 119, rue de Valenciennes, 75012 PARIS.

## INGÉNIEUR POLYVALENT

Formation ARTS ET MÉTIERS ayant expérience confirmée dans la direction d'équipes techniques diverses, aptes à l'adaptation et à la décision.

Expérience et connaissances en plusieurs langues étrangères : — Gestion d'un petit ensemble ; — Anglais au moins lu couramment.

Age 40 ans minimum.

Le candidat devra faire la preuve de ses qualités humaines et de ses connaissances techniques au cours du stage probatoire.

**SITUATION STABLE ASSURÉE** si les conditions sont remplies.

Adrs. C.V. manuscrit complet avec références des sociétés et de personnes, photo et prétentions à : n° 6703, CONTEXTE PUBLIÉTÉ, 20, av. de l'Opéra, PARIS (10), qui transmettra.

**IMMOBILIER**  
Pour poursuivre le développement de plusieurs de nos départements, nous des premières agences françaises  
**RECHERCHE**  
**JEUNE CADRE**  
à vocation commerciale  
**H.E.C. - ESSEC**  
**DES de SC. ECO. - SC. PO.**

Le candidat devra posséder de préférence une expérience bancaire ou immobilière acquise au sein : — du service immobilier d'une importante société, — d'une société de promotion.

**BONNE RÉMUNÉRATION ET LARGES PERSPECTIVES D'AVENIR**

Envoyer curriculum vitae et photo à LD-BANS, 13, rue Marivaux, qui transmettra.

## MATRA

recherche pour ses projets Télécommunications - Télécommunications  
**INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE** intéressé par études et réalisations prototypes. Ayant 5 ans d'expérience dans les techniques de communication, signalisation, transmission et phonie. Connaissances en micro-informatique souhaitées.

Adresser lettre manuscrite CV et rémunération souhaitée en indiquant la référence.

**MATRA**  
Monsieur KORFAN  
BP. n° 1 78140 VÉLIZY

## secrétaires

**Secrétaire de direction**  
LA SECRÉTAIRE DU DIRECTEUR GENERAL D'UNE IMPORTANTE ENTREPRISE recherche une

**Secrétaire ASSISTANTE**  
Poste intéressant pouvant permettre à une secrétaire d'acquiescer à terme à des responsabilités importantes.

Ca poste conviendrait à une candidate ayant l'expérience d'un secrétariat de haut niveau.

Poste à pourvoir au siège social proche banlieue sud. Nécessité de posséder un véhicule personnel.

Adrs. C.V. manuscrit et photo à : n° 6450 Condesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-10, 4. Tr.

## Secrétaires

Entreprise MACONNERIE SAINT-OUEN, près métro, recherche à mi-temps

**Secrétaire**  
DACTYLO, bonne orthographe, libre de suite. Téléph. 01-42-10.

## Secrétaires

**Secrétaire de direction**  
possédant notions comptables, demande d'urgence par société d'ingénierie chimique, notions d'anglais parlé et écrit seraient appréciées.

Ecr. réf. n° 6427, « LE MONDE » Publicité, 5, rue des Italiens, 75001 PARIS-1.

## Secrétaires

**Secrétaire de direction**  
possédant notions comptables, demande d'urgence par société d'ingénierie chimique, notions d'anglais parlé et écrit seraient appréciées.

Ecr. réf. n° 6427, « LE MONDE » Publicité, 5, rue des Italiens, 75001 PARIS-1.

## Secrétaires

**Secrétaire de direction**  
possédant notions comptables, demande d'urgence par société d'ingénierie chimique, notions d'anglais parlé et écrit seraient appréciées.

Ecr. réf. n° 6427, « LE MONDE » Publicité, 5, rue des Italiens, 75001 PARIS-1.

## Secrétaires

**Secrétaire de direction**  
possédant notions comptables, demande d'urgence par société d'ingénierie chimique, notions d'anglais parlé et écrit seraient appréciées.

Ecr. réf. n° 6427, « LE MONDE » Publicité, 5, rue des Italiens, 75001 PARIS-1.

## INGÉNIEUR AGRONOME

Sciences Eco I.A.E. - Français 47 ans. Ayant eu carrière dans Direction Industrielle Agro-Alimentaire et Conseil Développement Industriel. Anglais courant. Depuis 6 ans en Côte d'Ivoire. Situation actuelle : 240.000 F par an.

Recherche poste responsabilité direction France ou étranger. Tél. : 775-30-60 le matin.

**CHEF DE PROJET**, 32 a., Dipl. Étud. sup. 7 a. exp. en inform., analyt., direction équipe programmation 7 a., dipl. des langues orientales (russe), client. Étud. des propositions. Ecr. REGIS PRESSE n° 1 091-75 M.

25 bis, r. Réaumur, Paris-2.

**CADRE 35 ANS**  
Techniques modernes de gestion. Étudier toutes propositions de collaboration. Ecr. n° 2497, « LE MONDE » Pub. 5, r. des Italiens, 75001 Paris-1.

**INGÉNIEUR CONSEIL**  
supplément, 35 ans, références 1er ordre, diplômé C.G., désirant quitter Paris, poste direction générale adjoint ou secrétaire général dans importante société de province. — Ecrire n° 6703, CONTEXTE PUBLIÉTÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris-10, 4. Tr.

**J.F. 24 ans**, diplômé 25 lettres, 12 a. exp. en inform., analyt., des langues orientales (russe), client. Étud. des propositions. Ecr. n° 2497, « LE MONDE » Pub. 5, r. des Italiens, 75001 Paris-1.

**J.F. 24 ans**, diplômé 25 lettres, 12 a. exp. en inform., analyt., des langues orientales (russe), client. Étud. des propositions. Ecr. n° 2497, « LE MONDE » Pub. 5, r. des Italiens, 75001 Paris-1.

**J.F. 24 ans**, diplômé 25 lettres, 12 a. exp. en inform., analyt., des langues orientales (russe), client. Étud. des propositions. Ecr. n° 2497, « LE MONDE » Pub. 5, r. des Italiens, 75001 Paris-1.

**J.F. 24 ans**, diplômé 25 lettres, 12 a. exp. en inform., analyt., des langues orientales (russe), client. Étud. des propositions. Ecr. n° 2497, « LE MONDE » Pub. 5, r. des Italiens, 75001 Paris-1.

**J.F. 24 ans**, diplômé 25 lettres, 12 a. exp. en inform., analyt., des langues orientales (russe), client. Étud. des propositions. Ecr. n° 2497, « LE MONDE » Pub. 5, r. des Italiens, 75001 Paris-1.

**J.F. 24 ans**, diplômé 25 lettres, 12 a. exp. en inform., analyt., des langues orientales (russe), client. Étud. des propositions. Ecr. n° 2497, « LE MONDE » Pub. 5, r. des Italiens, 75001 Paris-1.

**J.F. 24 ans**, diplômé 25 lettres, 12 a. exp. en inform., analyt., des langues orientales (russe), client. Étud. des propositions. Ecr. n° 2497, « LE MONDE » Pub. 5, r. des Italiens, 75001 Paris-1.

**J.F. 24 ans**, diplômé 25 lettres, 12 a. exp. en inform., analyt., des langues orientales (russe), client. Étud. des propositions. Ecr. n° 2497, « LE MONDE » Pub. 5, r. des Italiens, 75001 Paris-1.

**J.F. 24 ans**, diplômé 25 lettres, 12 a. exp. en inform., analyt., des langues orientales (russe), client. Étud. des propositions. Ecr. n° 2497, « LE MONDE » Pub. 5, r. des Italiens, 75001 Paris-1.

**J.F. 24 ans**, diplômé 25 lettres, 12 a. exp. en inform., analyt., des langues orientales (russe), client. Étud. des propositions. Ecr. n° 2497, « LE MONDE » Pub. 5, r. des Italiens, 75001 Paris-1.

**J.F. 24 ans**, diplômé 25 lettres, 12 a. exp. en inform., analyt., des langues orientales (russe), client. Étud. des propositions. Ecr. n° 2497, « LE MONDE » Pub. 5, r. des Italiens, 75001 Paris-1.

**J.F. 24 ans**, diplômé 25 lettres, 12 a. exp. en inform., analyt., des langues orientales (russe), client. Étud. des propositions. Ecr. n° 2497, « LE MONDE » Pub. 5, r. des Italiens, 75001 Paris-1.







# PRESSE

## La polémique se développe et s'aggrave entre Europe 1 et « l'Humanité »

La vive polémique qui oppose « l'Humanité » à Europe 1 a provoqué, au nom de la direction de cette station, une longue réplique de M. Étienne Mougeotte : elle a trouvé d'autre part son écho mardi soir 6 juillet, dans les journaux d'information télévisés, en particulier à Antenne 2, et elle fait l'objet, ce mercredi 7 juillet, d'une page entière dans l'organe du P.C.F.

A l'origine de l'affaire, une attaque et un appel. L'attaque est venue de « l'Humanité » qui a accusé en termes très vifs et sur la base de diverses citations les commentateurs de Europe 1 de « déformer les faits » dans leur relation des pourparlers et de l'accord conclu.

M. Étienne MOUGEOTTE : un nombre très important de communistes nous écoutent.

Déjà M. Jean-Luc Lagardère, vice-président délégué d'Europe 1, avait dit « désoùlé, déçu et profondément choqué par cette prise de position ». A son tour, M. Étienne Mougeotte, directeur de l'information, déplore : « Le débat d'idées a fait place aux attaques personnelles, la contestation du contenu des commentaires a été le pas à la mise en question de l'honnê-

« l'HUMANITÉ » : tout cela est « imaginaire ».

Sur chacun de ces points et sur le fond, l'Humanité réplique, écrivant notamment : « Notre désaccord avec Europe 1 ne porte pas sur les opinions de MM. X, Y, ou Z appartenant à la rédaction de la station, mais à la présentation des faits eux-mêmes dont ils sont les auteurs, à la nature des faits eux-mêmes présentés comme des faits par Europe 1 mais qui sont des faits imaginaires. » Il n'y a eu, dans la négociation avec les partisans du P.C.F., explique le journal, ni « dévoiement » ni « alignement » communiste sur les positions du P.S. tout cela est « imaginaire ». Et d'ajouter : « Les faits ne peuvent y être commentés, en toute liberté, puisqu'il manque à la rédaction d'Europe 1 chez ses journalistes la compétence de la sensibilité communiste. »

L'Humanité poursuit : « En France, seul le parti communiste n'a jamais porté atteinte à aucune liberté, n'a participé à l'interdiction d'un organe de presse ou de livres. » C'est au contraire, la presse communiste, les journalistes communistes, les auteurs communistes, les journalistes communistes, qui ont fait l'objet d'interdiction et de répression. (...) Et si nous avons publié la déclaration de M. Mougeotte, si nous appelons les journalistes à se détourner de l'école de cette station, ce n'est pas « parce qu'ils disent la vérité » mais « parce qu'ils disent la vérité à la fois et à la fois ». Au cours de l'émission d'information de 20 heures sur Antenne 2, mardi soir, M. Guy Thomas, évoquant la querelle, déclarait notamment : « Les communistes estiment que cette station de radio a diffusé des faits exacts mais que certains de ses journalistes ont

le 28 juin, entre le P.C.F., le P.S. et le M.R.C. en vue des élections municipales. L'appel, lancé, le 28 juin par le quotidien du parti communiste à ses militants et sympathisants, leur demandait de s'abstenir d'écouter Europe 1 du 5 au 11 juillet.

test des commentateurs ». Il ajoute que le boycottage d'Europe 1 s'explique par le fait « qu'un nombre très important de communistes nous écoutent » et il s'élève contre « ces pratiques qu'on croyait d'autrefois et qui consistent à faire brûler les livres non point parce qu'ils disséminent faux, mais parce qu'ils dérangeaient ».

fait des commentateurs qui ne correspondent pas à l'analyse officielle du P.C. Quelle attitude de même P.C. adopterait-il le jour où il serait au gouvernement ? » Contre-argument, répond l'Humanité, sous le titre « la télévision giscardienne à la rescousse », ajoutant : « Quand on se souvient que les commentateurs de télévision ont été nommés par M. Pompidou, on ne s'étonnera pas de la liberté que Guy Thomas prend avec la vérité. »

Cette polémique s'inscrit évidemment dans la campagne menée depuis plusieurs semaines par le P.C.F. et ses journaux contre la presse non communiste, et notamment le Monde, les chaînes de radio et de télévision tant publiques que privées. Les communistes n'ont pas tout à fait tort de considérer que la grande majorité de la presse parlée ou télévisée est fortement anticommuniste. Toutefois, derrière la querelle sur l'interdiction des faits, la raison fondamentale de leur offensive semble être moins le souci d'une stricte et absolue objectivité qu'un refus de tout accord avec les communistes, menant un combat, ne semblerait-il pas, que la crainte de voir ces analyses troubler leurs militants et leurs sympathisants. C'est le cas en particulier quand les commentateurs soulignent l'avantage pris par le P.S. sur le P.C. et assurent que le second est au premier, ce qui a le don d'exaspérer les dirigeants communistes. Fallait-il pour autant lancer une consigne de boycottage, d'interdiction et d'alignement républicain, qui fait bien peu de cas de l'esprit critique des militants et de la force de persuasion des dirigeants et cadres du parti ?

## Le P.S. exprime son soutien aux journalistes qui dénoncent la vente de « France-Soir »

Le conseil d'administration de FEP (France-Éditions-Publications) réuni le mardi 6 juillet, a décidé, par trois voix contre une et une abstention, de céder le fonds de commerce de « France-Soir » à M. Paul Winkler pour la somme, est-il précisé, de 9 700 000 F. Le prix de cession de l'immeuble et du matériel d'imprimerie se situerait entre 35 et 40 millions de francs après expertise. Mais le paiement s'échelonnait sur quatre ans.

Le conseil d'administration de FEP n'a publié, à l'issue de sa réunion, aucun communiqué communiqué concernant cette décision, qui ne deviendra officielle que la signature, qui doit intervenir à bref délai.

A la suite de cette nouvelle cession d'un journal, l'Union nationale des syndicats de journalistes (S.N.J., C.F.D.T., C.G.T. et F.O.), le Syndicat des journalistes C.C.C. et la Fédération française des sociétés de journalistes dénoncent, dans un communiqué, « le trafic scandaleux auquel se livre un certain nombre de groupes de presse, au mépris de toute parole, de toutes les assurances données, à la Libération, par le Front national de la Résistance, par la Fédération nationale de la presse clandestine devenue la Fédération nationale de la presse française, par les ordonnances du gouvernement provisoire présidé par le général de Gaulle, et notamment celle du 26 août 1944 ».

Rappelant la vente du Figaro par le groupe Prouvost, « qui succédait à la main-mise sur toute une série de titres en province », les syndicats constatent que « les plus grands organes nationaux d'information changent de main comme n'importe quel fonds de commerce ».

En conséquence, les organisations de journalistes appellent à l'opinion publique et lui demandent de soutenir la cause qui défendait les journalistes : la liberté de la presse, menacée par des manœuvres financières immorales, sans rapport avec ce qui devrait être le statut de la presse dans une société démocratique ».

Pour sa part, le parti socialiste publie, mercredi 7 juillet, le communiqué suivant : « La vente du journal France-Soir à une société créée pour la

circumstances, venant après les tractations qui ont eu lieu entre MM. Prouvost et Bérant (à propos du Figaro), et entre M. Prouvost et la Société Éditionnelle à propos du groupe Paris-Match, souligne à quel point la presse française est soumise aujourd'hui au pouvoir de l'argent. » Le parti socialiste, qui dénonce depuis longtemps la situation, exprime son soutien aux journalistes qui refusent d'être traités comme une marchandise et entendent tout mettre en œuvre pour défendre leur indépendance. C'est dans cet esprit que le groupe socialiste de l'Assemblée nationale a demandé la constitution d'une commission parlementaire d'enquête. L'opinion a le droit de savoir qui est derrière ces opérations d'achat et de vente de grands journaux, et d'où vient l'argent qui sert à les financer. »

[Précisons que M. Paul Winkler a une double activité dans le secteur presse. D'une part, il dirige l'Édition, société filiale d'Éditions de France, qui édite « le Journal de Mickey » et « Tintin » ; d'autre part, il possède l'Agence Opera Mondial.]

En ce qui concerne le rachat de « France Soir », on déclare à la direction de la Librairie Hachette que M. Winkler « agit seul et à titre personnel ».

# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## LA PROLONGATION DE LA SÉCHERESSE

### Les salariés mis en chômage partiel seront indemnisés

Alors que la C.G.T. et la C.F.D.T. réclament l'adoption de mesures d'urgence contre la sécheresse et la chaleur, que F.O. donne des consignes de grève, le 8 juillet, dans les bureaux de poste parisiens et que des débrayages sont signalés ici et là, les pouvoirs publics étudient ou prennent des dispositions.

Le ministre du travail, M. Michel Durafour, vient d'adresser aux préfets une instruction pour l'indemnisation des salariés en cas de chômage partiel dû à la sécheresse.

« Compte tenu des conséquences de la sécheresse sur les exploitations et entreprises agricoles, sylvicoles et commerciales », dans les zones considérées comme sinistrées, le bénéfice des allocations publiques pour privation partielle d'emploi pourra être attribué « par décision des préfets ».

### Aménagement des horaires aux P.T.T.

M. Norbert Ségard, secrétaire d'État aux P.T.T., a, de son côté, « donné instruction à ses services de prendre toutes les dispositions susceptibles de pallier les difficultés actuelles ». Le secrétaire d'État aux P.T.T., ajoute le communiqué, « a demandé que le personnel des P.T.T. bénéficie, en particulier, de distributions gratuites de boissons non alcoolisées ; de l'allongement et de l'aménagement des horaires d'ouverture des centres et cafétéria ; de l'installation rapide de dispositifs complémentaires d'isolation des locaux contre la chaleur ».

« Pour ailleurs, le nombre des installations de climatisation des locaux sera augmenté. Enfin, il a également demandé que le résultat des études en cours sur la possibilité de décaler les périodes de travail, dans le cadre des horaires existants, lui soit communiqué rapidement. »

### Un plan de l'U.D.R.

Nord, propose un « plan d'urgence global » adapté aux régions pour lutter contre la sécheresse et qui comprendrait :

« Une analyse permanente et précise des données météorologiques et des données géographiques (état des réserves en eau, des nappes phréatiques, etc.) ;

« Une observation et des entretiens méthodiques des conséquences (état des cultures et récoltes, du cheptel, collecte laitière, etc.) par les données statistiques et des séries de photographies aériennes en couleurs ;

« Des dispositions réglementaires visant à limiter les consommations abusives et les gaspillages d'eau dans tous les usages ;

« Un plan national et communautaire de sauvegarde du cheptel ;

« Un plan national de soutien au financement de l'activité agricole, comprenant notamment le lancement d'un « emprunt vert ».

### La C.F.D.T. propose des mesures d'urgence et une taxe spéciale en faveur des agriculteurs

« Il faut dire la vérité aux Français, et il faut prendre des mesures d'urgence à court et long terme, tant pour les salariés, les agriculteurs, que pour les consommateurs », ont déclaré, le 6 juillet, les dirigeants de la C.F.D.T., au cours d'une conférence de presse sur les effets de la chaleur et de la sécheresse.

Pour la C.F.D.T., « la situation est au risque de devenir beaucoup plus grave que ne le dit le gouvernement, et des problèmes importants vont se poser, tant en matière de distribution d'eau, de production agricole, d'emploi, que de prix ».

Estimant que « le risque le plus grand, à la rentrée, est la réduction de la tension et des coupures de courant », la C.F.D.T. propose une « gestion planifiée des bassins, la lutte contre les gaspillages et la socialisation des ressources naturelles ».

A l'égard des Français et des vacanciers qui vont envahir des régions touchées par la sécheresse, la C.F.D.T. propose une campagne d'information par tracts, afin de faire comprendre que la priorité doit être donnée aux agriculteurs.

Dans le secteur agricole, la C.F.D.T., qui s'inquiète des réductions d'emplois, notamment dans les coopératives laitières, de stockage de blé, de vente d'engrais, demande que les « commissions départementales sécheresse » se préoccupent de ce problème. En outre, elle suggère que les aides à l'agriculture « ne soient pas uniquement financées par le budget, mais aussi par une taxe spéciale

est de prévoir la faible...  
...d'une estimation...

## EMPLOI

### Les difficultés de deux entreprises textiles de Mulhouse provoquent d'importants remous

M. Jean-Pierre Chevènement, député socialiste de Belfort, a décidé de saisir le ministère de l'économie et des finances de « l'affaire des frères Schlumpf », principaux actionnaires de deux filatures de laine, qui, après la démission, le 28 juin, de leur conseil d'administration, ont été placés sous administration provisoire, le 30 juin, par le tribunal de grande instance de Mulhouse (Haut-Rhin). M. Chevènement, après s'être entretenu avec les responsables syndicaux de ces entreprises, qui emploient au total neuf cent soixante salariés, a demandé au ministère de l'économie et des finances de prendre des mesures conservatoires sur les entreprises et sur les biens personnels de MM. Fritz et Hans Schlumpf, qui sont également propriétaires d'un musée d'automobiles anciennes estimé à plusieurs dizaines de millions de francs.

De notre correspondant

Mulhouse. — En Alsace, les difficultés de deux filatures de laine appartenant à MM. Fritz et Hans Schlumpf provoquent de sérieux remous dans les milieux politiques haut-rhinois, qui réclament l'intervention des pouvoirs publics pour tenter, d'une part, de préserver l'emploi des neuf cent soixante salariés de ces entreprises et, d'autre part, de déterminer comment des firmes apparemment prospères ont pu être atteintes aussi brutalement par la mauvaise conjonction du marché lainier.

Dans cette région, où le coton est roi, l'industrie de la laine est peu représentée, exception faite des établissements Berglas-Kiener, du groupe Courtauld (à Colmar) et du groupe Schlumpf. Celui-ci comprend plusieurs sociétés indépendantes : la filature de laine peignée de Malmerspach, dans la vallée de Thann ; la filature Gluck et compagnie, à Mulhouse ; la filature d'Erstein, le tissage Deffrennes (à Roubaix), ainsi que trois sociétés commerciales. La surprise a été grande à Mulhouse d'apprendre la semaine dernière que les conseils d'administration de la filature de Malmerspach et de la

filature Gluck avaient démissionné et que, « afin d'assurer la pérennité de ces deux sociétés, MM. Hans et Fritz Schlumpf se sont déclarés d'accord pour donner gratuitement leurs intérêts industriels et y renoncer en faveur de tout groupe ou toute société de la branche prêt à continuer leur œuvre ». Ce que la C.F.D.T., seul syndicat représenté dans les deux entreprises, a traduit par « mettre la clé sous le paillasson », tout en déclenchant une violente campagne contre la façon autoritaire dont les affaires de ces deux sociétés avaient été gérées.

Dans les milieux industriels on se montre plus nuancé en faisant remarquer que le principal souci de MM. Fritz et Hans Schlumpf avait été de sauver les apparences au cours des deux dernières années. La perte du marché allemand consécutive à la concurrence des importations d'Extrême-Orient et italiennes avait porté un rude coup aux deux filatures, dont le principal client était le tissage Deffrennes, de Roubaix, spécialisé dans un tissu de haute qualité. Seule la filature d'Erstein, qui transforme des fibres synthétiques et reste exportatrice, n'a pas été atteinte par la crise. Elle risque cependant d'être touchée par les répercussions de l'affaire.

La fédération Hachette de la C.F.D.T. a proposé aux comités d'entreprises des deux sociétés — placées sous administration provisoire en attendant un acquiescement éventuel — de provoquer l'ouverture d'enquêtes fiscales et administratives. Le parti communiste, le parti socialiste, le centre des démocrates sociaux et les républicains indépendants du Haut-Rhin réclament l'intervention des pouvoirs publics. Car ce qui est devenu « l'affaire Schlumpf » se présente en fait comme un énigme. Les deux industriels suisses ont constitué une collection de plus de cinq cents voitures anciennes, dont la totalité des prototypes Bugatti, vanes de Molsheim, et des voitures personnelles du célèbre constructeur provenant du Vésinet. Ils ont transformé l'usine d'Heilmann, Koehlin - Desautels en musée sous le régime d'une fondation de droit privé. Nombre de travaux auraient été effectués au titre de la déduction de l'impôt sur les bénéfices des différentes entreprises, et ce musée secret intrigue d'autant plus le public qu'il était sur le point d'être inauguré. (Interim.)

## AUTOMOBILE

### M. Francis Rougé est mort

M. Francis Rougé, président du directoire des automobiles Peugeot, est décédé subitement, le 4 juillet 1976, à Paris, des suites d'une douloureuse maladie.

### Un « grand patron » efficace et discret

D'un abord réservé mais amène, de mise stricte, M. Francis Rougé était de la race de ces « grands patrons » silencieux et terriblement efficaces, tout le groupe Peugeot a le secret. Ancien militaire, membre de la Résistance, catholique très pratiquant, technicien et financier hors pair, le président du directoire de Peugeot était, selon ses collaborateurs, avant tout un homme de cœur. « Toujours disponible, répétition, prêt à vous recevoir, vous écouter et vous conseiller ».

Il était de ces patrons au fait des moindres détails de son entreprise, calme et discret, doué de cette autorité naturelle et souriante qui lui avait permis de devenir, très rapidement, le « dauphin » en titre du président de Peugeot S.A., M. Gauthier.

Né le 30 septembre 1921 à Paris, il rejoint, dès sa sortie de l'École polytechnique, les Forces armées françaises. Il participe à la campagne de France, d'Italie, puis d'Indochine et quitte l'armée en 1944 avec le grade de capitaine et officier de la Légion d'honneur, médaillé de la Résistance et des évadés. De 1948 à 1953, il est fondé de pouvoir à la Compagnie générale des colonies, il entre chez Peugeot, en 1953, comme ingénieur attaché à la direction générale des automobiles Peugeot. Quatre ans plus tard, il devient directeur des usines de Sochaux-Montbéliard, où il devra faire face à quelques conflits très durs, au cours desquels il est même blessé, dans son bureau, par des grévistes.

En 1963, il est appelé à la direction générale du groupe à Paris, où il devient directeur général adjoint (en 1966), puis est nommé, le 1<sup>er</sup> janvier 1973, président du directoire des automobiles Peugeot.

Homme d'étude et technicien de formation, il a été à l'origine de la gamme actuelle des voitures Peugeot Sochaux de trouver de nouveaux débouchés à la firme, après



**CROISIÈRES FLUVIALES**

location à la semaine ou au week-end

de vedette fluviale de grand confort (4 à 6 personnes)

Départ de Paris (Port de Draveil).  
Nombreux itinéraires sur la Seine, la Marne et l'Yonne.

**SCARATOUR** - Tél. 887.23.19 ou 842.32.12.  
C'est un service de la Compagnie des Sablières de la Seine.

مكتبة الأناضول



Personne ne conteste plus l'existence de la reprise, mais certains commencent à s'interroger sur sa durée, tout en s'attachant de l'activité est, en tout cas, menacé à terme par une hausse des prix nettement plus forte en France que dans les deux principales puissances industrielles du monde occidental, les États-Unis et l'Allemagne fédérale.

A titre de remède, les uns, tel le patronat, préconisent une relance des investissements, les autres, comme le Conseil économique et social, espèrent en un changement de comportement des Français.

Pour le Conseil national du patronat français (C.N.P.F.), « la faiblesse des programmes d'investissement (...) constitue l'un des problèmes les plus préoccupants de la conjoncture présente. De la solution qui lui sera apportée, dépendent, à terme, la diminution du chômage aussi bien que le réajustement de notre balance commerciale et que le succès dans la lutte contre l'inflation ». Le C.N.P.F. ajoute : « Cet effort d'équipement soutenu, indispensable pour consolider la reprise, sera possible que si les entreprises disposent d'une assise financière suffisante ».

Actuellement, selon le patronat, « la production continue d'augmenter, mais à un rythme moins rapide qu'au cours des derniers mois ». Le C.N.P.F. constate en fait une stagnation des commandes aussi bien intérieure qu'extérieure. Cependant, « les machines progressent de production, la production, la hausse importante des salaires, le redressement des cours des matières premières, les conséquences inévitables de la sécher-

Importants remous

En ce milieu de 1976, l'économie française donne l'impression d'un bateau ivre », a déclaré M. Yvan Charpentier, président de la C.G.C., en dressant devant la presse, le 6 juillet, un bilan des six premiers mois de l'année.

« Tous les équilibres sont rompus, ce qui est le cas des prix, celui de l'emploi ou celui des paiements extérieurs », poursuit-il. Mais, en ce moment, la reprise de la croissance, dont on se demande combien de temps elle durera. Le gouvernement paraît lui-même flotter et hésiter. On attend la définition d'une politique économique claire et réaliste.

« Il faut modifier le comportement des agents économiques qui déclenchent eux-mêmes une crise de confiance. Le gouvernement doit créer ce nouveau climat, non seulement par des déclarations, mais par des actes ».

Déjà, en 1975, les cadres ont subi une perte de pouvoir d'achat de 1,5 %. Ils n'admettront pas de n'enregistrer aucune amélioration à la reprise s'affirme en 1976.

La C.G.C., déclare M. Charpentier, a fait des propositions concrètes de concertation pour consolider et généraliser la reprise. Elle propose un système monétaire international à la C.E.E., étude de politiques sectorielles à la C.E.E., la réduction de la taxe sur la valeur ajoutée, l'encouragement de la recherche technologique et création d'entreprises nouvelles, aidées par les organismes publics (I.D.I. et S.D.R.).

Pour l'emploi, la C.G.C. demande notamment des mesures incitatives à la création de postes de travail et l'aménagement de l'heure de travail. L'inflation n'étant pas due à l'excès de demande (l'épargne n'a jamais été si abondante et les prestations familiales sont inchangées depuis 1970), la C.G.C. réclame de la remise en liberté des prix. Elle réclame un autre indice de mesure des prix et, d'autre part, l'indexation de l'épargne à long terme et la définition d'une politique familiale. Les cadres étant, selon la C.G.C., victimes de discrimination pour le paiement des prestations.

Rappelant les contacts pris entre la C.G.C. et le gouvernement au printemps, M. Charpentier a dit que ce dernier devrait, d'ici le 15 septembre, donner sa réponse sur les deux principales questions posées par les cadres : pas de défilonnement de la Sécurité sociale en dehors d'un système traduisant l'évolution des salaires et garantie de crèche des salariés en cas de faillite de l'entreprise qui les emploie.

« La C.G.C., a conclu le leader, n'est plus au zapping. On est obligé de nous écouter parce que nous sommes une organisation dirigée, structurée et qui marche ».

ont décidé de regrouper les intérêts communs qu'ils possèdent en Espagne au sein d'une filiale unique à 50/50. Cette nouvelle filiale, qui réunira les sociétés Resina, Politecnica, Reposa, Odell-Química et Industrias Químicas del Carrion, se classera parmi les dix premières firmes chimiques espagnoles avec un chiffre d'affaires de 7 milliards de pesetas (500 millions de francs environ). Un des objectifs de ce regroupement est de faciliter la création de nouvelles unités.

|           | Dollars | Deutsche marks | Francs suisses |
|-----------|---------|----------------|----------------|
| 45 heures | 5 1/2   | 3 1/2          | 1 1/2          |
| 1 mois    | 5 1/2   | 3 3/4          | 1 3/4          |
| 3 mois    | 5 1/2   | 3 3/4          | 1 3/4          |
| 6 mois    | 5 1/2   | 3 3/4          | 1 3/4          |

# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## CONJONCTURE

### Le patronat déplore la faiblesse des programmes d'investissement

Le fameux « consensus social », en Allemagne, une réalité qui trouve une grande partie de son explication dans les circonstances mêmes de la naissance de la République fédérale (« Le Monde » des 6 et 7 juillet). Mais on aurait tort d'en conclure que cette impressionnante machinerie, parfois mise en défaut à l'occasion de « graves sautes », particulièrement dures, élimine l'esprit de lutte. Il s'agit d'une « coopération conflictuelle ».

Düsseldorf. — La reprise paraît plus vigoureuse aujourd'hui en République fédérale qu'en France et même, semble-t-il, qu'en États-Unis, alors que les prix montent moins vite et que le deutschemark reste — franc suisse excepté — la monnaie la plus stable d'Europe. Jusqu'à un point, la « puissance » de l'économie fédérale a été l'élément décisif de la plus puissante de la C.E.E. ?

Ceux qui posent la question avec une pointe d'inquiétude croissante, c'est la République fédérale à l'économie chancelante serait la pire catastrophe qui pourrait arriver à l'Europe de l'Ouest dans son ensemble. Le président de la République française a-t-il en raison de proposer lui-même aux Français de ralentir d'un dixième l'augmentation de la production industrielle ? N'est-ce pas là, tout ce qu'il faut, révéler de vieux réflexes de crainte paralytante ?

Mais les Français ne sont pas les seuls à se livrer au petit jeu de la course de vitesse avec la R.F.A. Les anglais en font autant. Plus moroses, au lieu de se fixer d'ambitions et du reste vagues

### L'économie allemande après la reprise et avant les élections

#### III. — PEUT-ON RATTRAPER LA R.F.A. ?

De notre envoyé spécial PAUL FABRA

« C'est une erreur de croire que nous sommes riches », nous déclare M. Mommsen, ancien président de Krupp, grand industriel proche de la R.F.A. (Il a été secrétaire d'État dans la coalition) et qui, aujourd'hui, préside à de nombreuses sociétés à capitaux publics ou privés. « Nos entreprises, ajoute-t-il, possèdent moins de fonds propres que les françaises ou que les américaines. C'est au prix d'efforts constants pour améliorer leur gestion, réduire leur coût, etc., qu'elles parviennent à assurer leur prospérité ». La façon dont le docteur Mommsen pose la question n'est-elle pas à elle seule une preuve de dynamisme ? En France on aurait tendance à dire : une entreprise est prospère parce qu'elle a une bonne structure financière, parce qu'elle dispose d'un bon réseau de vente ; en Allemagne, parce que sa volonté s'agrandit sa place au soleil lui permet de surmonter ses handicaps.

Cette volonté et cette aptitude se sont, au cours des dernières années, révélées fort ingales d'une firme à l'autre. Certaines firmes ont de très bons résultats, alors que d'autres ont essuyé de lourdes pertes qui parfois les ont conduits au bord de la faillite.

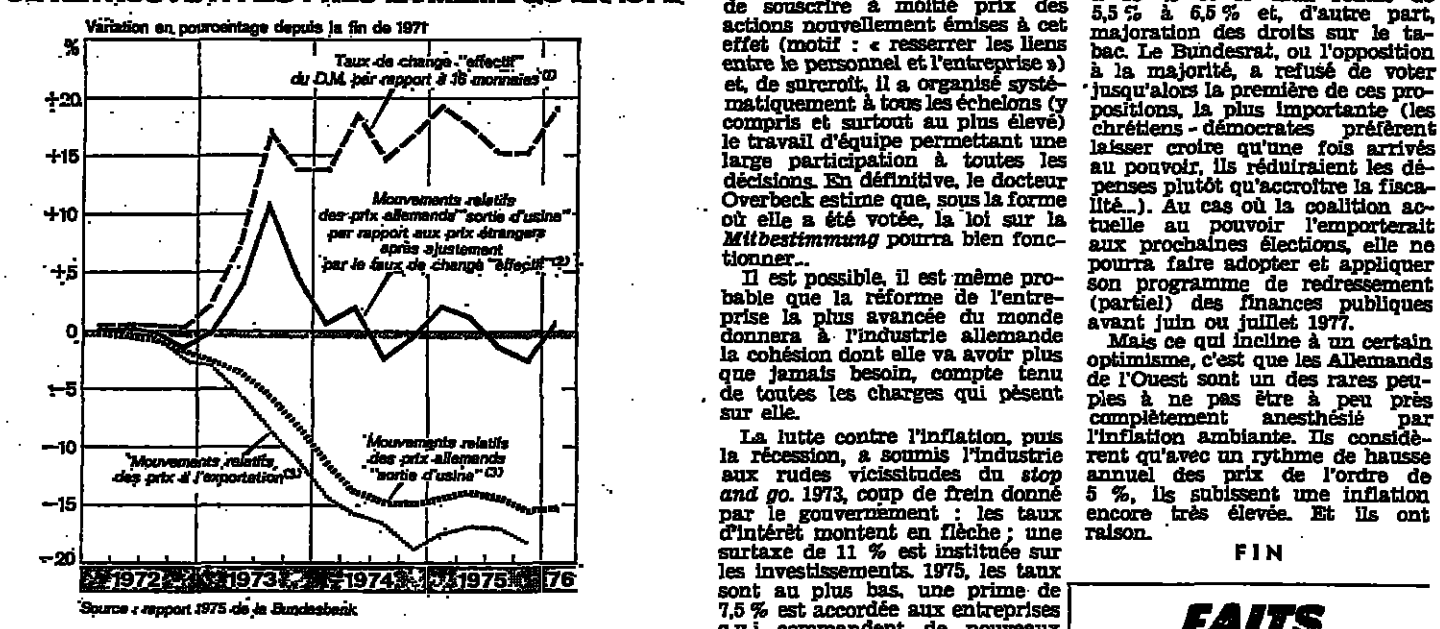
Dans l'automobile, Daimler-Benz a continué, durant la récession, à être bénéficiaire, alors que Volkswagen a connu les difficultés de la lutte pour la survie. En partie surmontées grâce à un énorme effort de productivité. Dans la sidérurgie, Mannesmann s'est particulièrement distingué par ses succès, tandis que Krupp-Hüttenwerke et Klockner-Hilt ont subi de lourdes pertes.

« C'est une erreur de croire que nous sommes riches », nous déclare M. Mommsen, ancien président de Krupp, grand industriel proche de la R.F.A. (Il a été secrétaire d'État dans la coalition) et qui, aujourd'hui, préside à de nombreuses sociétés à capitaux publics ou privés. « Nos entreprises, ajoute-t-il, possèdent moins de fonds propres que les françaises ou que les américaines. C'est au prix d'efforts constants pour améliorer leur gestion, réduire leur coût, etc., qu'elles parviennent à assurer leur prospérité ». La façon dont le docteur Mommsen pose la question n'est-elle pas à elle seule une preuve de dynamisme ? En France on aurait tendance à dire : une entreprise est prospère parce qu'elle a une bonne structure financière, parce qu'elle dispose d'un bon réseau de vente ; en Allemagne, parce que sa volonté s'agrandit sa place au soleil lui permet de surmonter ses handicaps.

Cette volonté et cette aptitude se sont, au cours des dernières années, révélées fort ingales d'une firme à l'autre. Certaines firmes ont de très bons résultats, alors que d'autres ont essuyé de lourdes pertes qui parfois les ont conduits au bord de la faillite.

Dans l'automobile, Daimler-Benz a continué, durant la récession, à être bénéficiaire, alors que Volkswagen a connu les difficultés de la lutte pour la survie. En partie surmontées grâce à un énorme effort de productivité. Dans la sidérurgie, Mannesmann s'est particulièrement distingué par ses succès, tandis que Krupp-Hüttenwerke et Klockner-Hilt ont subi de lourdes pertes.

#### MALGRÉ LA RÉVALORISATION DU DEUTSCHEMARK LA COMPÉTITIVITÉ DE L'INDUSTRIE ALLEMANDE SE RETROUVE À PEU PRÈS LA MÊME QU'EN 1972



1) Cette courbe retrace l'évolution des cours du deutschemark par rapport aux deux devises principales de l'Europe occidentale, la France et les États-Unis, de 1972 à 1976. On voit que le DM s'est dévalué de 35 % par rapport au franc et de 25 % par rapport au dollar en 1975.

2) La courbe de l'indice de compétitivité de l'industrie allemande par rapport à la France (indice 1972 = 100) montre que malgré la dévaluation du DM, la compétitivité allemande reste à peu près la même qu'en 1972.

3) La courbe de l'indice de compétitivité de l'industrie allemande par rapport aux États-Unis (indice 1972 = 100) montre également que la compétitivité allemande reste à peu près la même qu'en 1972.

objectifs (comment comparer la « dynamique » de deux économies, leurs rythmes respectifs d'adaptation, etc. ?), ils comptent les points d'avance que n'a cessé depuis une vingtaine d'années de leur donner la R.F.A. Selon une étude que vient de publier à Londres le NEDO (National Economic Development Office), c'est dans tous les secteurs industriels pratiquement sans exception que l'industrie allemande a perdu du terrain par rapport à l'industrie américaine. Le recul de la première mesure assez bien par les chiffres suivants : alors qu'en 1955 le Royaume-Uni exportait 23,9 % de produits manufacturés riches dans le monde, et la R.F.A. 18,3 %, la part respective des deux pays était en 1973 devenue 7,5 % et 22,4 %.

Le peuple allemand, malgré la « sagesse » et la modération de ses revendications, semble avoir largement profité des résultats de son travail. Selon une comparaison établie par le Bureau d'économiques (B.E.P.) publiée en 1975, le niveau de vie des Allemands et des Français était à peu près égal en 1958. La différence se situait aujourd'hui de 30 à 40 % en faveur des premiers. Aussi bien les besoins individuels (logement, transport, de loisir, etc.) que les besoins collectifs (santé, éducation, des villes, etc.) seraient mieux satisfaits qu'en France. Pourquoi les Allemands, plus conscients des exigences du progrès économique, ne continuent-ils pas à aller plus vite et plus loin ?

Au moment où les autres pays

#### « La chance ! »

Si l'on demande à l'un des gagnants les raisons de l'exceptionnelle réussite de la firme qu'il dirige depuis douze ans, il répond, sans fausse modestie, avec le sourire d'un homme qui sait combien les choses sont difficiles : « La chance ! » Un géant presque timide comme le sont certains militaires (il fut un brillant officier d'état-major), le docteur Overbeck avait eu, bon stratège, mis toutes les chances de son côté en restaurant le groupe qu'il dirige pour lui donner le maximum d'efficacité. Il y a six ans, il avait concentré l'activité sidérurgique de Mannesmann sur la fabrication des tubes, dont la société est actuellement le premier

trier dont les points forts ressortent sans doute les mêmes : chimie, biens d'équipement, industrie de l'automobile (composant une branche « véhicules lourds » très importante), etc. Contrairement à ce qui se passe en France, l'industrie ne s'intéresse en Allemagne de l'Ouest aux secteurs de pointe que lorsque ces derniers deviennent rentables. Cette différence doit, en définitive, tenir au fait que la R.F.A. n'a pas les mêmes ambitions militaires que la France. Se fondant sur des critères avant tout économiques, il serait bien étonnant qu'elle ne continue pas, économiquement, à obtenir de meilleurs résultats.

La bonne santé continue du deutschemark est-elle pour l'industrie allemande un avantage ou un fardeau qui risque de devenir insupportable ? Dans son dernier rapport annuel, la Bundesbank publie un graphique (reproduit ci-contre) qui, en ce qui concerne le passé récent, éclaire singulièrement la question. La hausse du deutschemark n'a fait, au cours des dernières années, que compenser la moindre progression des prix allemands.

#### Un énorme déficit

Pas plus qu'aucun autre pays, la R.F.A. n'est à l'abri d'une reprise de l'inflation. Ce qui, dans les circonstances actuelles, pourrait le plus sûrement la provoquer, serait la persistance de l'énorme déficit du secteur public (État fédéral, Länder, et municipalités), qui devrait s'élever encore cette année à quelque 70 milliards de deutschemarks (même montant qu'en 1975). Cela représente 6 % du revenu total (à titre de comparaison, le chiffre correspondant pour la Grande-Bretagne est de 11 %).

Pour se rapprocher de l'équilibre, le gouvernement a proposé de relever à partir de l'année prochaine les impôts : d'une part, deux points sur la T.V.A., dont le taux normal passerait de 11 % à 13 % et le taux réduit de 5,5 % à 6,5 %, et d'autre part, majoration des droits sur le tabac. Le Bundestag, ou l'opposition à la majorité, a refusé de voter jusqu'alors la première de ces propositions, la plus importante, les chrétiens-démocrates préférant laisser croire qu'une fois arrivés au pouvoir, ils réduiraient les dépenses plutôt qu'augmenteraient la fiscalité. Au cas où la coalition actuelle au pouvoir l'emporterait aux prochaines élections, elle ne pourra faire adopter et appliquer son programme de redressement (partiel) des finances publiques avant juin ou juillet 1977.

Mais ce qui incline à un certain optimisme, c'est que les Allemands de l'Ouest sont un des rares peuples à ne pas être à peu près complètement anesthésiés par l'inflation ambiante. Ils considèrent qu'avec un rythme de hausse annuel des prix de l'ordre de 5 %, ils subissent une inflation encore très élevée. Et ils ont raison.

#### FAITS ET CHIFFRES

- LA PREMIÈRE RÉUNION QUARTIÈRE O.M.M.T.S.I.O.N. ÉCONOMIQUE FRANCO-ALLEMANDE chargée d'étudier le développement des échanges entre la France et l'Inde se tiendra à Paris, du 7 au 9 juillet.
- LE PRIX DES PÊCHES. — Le ministère des finances a communiqué le 5 juillet le prix des pêches conseillé pour les consommateurs de la région parisienne.  
- Pêches à chair jaune, catégorie 1, calibre C : 3 à 4,50 F le kilo.  
- Pêches à chair jaune, catégorie 2, calibre B : 3,75 à 4,50 F le kilo.  
- Pêches à chair blanche : majoration de 1 F par rapport aux fourchettes indiquées pour les pêches à chair jaune.
- BLOCAGE DU PORT AUTONOME DE MARSEILLE. — Une centaine de véhicules appartenant à des entreprises de camionnage, de levage et de transport routier ont bloqué, mardi matin 6 juillet, pendant deux heures la place de la Joliette, à Marseille, afin de protester contre la position du syndicat C.G.T. des dockers « en ce qui concerne leur liberté d'action dans l'enclave portuaire ».
- De nombreux comités agricoles cantonnais ont été annulés, notamment dans l'Orne, où le festival régional de l'élevage, à Alençon, et le festival hippique du Haras du Fin ont été également supprimés.
- FIAT AURAIT DE NOUVEAU RECOURS AU CHOMAGE PARTIEL. La direction de la firme turinoise a annoncé le vendredi 2 juillet, aux syndicats que, face à la baisse des ventes, elle a l'intention de mettre en chômage technique les ouvriers travaillant dans le secteur « automobiles » (pendant vingt-cinq jours).

# ÉCONOMIE

## TIERS-MONDE

### L'aide publique au développement a été en 1975 inférieure de moitié à l'objectif de l'O.C.D.E.

L'aide publique des pays industrialisés au tiers-monde s'est accrue de 30 % en valeur — environ 10 % en 1975. Elle s'est élevée à 13,4 milliards de dollars contre 12,7 en 1974, indique un rapport de l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économiques). La part du produit national brut (P.N.B.) consacrée par les membres du Comité d'aide au développement (C.A.D.) (1) de l'Organisation est passée de 0,33 % à 0,36 % (chiffre provisoire), ce qui constitue un retournement de la tendance précédente à la baisse. Elle reste toutefois encore inférieure de moitié à l'objectif de 0,7 % du P.N.B. que se sont fixés les pays membres du Comité.

La Suède est le pays dont la contribution officielle a été la plus importante proportionnellement, représentant 0,82 % (988 millions de dollars) de son P.N.B. Viennent ensuite les Pays-Bas avec 0,75 %, la Norvège avec 0,66 % et la France avec 0,63 %. La part du P.N.B. est restée inférieure à 0,20 % en Italie, en Suisse, en Finlande et en Autriche. En outre, les contributions individuelles les plus fortes — en valeur absolue — ont été celles des États-Unis avec 4 007 millions de dollars (0,27 % du P.N.B.), de la France avec 2 121 millions, de l'Allemagne fédérale avec 1 881 millions (0,40 %) et du Japon avec 1 148 millions (0,24 %). Tous les pays — sauf l'Italie — ont accru leur aide en dollars et treize d'entre eux en ont aussi élevé la part dans leur P.N.B. L'aide alimentaire est passée de 13 % à 18 % du total, tandis que les dépenses de coopération technique revenaient de 25 % à 23 %. L'aide affectée à la réalisation de projets précis a augmenté de 5 % pour représenter 23 % de l'enveloppe globale, alors que l'aide financière globale diminuait dans une proportion presque similaire pour se chiffrer à 16 %. La part des dons — non liés — est, quant à elle, passée de 65,4 % à 68,2 % du total des engagements, ce qui traduit la poursuite du mouvement de « libéralisation » de l'aide publique au développement, tandis que les conditions de prêt demeurent en moyenne au même niveau qu'en 1974.

### Fort accroissement des crédits privés

Par ailleurs, l'apport global, public et privé, des pays industrialisés membres du CAD au tiers-monde s'est élevé, en 1975, à 38,8 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de 39 % (en valeur courante) par rapport à 1974 et correspond à 1,02 % du produit national brut des États membres contre 0,82 % il y a deux ans. A l'aide officielle (13,6 milliards de dollars) se sont ajoutés les dons du secteur privé (1,4 milliard + 12,7 %), les autres apports du secteur public (2,6 milliard + 21,9 %) et les apports du secteur privé — crédits à l'exportation et investissements — (21,2 milliards) qui ont, eux, augmenté de 50,7 %. C'est la première fois que les membres du CAD atteignent l'objectif de 1 % qu'ils s'étaient assigné pour le montant de l'apport total. Cet apport ne comprend pas la plupart des emprunts en euro-monnaies des pays en voie de développement sur les marchés des États du CAD : 9 milliards de dollars en 1975 contre 6 milliards en 1974. Ainsi la valeur totale des ressources financières transférées au tiers-monde s'est élevée à 47,8 milliards de dollars (+32,8 %), la part de l'aide publique étant tombée de 31 % à 28 %. Ce changement de structure a effacé, note l'O.C.D.E., les effets de la légère détente des taux d'intérêt mondiaux par rapport à leurs niveaux élevés de 1974 et, au total, il se peut que les conditions moyennes des transferts de ressources aux pays en développement se soient légèrement détériorées.

Selon l'O.C.D.E., le total des montants reçus par ces pays s'est élevé à 23 milliards par habitant — ce qui équivaut à 5 % de leur P.N.B. et au quart environ de leurs investissements — contre 6,5 dollars par la moyenne des années 1964 à 1968. Calculée sur cette base, la transferts annuels de ressources a augmenté en valeur réelle de 60 % en dix ans.

## Pour 1977

Un calendrier mural à votre raison sociale  
« Les Animaux »  
50 ex. : 4,20 l'unité  
+ 150 ex. : 4,00 l'unité  
Quadrachromes de luxe  
Format 50 x 70  
4 planches trimestrielles  
EDITIONS EOLE  
171, rue Saint-Jacques  
75005 Paris - Tél. 325-88-35

Jusqu'en 1973, les pays du CAD procuraient « bon an mal an », soulignent le rapport, plus de 90 % des recettes totales des pays en développement. En 1975, cette participation est revenue à 84 %, compte tenu de l'entrée en scène des pays exportateurs de pétrole, qui ont notamment placé une partie de leurs excédents sous forme de dépôts en euro-monnaies dans les pays du CAD (22 milliards de dollars en 1974, 7 milliards en 1975). En conclusion, l'O.C.D.E. estime que le montant total des fonds de « toutes provenances » reçus par les pays en développement s'est élevé en 1975 à 56,7 milliards de dollars contre 42,8 milliards en 1974 (+32,6 %). Aux 47,8 milliards du CAD s'ajoutent 5,6 milliards en provenance de l'OPEP (4,5 milliards en 1974), 0,8 milliard des pays à économie planifiée (1,1 milliard), et 2,5 milliards au titre du mécanisme pétrolier du Fonds monétaire international (1,1 milliard). Selon l'O.C.D.E., la participation de la Chine est revenue de 423 millions de dollars en 1974 à 300 millions en 1975 ; celle de l'U.R.S.S. a diminué de plus de moitié, régressant de 625 à 300 millions de dollars (0,05 % du P.N.B.).

(1) Les pays membres du CAD sont au nombre de dix-sept : Allemagne fédérale, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, États-Unis, Finlande, France, Italie, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Suisse, Royaume-Uni. Le comité comprend aussi la commission des Communautés européennes, tandis que la CEE et le F.M.I. ont qualité d'observateurs.

# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## COMPAGNIE INDUSTRIELLE ET FINANCIÈRE DE POMPEY

L'Assemblée générale ordinaire, tenue le 25 juin 1976 sous la présidence de M. Raymond Winocour, a approuvé les comptes de l'exercice 1975 et a voté toutes les résolutions présentées par le conseil d'administration.

Le bénéfice au bilan qui s'élève à 25 028 219 F n'est pas comparable à celui de 1974 qui était de 5 518 229 francs, car il comprend un supplément exceptionnel de dividendes encaissés des filiales de 2 278 983 F et une reprise de provision sur titres participation de 15 000 000 de francs.

Dans ces conditions, l'assemblée a fixé le dividende par action de 90 F nominal à 5 F, à partir du 15 juillet 1976.

Le dividende sera payé au trésor (avoir fiscal), soit un revenu global de 7,50 F contre 7,05 F l'an dernier.

Le dividende sera payable à partir du 20 juillet 1976 contre remise du coupon n° 11.

Au cours de son allocution, le président a présenté les comptes consolidés du groupe.

Le chiffre d'affaires hors taxes des sociétés consolidées globalement a été de 1 271 millions contre 1 238 millions en 1974, soit une augmentation de 2,6 %.

La part de la compagnie dans la situation nette consolidée s'élève à 204 millions de francs, soit 277,27 F par action, contre 248 millions de francs et 234,17 F en 1974.

Le passif de la compagnie dans les bénéfices consolidés s'élève à 28,3 millions de francs contre 27,9 millions en 1974, soit une augmentation de 1,4 %.

La part de la compagnie dans la situation nette consolidée s'élève à 204 millions de francs et 277,27 F par action, contre 248 millions de francs et 234,17 F en 1974.

## LUCHAIRE S.A.

Dans l'allocution qu'il a prononcée devant l'assemblée, dont nous avons rendu compte dans notre numéro daté 6 juillet, le président a indiqué que l'exercice 1976 s'annonçait favorablement. A fin mai, l'augmentation du chiffre d'affaires, par rapport à la même période de l'année précédente, de 24 %, provenant essentiellement du secteur armement.

Pour louer une voiture au Gabon, réservez chez

**europcar**

645.21.25

## FORGES DE STRASBOURG

L'Assemblée générale ordinaire tenue le 24 juin 1976 sous la présidence de M. Raymond Winocour a approuvé les comptes de l'exercice 1975, qui ont fait l'objet d'une présentation audiovisuelle, et voté toutes les résolutions proposées par le conseil d'administration.

Le bénéfice au bilan « global » s'élève à 6 643 083 F contre en 1974 : 7 174 859 F.

L'assemblée a fixé le dividende de l'exercice à 4,50 F par action de 50,00 F nominal, auquel s'ajoute 2,25 F représentant l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) soit un revenu global de 6,75 F contre 6,15 F en 1974 ; le dividende sera payable le 15 juillet 1976 contre remise du coupon n° 29.

Au cours de son allocution, le président a présenté les comptes consolidés du groupe pour 1975, comparés à ceux de 1974.

Le chiffre d'affaires consolidé de la participation de 50 % dans les Laminiers de Strasbourg a été de 197,5 millions de francs contre 197,3 millions en 1974.

Pour un chiffre d'affaires consolidé de 645,5 millions de francs dont 26,5 F à l'exportation, la part des Forges de Strasbourg dans la situation nette, après résultats et déduction des frais d'établissement, s'élève à 113,4 millions de francs et par action 117,80 F contre respectivement 12,4 millions et 13,90 F en 1974.

## SILIC

Les loyers H.T. émis par la Société au cours de l'exercice qui vient de se terminer le 30 juin 1976 s'élevaient à 28 983 000 francs contre 23 907 000 francs pour l'exercice 1975.

Le bordereau des loyers émis le 1er juillet 1976 au titre du premier trimestre de l'exercice 1976 s'élevait à 10 314 000 francs contre 8 818 000 francs pour l'exercice 1975.

Ces chiffres confirment la nette reprise de l'activité commerciale, qui a produit ses effets surtout depuis ces derniers mois de l'année 1975, et qui a permis non seulement de retenir les locaux latents vacants par les défections survenues à la fin de l'exercice 1974-1975 et celles survenues pour des surfaces d'ailleurs moindres au cours de l'exercice écoulé, mais aussi de trouver un nombre important de locations nouvelles : on enregistre en effet du 1er juillet 1976 au 1er juillet 1976, une augmentation des surfaces effectivement louées de 19 % pour les locaux commerciaux et de 7,26 % pour les locaux industriels.

Cette tendance semble devoir se poursuivre, puisqu'on peut se compter d'ores et déjà, pour le deuxième semestre 1976, un nombre de l'entrée en vigueur de nouveaux baux déjà conclus, des réservations signées et des négociations en cours, des locations nouvelles portant sur 15 à 20 000 m<sup>2</sup> de bâtiments industriels et commerciaux et sur 2 à 3 000 m<sup>2</sup> de bureaux.



## ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

Devant les assemblées du groupe, dont nous avons publié les principaux éléments dans notre numéro daté 6 juillet, le président, M. Georges Fieschi, a prononcé l'allocution, dont nous donnons ci-dessous un extrait :

« Dans la conjoncture difficile de l'économie française, l'AGF a été relativement satisfaisante pour notre groupe. »

« La progression du chiffre d'affaires mondial, qui avait été de 12,8 % en 1974, est passée à 13,3 % en 1975, et de 13,3 % à 13,8 % en 1976, et de 13,8 % à 14,3 % en 1977, ce qui constitue un effort commercial important pour accélérer notre développement. »

« Simultanément, malgré la recherche d'une meilleure organisation, nous enregistrons une augmentation encore importante de nos frais généraux qui est cependant plus faible que celle de l'exercice précédent. »

« Compte tenu d'une croissance importante de nos revenus financiers, les comptes d'exploitation des compagnies AGF, Vie et AGF I.A.R.T. font apparaître un solde satisfaisant, bien qu'il soit pour AGF I.A.R.T. moins favorable que celui de l'exercice précédent. »

« La situation d'ensemble traduit une amélioration sensible de nos résultats, qui confirme le redressement déjà observé pendant les exercices précédents. »

## AMAX

Paiement du dividende

Le conseil d'administration a décidé que le dividende trimestriel régulier de 1,3125 dollar servi aux actions de la série A, ainsi que le dividende trimestriel régulier de 0,75 dollar servi aux actions de la série B seront payables à partir du 1er décembre 1976 aux actionnaires enregistrés le 10 novembre 1976.

Par ailleurs, un dividende de 0,4375 par action ordinaire sera payable à partir du 1er septembre 1976 aux actionnaires enregistrés le 10 août 1976.

## SOCIÉTÉ ROCHEFORTAISE DE PRODUITS ALIMENTAIRES

Au cours de sa réunion du 24 juin 1976, l'assemblée générale ordinaire a approuvé les comptes de l'exercice 1975 et a fixé le dividende à 15 F net, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 30 %, donnant un revenu global de 19,50 F.

La date de mise en paiement a été fixée par le conseil d'administration au 15 septembre 1976.

Le président, dans son allocution, a donné un aperçu sur la marche des affaires pendant le premier semestre 1976, satisfaisant pour l'ensemble des sociétés du groupe, et confirmant la création récente de la Société d'exploitation des Etablissements Ragot, dernière en date à l'heure actuelle des prises de participation de la Société rochefortaise.

## SOCALDEX

L'assemblée générale des actionnaires du 24 juin 1976, tenue sous la présidence de M. Y. Coudry, a approuvé les comptes de l'exercice 1975, ainsi que le dividende de 796 206,46 F, permettant la distribution, à compter du 15 juillet 1976, d'un dividende de 7,26 F, ouvrant droit à un crédit d'impôt de 0,88 F pour chacune des 100 000 actions de 100 F nominal composant le capital social.

Au cours de l'assemblée, le président a indiqué que, compte tenu de sa filiale INDOTAL, le bénéfice consolidé après impôts de la Société pour l'exercice 1975 a atteint 1 258 532,75 F.

D'autre part, le président a rapporté que toutes les participations détenues étaient entièrement

provisionnées ; par ailleurs, les provisions pour créances douteuses couvrent la totalité des impayés de l'emprunt obligataire groupé 5 %, 1969, non seulement pour les échéances arrivées, mais aussi pour le montant en principal de ceux prévisibles au 31 décembre de l'exercice 1976, qui sera la dernière de cet emprunt.

Répondant aux questions des actionnaires, le président a indiqué, d'une part, que le montant des sommes distribuables au titre de l'exercice 1976 devrait être sensiblement supérieur à celui de l'exercice 1975, d'autre part, que la valeur effective des actions de la Société pourrait être appréciée à un montant proche de leur montant nominal de 175 F.

## CENTRAIS ELETRICAS DE MINAS GERAIS S.A. SAO SIMAO HYDROELECTRIC PROJECT SEVENTH INVITATION TO PREQUALIFICATION FOR THE SUPPLY OF EQUIPMENT

Centrais Eletricas de Minas Gerais S.A. - CEMIG will accept applications for prequalifications of bidders for the supply of Permanent Equipment for Sao Simao Hydroelectric Project, extension of the Transmission System until Mesquita Substation (formerly Ipatinga 3), 500/230 kV.

Initial operation of Ipatinga Substation is required for September 1977.

This prequalification refers to the design, manufacturing, delivery and supervision of installations of the equipment described in the following groups :

Group G4 : 230 kV Breakers, with minimum rated breaking capacity of 15 GVA.

Group H4 : 230 kV Disconnecting Switches - vertical break.

Group K7 : 230 kV Potential Transformers with carrier accessories.

Group K8 : 230 kV Current Transformers.

Group L4 : 230 kV Line-Taps.

Group M4 : 230 kV Lightning Arresters.

Applicants for prequalification should address their applications to :

CENTRAIS ELETRICAS DE MINAS GERAIS S.A., Superintendencia de Suprimento de Materiais e Equipamentos Rua Tupis, 149 - 5º andar - Belo Horizonte - MG - BRAZIL CABLE : CEMIG - TELEX : 311124 - 311268

Applications will be received until July 30, 1976. One original of all documents must be sent in a closed envelope, either in Portuguese or in English. Documents sent by air mail must be registered. The applications shall contain :

1. A statement of the Group or Groups, with the corresponding Sub-Groups, as classified above, for which the application is intended.
2. A summary of the applicant's experience in design and manufacture of equipments of a nature similar to that which is required and in operation for more than one year. The applicants must have, at least, full experience in equipments with rated voltage immediately below the one required.
3. Description of research, design and testing facilities.
4. Names, position and experience of the main personnel in charge of research, design and manufacture of the equipment.
5. Major orders on hand for similar equipments and schedule of deliveries up to 1978, of some.
6. Last published financial statement.
7. Any intention to share the manufacture between associated firms shall be indicated, in which case the information required above shall be sent by each of the associated firms. One of these firms, at least, shall have, integrally, the required experience and must be indicated as the main responsible, technically and commercially, for the design, manufacture, delivery and performance of the equipment, including guarantees.
8. Negotiations with CEMIG will be held directly by the manufacturer's head office or through branch office or subsidiaries. CEMIG will not deal with intermediaries or agents.
9. The qualification of the applicants will be at CEMIG's sole discretion and judgement.
10. Firms already prequalified for Sao Simao Project, for 345 kV Equipment, are automatically prequalified and they need only to confirm their interest in participating in the Bids by letter or telex.
11. The invitation to the biddings are scheduled to be issued during 1976.

## LIBRAIRIE HACHETTE

### EXERCICE 1975

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 25 JUIN 1976

### EXTRAITS DE L'ALLOCUTION PRONONCEE PAR MONSIEUR ITHIER DE ROQUEMAUREL

Président du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Hachette pour 1975 s'est élevé à 4 milliards 143 millions. En 1974, il était de 3 milliards 786 millions. Les résultats consolidés seront à l'équilibre alors que l'an dernier ils se soldaient par une perte de 13 millions 49 mille francs.

Deux secteurs ont principalement requis toute notre vigilance : la Presse et l'imprimerie.

### En ce qui concerne la Presse :

La marche du quotidien FRANCE-SOIR crée actuellement des problèmes à France Editions et Publications. La permanence de la baisse des ventes et les coûts élevés de fabrication, malgré une certaine reprise de la publicité, en sont la cause.

D'un manière générale, l'avenir de FRANCE EDITIONS et PUBLICATIONS est lié aux mouvements actuels en cours dans la Presse Parisienne. Il faut parvenir à rendre nos Groupes de publications plus homogènes et moins lourds à gérer. Il faut parvenir aussi à une rénovation rédactionnelle des journaux et à une modernisation des matériels en liaison avec les Syndicats - notamment celui du Livre - afin de réduire les coûts de fabrication.

### En ce qui concerne l'imprimerie :

- BRODARD et TAUPIN, comme tous ses confrères, a durement ressenti pendant l'exercice 1975 les retombées de la crise économique. Actuellement le travail en net accroissement permet d'espérer pour 1976 un exercice meilleur. Cette perspective ne doit pas empêcher la recherche de solutions à long terme avec d'autres confrères, tout au moins dans le domaine du tirage offset.

- LA NEOGRAVURE est une imprimerie essentielle à la fabrication des grands périodiques parisiens. Elle avait fait l'objet d'un plan de redressement il y a près de deux ans comportant un apport de capital des éditeurs, des banques et des fabricants de papier. A ce titre TELE 7 JOURS est un de ses actionnaires. Un rapprochement décidé avec L'IMPRIMERIE VICTOR MICHEL d'une part, une moins mauvaise conjoncture d'autre part, semblent faciliter une reprise de cette affaire. Enfin, les négociations sociales sur les conséquences du dernier plan de restructuration industrielle sont en cours et pourraient aboutir à un accord d'entreprise au début de l'été.

En 1975, LA LIBRAIRIE HACHETTE et l'ensemble du Groupe ont dégagé une trésorerie positive : cette considérable amélioration par rapport aux années précédentes a été due pour une bonne part à la mise en place depuis un certain temps d'un organisme de centralisation de la trésorerie qui a porté ses fruits.

- Dans la Presse, LE « POINT » a suivi avec rigueur ses prévisions. L'accroissement régulier du chiffre de diffusion en moyenne de 15 % par an - et l'excellente tenue de la publicité - font que le dernier exercice, comme je l'avais annoncé, a été celui de l'équilibre avec un bénéfice de 300 mille francs. Tous nos pronostics pour 1976 montrent que la rentabilité devrait être nettement supérieure et devrait apporter déjà une rémunération convenable des investissements que nous avons faits dans ce domaine. LE « POINT » est ainsi devenu pour nous une base nouvelle et solide dans la Presse d'information.

Nous nous sommes portés acquéreurs des entreprises de Presse de Monsieur JEAN PROQUOVOST. Cette opération en tout état de cause nous donne le contrôle de TELE 7 JOURS dont vous connaissez l'importance. Mais notre politique ne doit pas pour autant être une politique de « grossissements » inconsidérés. Des redistributions et des associations seront recherchées dans ce domaine.

J'ajoute que tout cela peut nous permettre de considérer d'une façon générale les autres activités de notre Groupe de Presse et de trouver peut-être des solutions à nos problèmes dans ce secteur.

J'ai conscience que notre Groupe rajeuni, doté d'hommes compétents, modernisés dans sa gestion, est apte à jouer le rôle important qu'il a tenu et qu'il est prêt à reprendre sa marche bénéficiaire. Du reste, les résultats des premiers mois de 1976 vont dans ce sens puisqu'ils sont supérieurs à ceux de l'an dernier.

مكتبة النخيل



LES SOCIÉTÉS

ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

La Compagnie d'Assurances Générales de France, créée en 1819, est la plus ancienne et la plus importante des sociétés d'assurance en France. Elle assure tous risques, incendie, vol, etc.

La Compagnie d'Assurances Générales de France, créée en 1819, est la plus ancienne et la plus importante des sociétés d'assurance en France. Elle assure tous risques, incendie, vol, etc.

La Compagnie d'Assurances Générales de France, créée en 1819, est la plus ancienne et la plus importante des sociétés d'assurance en France. Elle assure tous risques, incendie, vol, etc.

La Compagnie d'Assurances Générales de France, créée en 1819, est la plus ancienne et la plus importante des sociétés d'assurance en France. Elle assure tous risques, incendie, vol, etc.

La Compagnie d'Assurances Générales de France, créée en 1819, est la plus ancienne et la plus importante des sociétés d'assurance en France. Elle assure tous risques, incendie, vol, etc.

La Compagnie d'Assurances Générales de France, créée en 1819, est la plus ancienne et la plus importante des sociétés d'assurance en France. Elle assure tous risques, incendie, vol, etc.

La Compagnie d'Assurances Générales de France, créée en 1819, est la plus ancienne et la plus importante des sociétés d'assurance en France. Elle assure tous risques, incendie, vol, etc.

La Compagnie d'Assurances Générales de France, créée en 1819, est la plus ancienne et la plus importante des sociétés d'assurance en France. Elle assure tous risques, incendie, vol, etc.

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 6 JUILLET

Très légère amélioration

Etait-ce une impression, mais une très légère amélioration a été enregistrée mardi à la Bourse de Paris, où le décaissement continuait à régner autour d'une courbe surbaissée.

Quelques titres ont présenté des gains appréciables, comme Carrefour, qui a repris près de 4 % en deux jours, sur l'annonce d'une augmentation de son chiffre d'affaires en juin par rapport à mai.

De leur côté, U.F.S., Hachette, S.A.T., Indat, Antiar, Aquitaine (ex-couche de 15 p. et 10 p. de dividende) ont plus ou moins progressé.

Très peu de baisses, mais à part Sommer, Auxiliaire d'Entreprises et Bouygues.

Par ailleurs, les valeurs qui avaient pu profiter de cette amélioration — bienvenues, il est vrai — les boursiers citent, sans trop y croire, le début des débats au Sénat sur le projet de loi sur la taxation des plus-values ; on avait vu l'Assemblée du Luxembourg à propos de reculer au 1<sup>er</sup> janvier 1978 la mise en application de cette loi.

De toute façon, le volume des transactions a resté très bas, comme l'ensemble des cours d'eau en France, le courant d'affaires est à l'état minimum.

Aux valeurs étrangères, les américains sont en général bien disposés, bien que Wall Street ait chuté la veille à l'occasion du bicentenaire. Bonne tenue des allemands et des hollandaises.

Aux pétroles internationaux, l'annonce de Pétrolina et de Norsk-Hydro.

Sur le marché de l'or, toujours anormale avec 5 millions de francs de transactions contre 6 millions, le lingot reste inchangé à 19 040 F et le napoléon cède 2,50 F à 235 90 F.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yen) ... 236 25 236 40

LONDRES

Le marché n'a pas manqué, à l'ouverture, les industriels et les pétroliers ont réagi favorablement dans les deux sens. Réaction des fonds d'Etat. Léger repli des mines d'or.

De toute façon, les opérations ne se font pas à quel point se voient. D'une part, la révision en hausse des perspectives de croissance économique des assurances. De l'autre, la menace d'une reprise de l'inflation avec ses conséquences sur le crédit, les prévisions.

UR (ouverture) (marché) : 123 20 contre 123 30

VALEURS CLOTURE

Way Linn 3 1/2 % ... 36 ... 36 1/16

British Petroleum ... 385 ... 385 1/2

Imperial Chemical ... 375 ... 375 1/2

Imperial Chemical ... 375 ... 375 1/2

Imperial Chemical ... 375 ... 375 1/2

Imperial Chemical ... 375 ... 375 1/2

Imperial Chemical ... 375 ... 375 1/2

Imperial Chemical ... 375 ... 375 1/2

Imperial Chemical ... 375 ... 375 1/2

Imperial Chemical ... 375 ... 375 1/2

Imperial Chemical ... 375 ... 375 1/2

Imperial Chemical ... 375 ... 375 1/2

Imperial Chemical ... 375 ... 375 1/2

Imperial Chemical ... 375 ... 375 1/2

Imperial Chemical ... 375 ... 375 1/2

Imperial Chemical ... 375 ... 375 1/2

Imperial Chemical ... 375 ... 375 1/2

Imperial Chemical ... 375 ... 375 1/2

Imperial Chemical ... 375 ... 375 1/2

Imperial Chemical ... 375 ... 375 1/2

Imperial Chemical ... 375 ... 375 1/2

Imperial Chemical ... 375 ... 375 1/2

Imperial Chemical ... 375 ... 375 1/2

Imperial Chemical ... 375 ... 375 1/2

Imperial Chemical ... 375 ... 375 1/2

Imperial Chemical ... 375 ... 375 1/2

Imperial Chemical ... 375 ... 375 1/2

Imperial Chemical ... 375 ... 375 1/2

Imperial Chemical ... 375 ... 375 1/2

Imperial Chemical ... 375 ... 375 1/2

Imperial Chemical ... 375 ... 375 1/2

Imperial Chemical ... 375 ... 375 1/2

Imperial Chemical ... 375 ... 375 1/2

Imperial Chemical ... 375 ... 375 1/2

Imperial Chemical ... 375 ... 375 1/2

NEW-YORK

Repli

Après trois jours de chômage — Wall Street n'a pas fonctionné — le marché a subi un repli.

Après trois jours de chômage — Wall Street n'a pas fonctionné — le marché a subi un repli.

Après trois jours de chômage — Wall Street n'a pas fonctionné — le marché a subi un repli.

Après trois jours de chômage — Wall Street n'a pas fonctionné — le marché a subi un repli.

Après trois jours de chômage — Wall Street n'a pas fonctionné — le marché a subi un repli.

Après trois jours de chômage — Wall Street n'a pas fonctionné — le marché a subi un repli.

Après trois jours de chômage — Wall Street n'a pas fonctionné — le marché a subi un repli.

Après trois jours de chômage — Wall Street n'a pas fonctionné — le marché a subi un repli.

Après trois jours de chômage — Wall Street n'a pas fonctionné — le marché a subi un repli.

Après trois jours de chômage — Wall Street n'a pas fonctionné — le marché a subi un repli.

Après trois jours de chômage — Wall Street n'a pas fonctionné — le marché a subi un repli.

Après trois jours de chômage — Wall Street n'a pas fonctionné — le marché a subi un repli.

Après trois jours de chômage — Wall Street n'a pas fonctionné — le marché a subi un repli.

Après trois jours de chômage — Wall Street n'a pas fonctionné — le marché a subi un repli.

Après trois jours de chômage — Wall Street n'a pas fonctionné — le marché a subi un repli.

Après trois jours de chômage — Wall Street n'a pas fonctionné — le marché a subi un repli.

Après trois jours de chômage — Wall Street n'a pas fonctionné — le marché a subi un repli.

Après trois jours de chômage — Wall Street n'a pas fonctionné — le marché a subi un repli.

Après trois jours de chômage — Wall Street n'a pas fonctionné — le marché a subi un repli.

Après trois jours de chômage — Wall Street n'a pas fonctionné — le marché a subi un repli.

Après trois jours de chômage — Wall Street n'a pas fonctionné — le marché a subi un repli.

Après trois jours de chômage — Wall Street n'a pas fonctionné — le marché a subi un repli.

Après trois jours de chômage — Wall Street n'a pas fonctionné — le marché a subi un repli.

Après trois jours de chômage — Wall Street n'a pas fonctionné — le marché a subi un repli.

Après trois jours de chômage — Wall Street n'a pas fonctionné — le marché a subi un repli.

Après trois jours de chômage — Wall Street n'a pas fonctionné — le marché a subi un repli.

Après trois jours de chômage — Wall Street n'a pas fonctionné — le marché a subi un repli.

Après trois jours de chômage — Wall Street n'a pas fonctionné — le marché a subi un repli.

Après trois jours de chômage — Wall Street n'a pas fonctionné — le marché a subi un repli.

Après trois jours de chômage — Wall Street n'a pas fonctionné — le marché a subi un repli.

Après trois jours de chômage — Wall Street n'a pas fonctionné — le marché a subi un repli.

Après trois jours de chômage — Wall Street n'a pas fonctionné — le marché a subi un repli.

Après trois jours de chômage — Wall Street n'a pas fonctionné — le marché a subi un repli.

Après trois jours de chômage — Wall Street n'a pas fonctionné — le marché a subi un repli.

Après trois jours de chômage — Wall Street n'a pas fonctionné — le marché a subi un repli.

Après trois jours de chômage — Wall Street n'a pas fonctionné — le marché a subi un repli.

Après trois jours de chômage — Wall Street n'a pas fonctionné — le marché a subi un repli.

Après trois jours de chômage — Wall Street n'a pas fonctionné — le marché a subi un repli.

Après trois jours de chômage — Wall Street n'a pas fonctionné — le marché a subi un repli.

LE MONDE — 8 juillet 1976 — Page 27

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

VALEURS

Cours précéd. Cours

## UN JOUR DANS LE MONDE

### 2-3. APRES LE RAID ISRAËLIEN A ENTERRER

3. PROCHE-ORIENT  
— La guerre civile au Liban.

### 4. ASIE

5. AMERIQUES  
— ARGENTINE : le nouveau chef de la police est contraint de démissionner.  
— PÉROU : la grève des transporteurs embarrasse le gouvernement.

### 6. AFRIQUE

— GAMBIE : le chef de l'Etat en visite en France.

### 4-5. EUROPE

— ESPAGNE : M. Adolfo Suarez s'est engagé à accélérer les réformes politiques.

— GRANDE-BRETAGNE : la rapport sur l'affaire Louisa met en cause un parent de la reine.

### 6. DIPLOMATIE

— Les travaux de l'Assemblée nationale et du Sénat.

### 9. MÉDECINE

— Le psychiatre et son malade (III), par Xavier Weeger.

### 10. EDUCATION

— Le lancement d'un satellite habité : Soyuz-21.

### LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

PAGES 11 à 16  
— DANSE : A propos de Martha Graham à la Rochelle.  
— THÉÂTRE : Bob Wilson et Paul Glass à Avignon.  
— FRUITURE : Les paysagistes français.  
— MUSIQUE : Le centenaire de Manuel de Falla à Grenoble.

### 17. FEUILLETON

### 18. ENVIRONNEMENT ET RÉGIONS

— ENVIRONNEMENT : le gouvernement étudie la création d'un ministère de la vie quotidienne.

### 18. SPORTS

— CYCLISME : le Tour de France.

### 24. PRESSE

— La polémique se développe et s'aggrave entre Europe 1 et l'Humanité.

### 24-26. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

— L'économie allemande après la reprise et avant les élections (III), par Paul Fabra.  
— EMPLOI : les difficultés de nombreuses entreprises textiles de Mulhouse provoquent d'importants remous.  
— Les conséquences de la sécheresse.

### LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (18)  
Annonces classées (20 à 22)  
Aujourd'hui (17) : Carnet (19)  
Journal officiel (17) : Méétéorologie (17) : Mots croisés (17)  
Bourse (27).

### LA BAGAGERIE

"Prix Vacances"

la valise 55 ou 60 cm 350F

la valise 65/70 ou 75 cm 395F

les 2 valises (1 petite + 1 grande) 595F

Peau de Porc ultra-léger

Paris : 13, rue Tronchet 75008  
41, rue du Fort 75006-74, rue de Passy 75008  
Tour Maine-Montparnasse 75005  
Lyon : La Part Dieu  
Envoi contre remboursement  
13, rue Tronchet 75008 Paris

ABCDEF

## En Italie

### Journalistes et ouvriers du Livre se mettent en grève pour protester contre les projets de concentration

De notre correspondant

Rome. — Aucun quotidien ne paraîtra en Italie, le jeudi 8 juillet, et les bulletins d'information de la RAI-TV seront supprimés. Cette grève de vingt-quatre heures, décidée conjointement par les journalistes et les ouvriers du Livre, est destinée à attirer l'attention du nouveau Parlement, du gouvernement, des forces politiques et syndicales et de l'opinion publique sur la grave menace de concentrations qui pèse sur le secteur de l'information et pour solliciter des interventions législatives. Les journalistes de la radio-télévision y ont inscrit un objectif supplémentaire : « La mise en œuvre complète de la réforme de la RAI » qui est entrée en application il y a quelques mois.

Deux débats publics auxquels participeront divers dirigeants politiques et syndicaux sont prévus à Rome et à Milan. Les vendeurs de journaux s'associeront à cette grève pendant l'après-midi de jeudi pour mettre en garde le gouvernement et les éditeurs contre « une augmentation ultérieure du prix des publications » laquelle ferait « diminuer encore plus le nombre de lecteurs aux revenus modestes ».

La grève passera sans doute inaperçue à la Stampa qui ne paraît plus depuis une semaine en raison d'un arrêt de travail de l'atelier de composition. Avec un déficit prévu de 6 milliards de lire cette année, le quotidien turinois se voit réclamer 6 % d'augmentation par les linotypistes et rencontre l'opposition d'autres catégories d'ouvriers à des mesures d'organisation internes.

Un conflit différent se déroule au Giornale d'Italia, l'un des plus vieux titres de la capitale, que son propriétaire, le pétrolier Attilio Monti, envisage de liquider. Journalistes, ouvriers et employés s'opposent à toute réduction du personnel, alors que deux cent quarante lettres de licenciement ont déjà été envoyées. Une certaine ferveur règne, de ce fait, dans deux autres publications du groupe : il resto del corriere (Bologne) et il telegrafo (Livourne).

En dénonçant des projets de concentration, les journalistes et les ouvriers du Livre songent, en particulier, à M. Rizzoli. Cet éditeur, dont les activités ne se limitent pas au papier imprimé, est soupçonné de vouloir limiter son homologue allemand M. Springer. Pour le moment, il ne contrôle que la plus prestigieuse des quotidiens italiens, le Corriere della Sera, ainsi que quelques publications annexes. Mais le Giornale di Sicilia (Palerme), l'Alto Adige (Bolzano) et le Piccolo (Trieste) seraient déjà entrés dans son groupe, tandis que il Mattino (Naples) fait l'objet de transactions. Ce rite à M. Rizzoli l'intention d'unifier tous ces titres pour créer, à côté du Corriere della Sera, un journal populaire à grand tirage.

Les rumeurs de liquidation et de concentration font craindre aux journalistes d'obscures manœuvres pour contrôler politiquement la presse italienne. Elles sont rendues plus faciles par les déficits fabuleux de la plupart des journaux qui sont concurrencés par la télévision, atteints par l'augmentation des coûts, mais aussi pénalisés par l'augmentation du nombre de leurs pages, par les

hauts salaires qu'ils octroient et le caractère pléthorique de leurs rédactions.

A noter, également, les difficultés que traversent des journaux très politisés comme l'Unità, organe du parti socialiste, dont les rédacteurs sont allés jusqu'à faire grève pendant deux jours, ou Paese Sera, quatre milliards de lire de déficit par an, que le P.C. n'est, semble-t-il, pas disposé à soutenir indéfiniment.

ROBERT SOLÉ

## En Allemagne fédérale

### QUATRE DÉTENUÉS S'ÉVADENT D'UNE PRISON BERLINOISE

(De notre correspondant.)

Bonn. — Quatre détenus se sont évadés de la prison de Berlin-Moabit, dans la nuit du mardi 6 au mercredi 7 juillet. Selon un porte-parole de la police de Berlin-Ouest, elles ont utilisé une arme dérobée au personnel pour assurer leur fuite. Trois étaient des détenus préventifs : Inge Viett, Gabriele Kollnick et Jutta Plambeck, membre du Mouvement du 2 juin, proche du groupe Baader, et accusées d'avoir participé le 11 novembre 1974 à l'assassinat du président de la cour d'appel de Berlin von Drankmann, et, au mois de février suivant, à l'enlèvement de M. Peter Lorenz, président de la C.D.U. berlinoise.

Inge Viett, qui s'était déjà évadée de la même prison en 1973, se trouvait parmi les six détenus de R.F.A. dont les pirates de l'air de Kampala avaient demandé la libération ; la quatrième prisonnière évadée est Monika Bartsch, condamnée pour attaque à main armée.

Il y a quelques mois, les conditions de détention avaient été allégées dans la prison pour femmes de Berlin-Moabit. L'enlèvement des prisonnières proches du groupe Baader avait notamment été supprimé. La police a étendu ses recherches à tout le territoire de la République fédérale.

## AU CONGRÈS INTERNATIONAL DE PSYCHOTHÉRAPIE

### Le Rêve éveillé dirigé, voie d'accès à l'inconscient

« Mon ventre, c'est un grand soleil qui sommeille sur la mer. En fait, ma peur de mourir, c'est surtout le retour au dialogue entre conscient et inconscient dans la dynamique de la cure ».

Le sujet en discussion est invité, d'une part, à produire un rêve en la compagnie du thérapeute et d'autre part à réfléchir sur les rêves qu'il a faits, ce qui lui permettra d'en tirer la possibilité de leur trouver une signification.

Toutefois, ces significations sont personnelles. Elles ne seront utiles que pour lui. Il n'existe pas de méthode universelle pour interpréter les rêves. Les psychanalystes et les psychosynthéticiens qui ont participé au débat en sont tous convaincus. Mais ils sont divisés sur certaines pratiques. Ainsi, le professeur Berth (Munich) s'est-il prononcé pour la verticalité, c'est-à-dire la technique qui consiste à favoriser une « ascension » et une « descente » de ces rêves autour d'un thème central. Le professeur Launay, partisan d'une non-directivité sur ce point, a souligné que les rêves sont présents, en effet, selon lui, l'avantage de ne pas bloquer le sujet chez lequel peuvent naître des résistances.

## NOUVELLES BRÈVES

● M. Alexandre Hay, avocat suisse, a pris le 1<sup>er</sup> juillet ses nouvelles fonctions de président du Comité international de la Croix-Rouge. Comme prévu dès l'année dernière (le Monde du 28 août 1975) il succède au Dr Henri Martin qui prend sa retraite.

● Né à Genève en 1918, M. Hay a occupé, après ses études de droit à Paris, le poste de secrétaire de la légation suisse (1946-1952). Il a représenté son pays de nombreuses fois lors de conférences internationales et a été président du Comité de l'Accord méditerranéen de 1964 à 1972. Il était vice-président du conseil de la Banque nationale suisse.

● Ulla obtient un droit de réponse à Antenne 2. — Mise en cause le 11 juin au cours de l'émission « Apostrophes » Ulla, qui fut le porte-parole des prostituées en révolte, en 1975, a obtenu un droit de réponse. M. Marcel Jollan, président d'Antenne 2, a accepté qu'un communiqué d'Ulla soit lu au cours de l'émission « Apostrophes » du 9 juillet. Elle y précise notamment qu'elle s'élève contre toute forme de proxénétisme, confirme qu'elle a « cessé de [se] prostituer le 18 novembre 1975 », et explique que les prostituées qui ont lancé le mouvement ne faisaient pas « l'objet de taxation de tutelle de la part de proxénètes. Elles sont comme toutes les femmes, elles ont des amis, des amants, peu importe... ».

● Trois morts et quatre blessés dans un accident près de Hyères. — Trois personnes ont été tuées et quatre autres blessées grièvement dans une collision dans la nuit de mardi à mercredi 7 juillet sur la nationale 98, entre Hyères et Toulon. Les deux voitures se sont heurtées de plein fouet.

## L'amiral Sanguinetti est rayé des cadres par mesure disciplinaire

A la demande du président de la République, le conseil des ministres du mercredi 7 juillet a décidé de rayé des cadres, par mesure disciplinaire, le vice-amiral d'escadre Antoine Sanguinetti. Dans la pratique, cette sanction est assimilée à une mise d'office à la retraite.

Depuis trois ans, c'est le quatrième officier général à subir une telle mesure. En juillet 1973, le général Paris de Bollardière avait été mis à la retraite pour avoir contravenu, à bord d'un voilier battant pavillon étranger, à des interdictions de navigation maritime autour de l'atoll nucléaire de Mururoa. En novembre 1974, le général Paul Stehlin a été l'objet de la même sanction après avoir diffusé une lettre jugée, par le gouvernement, condamnable et nuisible aux intérêts du pays lors de la vente éventuelle du Mirage F-1 à quatre nations européennes. En août 1975, le général François Blinche a été mis d'office à la retraite après la publication de plusieurs articles sur la République fédérale d'Allemagne.

## L'ancien major général : mépris et inquiétude

Le vice-amiral d'escadre Sanguinetti nous a déclaré, mercredi 7 juillet :

« Le conseil des ministres a décidé de me radier des cadres pour raisons disciplinaires, sur la deuxième proposition, à six mois d'intervalle, du ministre de la défense. C'était à prévoir et cela devait se terminer ainsi. Depuis le jour où j'ai démissionné du rôle néfaste et trouble des cabinets ministériels, j'étais l'homme dont il fallait avoir la peau. Et j'ai trop heurté de vanités en refusant de courber la tête devant le chantage à la suppression des avantages de mon grade, et en continuant d'énoncer mes inquiétudes légitimes, pour pouvoir espérer une indulgence quelconque. »

« Vous me demandez ce que je ressens ? C'est difficile à préciser sans tomber dans les grands mots. Je ressens un grand mépris pour ceux qui pratiquent de telles méthodes de gouvernement, tout en dénonçant parfois ces mêmes méthodes. Je ressens une profonde inquiétude pour l'avenir de la démocratie dans ce pays, si doivent s'ériger en système les dissensions et les tendances des tendances qui peuvent engager son avenir, tel un refus parallèle de discussion publique de ces tendances. »

« Mais je ressens aussi, si curieux que cela puisse paraître, un contentement certain — car je ne suis pas d'un naturel morose et suis sensible au comique des situations — devant l'ironie du sort qui me fait chasser des cadres par l'actuel ministre de la défense. »

« Les services administratifs de la marine m'ont, en effet, fait

## LA REDEVANCE-TELE SERAIT AUGMENTÉE DE 13,92 %

Il semble que le gouvernement envisage une augmentation prochaine de la redevance sur la télévision. Celle-ci serait de 7 francs pour les postes en noir et blanc et de 8 francs pour les postes couleur. Cette majoration, d'un montant de 13,92 %, porterait le taux de la redevance noire et blanc à 162 francs et celui de la redevance couleur à 243 francs. La redevance pour la radio reste inchangée.

Le numéro du « Monde » daté 7 juillet 1976 a été tiré à 523 807 exemplaires.

## ÉCOLE DE DIRECTION D'ENTREPRISES DE PARIS

Établissement privé, d'enseignement technique supérieur

PRÉPARATION AUX DIPLOMES D'ÉTAT  
GESTION - COMPTABILITÉ - MARKETING

admission sur titre pour les bacheliers  
admission sur examen pour les non bacheliers

EXAMEN D'ENTRÉE  
3 SESSIONS  
15 juillet  
9 septembre et 23 septembre

130 rue de Clignancourt, 75018 PARIS  
252.27.27 Documentation gratuite sur demande

du 2 au 22  
Juillet

**sol  
des  
d'été**

**NICOLL**  
la tradition anglaise  
du vêtement

29 RUE TRONCHET  
PARIS 8<sup>e</sup>

(Publié)

Institut privé

Pierre Simon DE LAPLACE

INTERNAT - EXTERNAT

de la 6<sup>e</sup> aux terminales A, C, D  
et mathématiques expérimentales

PETITS EFFECTIFS  
HORAIRES RENFORCÉS

COURS DE VACANCES

187, rue de Fontenay, Vincennes  
92020 HAUTEVILLE (Seine)  
TEL. : (1) 40-70-57.

**TED LAPIDUS**  
Montparnasse

**SOLDES EXCEPTIONNELS**

Collection Femmes & Hommes

Centre commercial Maine-Montparnasse - Paris 15<sup>ème</sup>  
11 rue de l'Arrivée - parking gratuit

كتاب النحل